



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 MAI 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 4, 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le *mercredi* à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces; Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

1515 — 1-52-0

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on *Wednesday*, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.

1515 — 1-52-0

Lettres patentes

St-Georges Express (1962) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27 décembre 1962, autorisant la fusion de « Ray Express Ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 2 novembre 1962, et « St-Georges Express Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 janvier 1952, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « St-Georges Express (1962) Limitée », avec un capital total de \$101,000, divisé en 10,100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Letters Patent

St-Georges Express (1962) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Ray Express Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 2, 1962, and of "St-Georges Express Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 19, 1952, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "St-Georges Express (1962) Limitée", with a total capital stock of \$101,000, divided into 10,100 common shares of a par value of \$10 each.

Le nom de la nouvelle compagnie est « St-Georges Express (1962) Limitée ».

Le siège social de la compagnie sera à St-Romuald, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 500-63 — 1162/71

Service des Loisirs de St-Dominique

Dans l'avis concernant l'octroi des lettres patentes, en date du 28 janvier 1963, constituant en corporation le « Service des Loisirs de St-Dominique », publié dans le numéro 15 de la *Gazette officielle de Québec*, du 13 avril 1963, à la page 1829, au lieu de « Mme Yvette Goyette Deslandes, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Valérien Adam », il faut lire: « Mme Yvette Goyette Deslandes, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'Elzéar Deslandes ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 322-63 — 1160/22

The name of the new company is "St-Georges Express (1962) Limitée".

The head office of the company will be at St-Romuald, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of December, 1962.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 500-63 — 1162/71

Service des Loisirs de St-Dominique

In the notice concerning the issuing of letters patent, dated January 28, 1963, incorporating "Service des Loisirs de St-Dominique", published in number 15 of the *Quebec Official Gazette*, on April 13, 1963, on page 1829, in place of "Mrs. Yvette Goyette Deslandes, housewife, wife contractually separate as to property of the said Valérien Adam", kindly read: "Mrs. Yvette Goyette Deslandes, housewife, wife contractually separate as to property of Elzéar Deslandes".

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 26, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 322-63 — 1160/22

Lettres patentes supplémentaires

Agence Valois & Roux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1963, à la compagnie « L'Agence Julien, Valois & Roux Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 septembre 1962, changeant son nom en celui de « Agence Valois & Roux Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 13861-62 — 1162/86

**Association Canadienne de la Soie et des Textiles Synthétiques, Inc.
Canadian Silk & Synthetic
Textiles Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mars 1963, à la compagnie « Association Nationale Soie & Rayonne Inc. — National Silk & Rayon Association Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 avril 1962, changeant son nom en celui de « Association Canadienne de la Soie et des Textiles Synthétiques, Inc. — Canadian Silk & Synthetic Textiles Association Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 11647-62 — 1162/87

Supplementary Letters Patent

Agence Valois & Roux Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "L'Agence Julien, Valois & Roux Inc.", incorporated by letters patent dated September 24, 1962, changing its name to "Agence Valois & Roux Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 13861-62 — 1162/86

**Association Canadienne de la Soie et des Textiles Synthétiques, Inc.
Canadian Silk & Synthetic
Textiles Association Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Association Nationale Soie & Rayonne Inc. — National Silk & Rayon Association Inc.", incorporated by letters patent dated April 13, 1962, changing its name to "Association Canadienne de la Soie et des Textiles Synthétiques, Inc. — Canadian Silk & Synthetic Textiles Association Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 11647-62 — 1162/87

Les Breuvages Ménard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 janvier 1963, à la compagnie « Monarch Bottling Works Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 mars 1956, changeant son nom en celui de « Les Breuvages Ménard Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 10852-56 — 1162/68

Chez Brault et Martineau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 février 1963, à la compagnie « Meubles Camille Paquin et Denis Brault Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1961, changeant son nom en celui de « Chez Brault et Martineau Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 15983-61 — 1161/124

**Cordon Bleu Limited
Cordon Bleu (Limitée)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 février 1963, à la compagnie « Cordon Bleu Limited — Cordon Bleu (Limitée) », 1° réduisant son capital de \$49,000 à \$21,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,800 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° subdivisant et convertissant les 21,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 20,000 actions classe « A » de \$1 chacune et en 1,000 actions classe « B » de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 5932-39 — 1162/18

Laurent Gauthier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 mars 1963, à la compagnie « Laurent Gauthier Power Lines Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 octobre 1961, changeant son nom en celui de « Laurent Gauthier Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 14823-61 — 1162/19

Les Breuvages Ménard Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Monarch Bottling Works Inc.", incorporated by letters patent on March 20, 1956, changing its name into that of "Les Breuvages Ménard Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 10852-56 — 1162/68

Chez Brault et Martineau Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Meubles Camille Paquin et Denis Brault Inc.", incorporated by letters patent dated December 12, 1961, changing its name into that of "Chez Brault et Martineau Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 15983-61 — 1161/124

**Cordon Bleu Limited
Cordon Bleu (Limitée)**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cordon Bleu Limited — Cordon Bleu (Limitée)", 1. reducing its capital stock from \$49,000 to \$21,000, the capital cancelled capital stock being divided into 2,800 preferred shares of \$10 each 2. subdividing and converting the 21,000 common shares of \$1 each into 20,000 class "A" shares of \$1 each and into 1,000 class "B" of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 5932-39 — 1162/18

Laurent Gauthier Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Laurent Gauthier Power Lines Limited", incorporated by letters patent dated October 30, 1961, changing its name to "Laurent Gauthier Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 14823-61 — 1162/19

Les Habitations Brandon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1963, à la compagnie « Maurice Dénommée Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 novembre 1959, changeant son nom en celui de « Les Habitations Brandon Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 16156-59 — 1161/125

Hôtel Lacerte Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 janvier 1963, à la compagnie « Hôtel Nadeau Incorporé », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 janvier 1947, changeant son nom en celui de « Hôtel Lacerte Incorporé ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 1433-47 — 1162/20

Hanover Kitchens (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 mars 1963, à la compagnie « D.D. Millar Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28e jour de juillet 1960, changeant son nom en celui de « Hanover Kitchens (Quebec) Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770 13113-60 — 1162/88

Krainer Sales Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1963, à la compagnie « Krainer Trading Co. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18e jour de novembre 1958, changeant son nom en celui de « Krainer Sales Company ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770 14155-58 — 1161/129

Main Plumbing & Heating Supplies Co. (1963) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Les Habitations Brandon Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the March 1, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Maurice Dénommée Inc.", incorporated by letters patent dated November 11, 1959, changing its name into that of "Les Habitants Brandon Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 16156-59 — 1161/125

Hôtel Lacerte Incorporé

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hôtel Nadeau Incorporé", incorporated by letters patent of January 10, 1947, changing its name into that of "Hôtel Lacerte Incorporé".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770 1433-47 — 1162/20

Hanover Kitchens (Quebec) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "D.D. Millar Company Limited", incorporated by letters patent dated the 28th day of July, 1960, changing its name to that of "Hanover Kitchens (Quebec) Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770-o 13113-60 — 1162/88

Krainer Sales Company

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Krainer Trading Co.", incorporated by letters patent dated the 18th day of November, 1958, changing its name to that of "Krainer Sales Company".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770-o 14155-58 — 1161/129

Main Plumbing & Heating Supplies Co. (1963) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 mars 1963, à la compagnie « Main Plumbing & Heating Supplies Co. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11e jour de septembre 1945, changeant son nom en celui de « Main Plumbing & Heating Supplies Co. (1963) Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770

5584-45 — 1161/130

Maral Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 février 1963, à la compagnie « Maral Holdings Inc. », 1° consolidant et convertissant 9,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 900 actions privilégiées, catégorie « A », de \$10 chacune; 2° subdivisant et convertissant 100 actions privilégiées de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$20,000 à \$51,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées, catégorie « A », de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées, catégorie « B », de \$10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770

11787-62 — 1161/123

Le Montmorency Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 février 1963, à la compagnie « Château Grande Allée Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour d'avril 1962, changeant son nom en celui de « Le Montmorency Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770

11417-62 — 1162/11

A. Nazair & Cie Limitée A. Nazair & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 mars 1963, à la compagnie « Ferronnerie Lepage-Nazair Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1956, changeant son nom en celui de « A. Nazair & Cie Limitée — A. Nazair & Co. Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770-o

12066-56 — 1162/13

March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Main Plumbing & Heating Supplies Co.", incorporated by letters patent dated the 11th day of September, 1945, changing its name to that of "Main Plumbing & Heating Supplies Co. (1963) Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770-o

5584-45 — 1161/130

Maral Holdings Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Maral Holdings Inc.", 1. consolidating and converting 9,000 common shares of \$1 each into 900 class "A" preferred shares of \$10 each; 2. subdividing and converting 100 preferred shares of \$100 each into 1,000 class "A" preferred shares of \$10 each; 3. increasing its capital from \$20,000 to \$51,000, the additional capital stock being divided into 600 class "A" preferred shares of \$10 each and 2,500 class "B" preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770-o

11787-62 — 1161/123

Le Montmorency Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Château Grande Allée Limitée", incorporated by letters patent dated the 2nd day of April, 1962, changing its name to that of "Le Montmorency Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770-o

11417-62 — 1162/11

A. Nazair & Cie Limitée A. Nazair & Co. Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Ferronnerie Lepage-Nazair Inc.", incorporated by letters patent dated June 30, 1956, changing its name into that of "A. Nazair & Cie Limitée — A. Nazair & Co. Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770

12066-56 — 1162/13

Plaza St-Hubert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 mars 1963, à la compagnie « L'Association du Centre d'Achats de la Rue St-Hubert — St-Hubert Street Shopping Center Association », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 décembre 1953, changeant son nom en celui de « Plaza St-Hubert Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 50247-53 — 1162/82

Plaza St-Hubert Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L'Association du Centre d'Achats de la Rue St-Hubert — St-Hubert Street Shopping Center Association", incorporated by letters patent dated December 31, 1953, changing its name to "Plaza St-Hubert Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770 50247-53 — 1162/82

**Realty Group Incorporated
Le Groupe Immobilier Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 mars 1963, à la compagnie « Combined Realtors Incorporated », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21e jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Realty Group Incorporated — Le Groupe Immobilier Incorporée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770 14739-62 — 1162/83

**Realty Group Incorporated
Le Groupe Immobilier Incorporée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Combined Realtors Incorporated", incorporated by letters patent dated the 21st day of November, 1962, changing its name to that of "Realty Group Incorporated — Le Groupe Immobilier Incorporée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770-o 14739-62 — 1162/83

**The Reform Association for
Retarded Persons of Montreal**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 décembre 1962, à la compagnie « The Reform Association for Retarded Persons of Montreal », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28 décembre 1962.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770 14780-61 — 1161/120

**The Reform Association for
Retarded Persons of Montreal**

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1962, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Reform Association for Retarded Persons of Montreal", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of December, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770-o 14780-61 — 1161/120

Service Social pour Personnes Sourdes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 février 1963, à la corporation « Service Social pour Personnes Sourdes », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 février 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770-o 4051-46 — 1160/52

Service Social pour Personnes Sourdes

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of February, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Service Social pour Personnes Sourdes", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770 4051-46 — 1160/52

Stanley Automatic Parking Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Stanley Automatic Parking Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 mars 1963, à la compagnie « Stancath Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour de mars 1962, changeant son nom en celui de « Stanley Automatic Parking Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 mars 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770

11286-62 — 1162/17

Trembousy Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 janvier 1963, à la compagnie « Dramis Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 août 1961, changeant son nom en celui de « Trembousy Incorporée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11 janvier 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2770-o

13443-61 — 1162/32

March, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Stancath Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of March, 1962, changing its name to that of "Stanley Automatic Parking Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770-o

11286-62 — 1162/17

Trembousy Incorporée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of January, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dramis Ltée", incorporated by letters patent dated August 31, 1961, changing its name to "Trembousy Incorporée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of January, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2770

13443-61 — 1162/32

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Ville de Châteauguay Centre

Avis public est par les présentes donné par Claude Hurtubise, c.a., secrétaire-trésorier de la ville de Châteauguay Centre, comté de Châteauguay, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, selon les dispositions de la Loi des cités et villes, au lieu ordinaire où le Conseil municipal tient ses séances: soit à la salle municipale, No 1 Croissant Richard, ville de Châteauguay Centre, MARDI le VINGT ET UNIÈME jour de MAI 1963, à UNE heure de l'après-midi, pour satisfaire aux taxes et redevances municipales et scolaires, avec intérêts, mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi que les frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Town of Châteauguay Centre

Public notice is hereby given by Claude Hurtubise, c.a., secretary-treasurer of the town of Châteauguay Centre, county of Châteauguay, that the immovables hereinafter described will be sold by public auction, according to the provisions of the Cities and Towns Act, at the sitting-room of the Council of the said town of Châteauguay Centre: the Municipal Hall, No. 1 Croissant Richard, town of Châteauguay Centre, TUESDAY the TWENTY-FIRST day of MAY, 1963, at ONE o'clock in the afternoon, for the payment of municipal and school taxes and municipal dues, with interests, as mentioned in the herein under statement, and costs which shall subsequently be incurred, unless said taxes, interests and costs shall be paid before the said sale.

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
Allaire, Robert	212-30	\$ 32.28	\$ 0.81	\$ 3.21	\$ 0.19	\$ 36.49
Allaire, Robert	212-31	2.25	0.06	3.21	0.19	5.71
Allan, Thomas James	170-P-231, 170-230	4.42	0.11	5.55	0.50	10.58
Allard, Arthur	114-191	32.50	0.81			33.31
Allard, Joseph	P-228	5.89	0.15	9.86	0.59	16.49
Allnut, Georges R.	P-188	14.85	0.37	26.25	1.57	43.04
Arbesfeld, Cwi	141-107	3.74	0.09			3.83
Barrette, Eugène	P-108	6.72	0.17	12.29	0.74	19.92
Bastien, Paul-Émile	226-285, 226-269, 226-P-241, 226-P-242	136.09	3.40			139.49
Baxter, Richard G.	114-59	32.50	0.81			33.31
Beausoleil, Daniel	P-216	2.74	0.07			2.81
"	P-217	41.73	1.04			42.77
"	P-217	6.10	0.15	10.24	0.61	17.10
Bilocerkiwsky, Anatoly	108-175	5.36	0.13			5.49
Bissel, Harry F.	114-97	32.50	0.81			33.31
Bolduc, Ovila	203-13, 203-12, 202-5, 202-6	2.59	0.06			2.65

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
Bolduc, Ovila	202-4, 202-3, 203-10, 203-11	\$30.45	\$0.76			\$31.21
Boyer, Henri	211-44	5.32	0.13			5.45
Boyle, Martin J.	114-20	32.50	0.81			33.31
Bradette, François	114-105	32.50	0.81			33.31
Brady, Edouard George	115-85	7.30	0.18	\$10.75	\$0.65	18.88
Brion, Henri	212-P-38	44.18	1.10			45.28
Brown, Henry	114-19	32.50	0.81			33.31
Brunet, Claude	114-12	32.50	0.81			33.31
Burns, Robert	114-51	32.50	0.81			33.31
The Canadian Heritage of Quebec	81	25.00	0.63			25.63
Caron, Wilbrod	P-210	14.04	0.35			14.39
Carreau, Joseph André	P-175, P-176	8.20	0.20			8.40
Chateauguay Manor Housing Corp.	226-1344	182.61	4.57	133.14	8.31	328.63
"	226-1304	183.52	4.59	142.19	8.88	339.18
"	226-1266	181.63	4.54	139.81	7.73	333.71
"	226-1267	198.73	4.97	161.29	10.08	375.07
"	226-1268	182.97	4.57	141.50	8.84	337.88
"	226-1226	182.49	4.56	132.99	8.32	328.36
"	226-1229	181.61	4.54	131.87	8.24	326.26
"	226-1230	182.72	4.57	133.27	8.32	328.88
"	226-1258	205.05	5.13	159.33	9.95	379.46
"	226-1331	186.18	4.65	135.63	8.47	334.93
"	226-1231	151.11	3.78	108.14	10.41	333.44
"	226-1232	150.33	3.78	132.16	8.25	294.52
"	226-1233	149.55	3.74	131.18	8.20	292.67
"	226-1235	182.38	4.56	132.84	8.30	328.08
"	226-1320	178.19	4.45	135.49	8.46	326.59
"	226-1321	182.83	4.57	133.41	8.33	329.14
"	226-1280	1.40	0.04			1.44
Cherrier, Jean-Guy	226-P-1242, 226-P-1243, 226-P-1242	185.58	4.64			190.22
Ciciola Domenico & Al.	50-P-57	26.50	0.66	41.42	3.15	71.73
Ciciola Domenico & Al.	58-P-157	66.01	1.65	262.15	19.97	349.78
Coloutouras Nick	141-165	3.74	0.09			3.83
Cortina Dev. Inc.	169-52	3.37	0.08	5.72	0.35	9.52
"	108-169	5.36	0.13	8.36	0.52	14.37
"	108-27, 108-26	5.40	0.14	9.76	0.61	15.91
"	108-33	6.03	0.15	11.01	0.69	17.88
"	108-143	5.52	0.14	8.64	0.54	14.84
Cortina Gardens Inc.	60-62	4.96	0.12	7.68	0.48	13.24
"	60-16	20.49	0.51	11.01	0.69	32.70
"	60-40	13.54	0.34	22.45	1.40	37.73
"	60-38	20.99	0.52	11.29	0.70	33.50
"	60-64	21.25	0.53	11.42	0.71	33.91
"	65-132	4.15	0.10	6.28	0.39	10.92
"	65-130	12.64	0.32	6.70	0.42	20.08
Cortina Dev. Inc.	154-74	3.82	0.10	5.25	0.32	9.49
Cortina Gardens Inc.	P-65	34.87	0.87	67.31	4.17	107.22
Cortina Dev. Inc.	108-105	8.84	0.22	1.17	0.11	10.34
Cooke, Roland	162-25, 162-26	3.64	0.09			3.73
Couturier, Jacques	114-119	32.00	0.80			32.80
Cukier, Martin	153-6	12.72	0.31	23.55	2.12	38.70
Hurran, Arnold	114-13	32.00	0.80			32.80
Cycan, Mieczyslaw	150-178, 150-179	27.39	0.68	0.92	0.08	29.07
Cyr, Jean Jacques	120-33	253.56	6.34			259.90
Damas Inv. Corp. & Al.	P-121	700.46	17.51	411.64	25.71	1,155.32
"	P-121	34.03	0.85	4.72	0.42	40.02
"	P-121	141.36	3.53	19.82	1.78	166.49
"	121-5	67.75	1.69	1.97	0.18	71.59
"	121-6	14.68	0.36	2.00	0.18	17.22
"	144-90	5.83	0.14			5.97
Dandrea, Joseph L.	58-P-157	14.08	0.35			14.43
De Lucas, Raymond	P-178, P-179	55.47	1.39			56.86
Demers, Hector	226-1056	31.04	0.77			31.81
Denoncourt, Jacques	114-9	32.00	0.80			32.80
Dioro, Alféar	65-122	106.05	2.65			108.70
Dubé, Mme-Mrs. J. M.	212-25, 212-37	43.19	1.08	66.18	3.97	114.42
Duclos, Joseph A.	P-104	457.59	11.44	66.50	4.15	539.68
Dumont Dev. Corp.	P-104	225.12	5.63	2.46	0.22	233.43
"	P-104	186.27	4.66	36.39	2.08	229.40
"	104-33	183.96	4.60	46.42	2.90	237.88
"	P-104	32.34	0.81	4.66	0.42	38.23
"	P-104	10.79	0.27	1.50	0.14	12.70
Dupuis, Maurice	P-176, P-175	5.32	0.13			5.45
Ehrbrecht, Egon	114-14	32.00	0.80			32.80
Ernest, Mme-Mrs. G.	226-1094, 226-1093	12.60	0.32	27.00	2.43	42.35
Faucher, Armand	P-212	2.10	0.05	17.15	3.56	22.86
Filiponskis, J. A.	P-97	56.46	1.41	104.55	9.41	171.83
Gale, Kenneth	150-77	2.04	0.05	0.22	0.02	2.33
Garipey, Aimé	115-82	5.36	0.13	7.68	0.46	13.63
Garneau, Paul-Émile	97-160-3	115.11	2.88			117.99
Gay Dev. Corp.	P-134, P-136	350.40	8.76	48.88	4.40	412.44
Giorjadis, Mme-Mrs. Avila	141-168	3.89	0.97			4.86
Girard, Lionel	141-14, 141-13	5.68	0.14			5.82
Giroux, Gérard	P-179	69.66	1.74	154.58	9.27	235.25
Giroux, Joseph L.	226-1058	30.17	0.75			30.92

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
Greenberg, Harry	141-85	\$3.98	\$0.10			\$4.08
"	141-86	3.98	0.10			4.08
"	141-87	3.98	0.10			4.08
"	141-88	7.30	0.18			7.48
Grenier, Arthur	P-141	204.48	5.11			209.59
Grenier, Guy	P-224	1.06	0.03			1.09
Guérin, Jean Tristan	160-186					
"	160-187	4.79	0.12	\$6.78	\$0.41	12.10
Guérin, Jean Tristan	160-188					
"	160-189	4.79	0.12	6.78	0.41	12.10
Harvey, Jean Jacques	160-160					
"	160-161					
"	160-162	6.74	0.17	9.86	0.59	17.36
Hogue, Maurice	P-66	167.42	4.18	106.11	12.73	290.44
Hogue, Robert	P-66	10.02	0.25			10.27
Hy-Bro Dev. Corp.	P-173	287.73	7.19	569.31	35.56	899.79
Jackson Dev. Corp.	121-18	75.45	1.89	1.47	0.13	78.94
"	121-19	61.07	1.53	1.00	0.09	63.69
"	121-20	53.14	1.33	1.00	0.09	55.56
"	121-21	53.14	1.33	1.00	0.09	55.56
"	121-29	58.81	1.47	1.00	0.09	61.37
"	121-33	58.81	1.47	1.00	0.09	61.37
"	121-34	58.81	1.47	1.00	0.09	61.37
"	121-35	58.81	1.47	1.00	0.09	61.37
Jamieson, Mme-Mrs. Thomas R.	115-107	6.41	0.16			6.57
Les Jardins Ste Marguerite	P-146	56.44	1.41	23.70	1.48	83.03
"	P-146	234.19	5.85	84.89	5.30	330.23
"	P-146	18.92	0.47	7.95	0.50	27.84
"	P-146	18.92	0.47	7.95	0.50	27.84
"	P-146	21.91	0.55	9.20	0.58	32.24
"	P-146	20.92	0.52	8.78	0.54	30.76
"	P-146	28.55	0.71	11.49	0.70	41.45
"	P-146	89.64	2.24	37.64	2.35	131.87
Jehuda, Benjamin Ben	153-40	16.12	0.40	30.35	2.99	49.86
Kleinman, Hermann	226-1146	54.81	1.38	20.85	1.87	78.91
"	226-1132	52.03	1.30	17.10	1.54	71.97
Kappel, Teet	169-7	4.27	0.11			4.38
Kostyk, Nicolas	169-9	8.61	0.22	1.40	0.13	10.36
Krochmaluk, Mme-Mrs. W.	141-81	5.77	0.14			5.91
Kutna, Lidia	108-156	15.55	0.39	28.80	2.59	47.33
Laberge, Edgar	226-1057	3.77	0.09			3.86
"	226-1055	4.16	0.10			4.26
"	226-1069	26.21	0.66			26.87
"	226-1068	4.13	0.10			4.23
"	226-1067	49.73	1.24			50.97
"	226-1066	6.56	0.16			6.72
"	226-P-1064					
"	226-P-1065	34.73	0.87			35.60
Laberge, Mme-Mrs. Magloire	P-250, P-251	599.25	13.98			573.23
"	P-250, P-251	24.50	0.61			25.11
Lacasse, Jean	112-4	264.07	6.60	302.82	35.03	608.52
Lalonde, Louis H.	201-10	3.30	0.08	5.12	0.31	8.81
"	201-2	3.44	0.09	5.37	0.32	9.22
"	201-11	3.02	0.08	4.61	0.28	7.99
"	201-1	4.98	0.12	8.19	0.49	13.78
"	201-12	3.09	0.08	4.74	0.28	8.19
"	201-13	3.23	0.08	4.99	0.30	8.60
"	201-14	3.37	0.08	5.25	0.32	9.02
"	201-15	3.44	0.09	5.37	0.32	9.22
"	201-16	3.58	0.09	5.63	0.34	9.64
Decraen, Charles R.	114-34	32.50	0.81			33.31
Lalonde, Louis H.	201-17	3.65	0.09	5.77	0.35	9.86
"	201-18	3.72	0.09	5.89	0.35	10.05
"	201-19	3.79	0.09	6.02	0.36	10.26
"	201-20	3.86	0.10	6.15	0.37	10.48
"	201-21	3.86	0.10	6.15	0.37	10.48
"	201-22	3.93	0.10	6.27	0.38	10.68
"	201-23	3.86	0.10	6.15	0.37	10.48
"	201-24	3.72	0.09	5.89	0.35	10.05
"	201-25	3.44	0.09	5.37	0.32	9.22
"	201-26	3.02	0.08	4.61	0.28	7.99
"	201-27	4.00	0.10	6.40	0.38	10.88
"	201-9	3.23	0.08	4.99	0.30	8.60
"	201-8	3.16	0.08	4.87	0.29	8.40
"	201-7	3.23	0.08	4.99	0.30	8.60
"	201-6	3.30	0.08	5.12	0.31	8.81
"	201-5	3.37	0.08	5.25	0.32	9.02
"	201-4	3.37	0.08	5.25	0.32	9.02
"	201-3	3.44	0.08	5.37	0.32	9.21
Lang, Donald	152-4	112.12	4.05	147.45	13.27	276.89
Larocque, Yvon	P-200	17.65	0.44	31.37	1.88	51.34
"	P-200	83.59	2.89	151.94	9.17	247.59
Lavoie Roger & Al.	200-4	3.02	0.08	50.75	6.09	59.94
Leroux, Jean-Paul	144-93	4.71	0.12	0.59	0.05	5.47
Lieblich, Heins	114-122	32.50	0.81			33.31
Markel Const. Co.	115-P-60					
"	115-P-61	153.50	3.84	135.49	8.46	301.29
"	115-20	109.76	2.74			112.50
"	115-80	100.36	2.51	133.14	8.32	244.33
"	115-79	110.08	2.75	134.38	8.39	255.60
"	115-78	110.08	2.75	134.38	8.39	255.60
"	115-77	109.36	2.74	133.14	8.32	253.56

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
"	115-70	\$111.79	\$2.79	\$137.32	\$8.58	\$260.48
"	115-76	109.68	2.74	10.93	0.98	124.33
Markovits, Veno	P-176	4.70	0.12	0.68	0.06	5.56
Martin, Ernest	114-15	32.50	0.81			33.31
Martin, A., Mme-Mrs. E.	155-51, 154-96 154-95, 153-81	22.39	0.56	41.50	4.26	68.71
Mercer, John A.	P-105	314.32	7.86	566.40	5.10	893.68
"	P-165	44.10	1.10	7.18	0.65	53.03
Messier, Mme-Mrs. Roméo	154-66	10.61	0.27			10.88
"	153-47	5.83	0.15			5.98
Hillside Const.	121-45	47.26	1.18	0.97	0.09	49.50
Damas Inv. Corp. & AL.	121-46	53.07	1.33	0.99	0.09	55.48
"	121-47	53.07	1.33	0.99	0.09	55.48
"	121-48	53.07	1.33	0.99	0.09	55.48
Hillside Const.	121-52	54.05	1.35	1.15	0.10	56.65
Missirli, Anns.	153-19	4.31	0.11			4.42
Montery Ent. Inc.	160-148, 160-149	4.39	0.11	6.70	0.42	11.62
Moore, Cyril	114-89	32.50	0.81			33.31
Murphy, Léo	114-23	32.50	0.81			33.31
McDonnell, Arthur F.	119-194	212.33	5.31	10.45	0.94	229.03
McGown, Roger	141-P-2, 141-P-3, 141-P-4, 141-P-5	3.42	0.09			3.51
McLaughlin, James	114-30	32.50	0.81			33.31
Nesdet, William T.	119-196	251.95	6.30	10.83	0.97	270.05
Odrisjew, Milokay	224-402	136.17	3.40			139.57
Orotto, Mlle-Miss Baldina	141-19, 141-20	3.98	0.10			4.08
"	141-21, 141-22	3.98	0.10			4.08
"	141-23, 141-24	3.98	0.10			4.08
"	141-78	3.98	0.10			4.08
"	141-79	3.98	0.10			4.08
Panaretou, Mme-Mrs. Sophia	153-21	4.31	0.11	7.05	0.63	12.10
Parkview Const. Ltd.	119-174	268.39	6.71			275.10
"	119-205	244.09	6.10			250.19
"	119-231	121.66	3.04			124.70
"	119-113	75.46	1.89			77.35
"	119-187	248.95	6.22			255.17
Picard, Hector	226-89, 226-1038	29.10	0.73			29.83
Picard, Jean	226-1039	30.05	0.75			30.80
Pollmann, Kurt	160-150, 160-151	9.01	0.23	16.25	1.73	27.22
Principe, Carmine	152-118	3.58	0.09	4.87	0.11	8.65
Projets Frontenac	104-106	127.68	3.19	10.75	0.65	142.27
"	104-110	100.45	2.51			102.96
"	104-111	62.93	1.57			64.50
"	104-112	62.30	1.56			63.86
"	104-113	80.08	2.00			82.08
"	104-114	69.02	1.73			70.75
"	104-115	67.55	1.69			69.24
Succession-Estate Paul Quesnel	116	0.84	0.02	1.53	0.09	2.48
Reid, Mme-Mrs. Roger	P-226	1.75	0.04			1.79
Riendeau, Marcel	58-57	7.01	0.18	11.90	0.71	19.80
"	58-58	137.49	3.44	148.10	8.89	297.92
Ritchie, James Swan	226-119	186.00	4.65	139.35	12.64	342.56
Rivard, Leonce	170-97, 170-P-96	4.00	0.10			4.10
Robidoux, Gérard	114-198	32.50	0.81			33.31
Rochon, Armand	226-1051	27.56	0.69			28.25
Rossinski, Stanislas	169-5	8.54	0.21	1.39	0.13	10.27
Sachetti, Roberto	142-75	5.28	0.13			5.41
Sander, Juri Dame	150-276, 150-277	1.88	0.05	0.19	0.02	2.14
Sauires, James	224-329	10.63	0.27	6.15	0.37	17.42
Smith, Eric Ross	P-166	10.72	0.27	21.90	1.98	34.87
St-Pierre, Alphonse	150-39	97.43	2.44	116.48	6.99	223.34
Synadiou, Mary	141-167	3.98	0.10	6.45	0.58	11.11
Tatignan, Sarkis	154-71, 154-86	11.34	0.28	21.00	1.89	34.51
Terrence, Louis Johnson	170-67	3.02	0.08	5.40	0.49	8.99
Terrence, Louis Johnson	170-68	3.02	0.08			3.10
Théoret, Mlle-Miss Lydia	152-48	5.85	0.15	8.45	0.51	14.96
Théoret, Mlle-Miss Lydia	152-49	5.85	0.15	8.45	0.51	14.96
Théoret, Noël	108-49	13.52	0.34	23.81	1.43	39.10
Trans Atlantic Ind. Ctre	115-86	99.56	2.49	170.48	10.54	283.17
Tremblay, Gaston	162-100, 162-101	4.71	0.12			4.83
Tremblay, Léonard	162-109, 162-110	4.28	0.11			4.39
Trudeau, Normand	226-P-1064, 226-P-1063	31.64	0.79			32.43
Tuchow, Mme-Mrs. Harry	P-97	309.35	7.73	537.15	48.34	902.57
Unique Dev. Inc.	119-75	250.59	6.26			256.85
"	119-83	57.02	1.43			58.45
"	119-252	177.44	4.44			181.88
"	119-92	4.92	0.12			5.04
"	119-108	41.05	1.03	66.50	4.15	112.73
"	119-8, 120-8	226.64	5.67			232.31
Vandal, Rosaire	60-9	12.82	0.32			13.14
Vandal, Rosaire	60-8	183.39	4.58			187.97

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
Veilleux, Léonard Ltée	141-70	\$ 73.22	\$ 1.83	\$ 115.71	\$ 6.94	\$ 197.70
Verdi Dev. Corp.	115-2	17.25	0.43	17.15	1.03	35.86
"	115-3	13.00	0.33	12.80	0.77	26.90
"	115-4	13.00	0.33	12.80	0.77	26.90
"	115-27-1	9.75	0.24	9.47	0.57	20.03
"	115-19	11.75	0.29	11.52	0.69	24.25
"	P-115	99.32	2.48			101.80
"	115-163	7.14	0.18	10.49	0.63	18.44
"	115-128	7.14	0.18	10.49	0.63	18.44
"	115-148	7.14	0.18	10.49	0.63	18.44
"	115-159	7.14	0.18	10.49	0.63	18.44
"	P-115	13.14	0.33	19.97	1.20	34.64
"	115-124	5.12	0.13	7.30	0.44	12.99
"	P-115	11.35	0.28	17.15	1.03	29.81
"	P-115	6.98	0.17	10.24	0.61	18.00
Verdi Dev. Corp.	P-115	5.44	0.14	7.81	0.47	13.86
"	115-118					
"	115-119	27.23	0.68	45.24	2.53	75.68
"	P-115	5.36	0.13	7.68	0.46	13.63
"	P-115	5.36	0.13	7.68	0.46	13.63
"	115-174	6.09	0.15	8.83	0.53	15.60
"	P-115	5.36	0.13	7.68	0.46	13.63
"	115-140	3.66	0.09	4.99	0.30	9.04
"	115-199	7.14	0.18	10.49	0.63	18.44
"	115-98	5.68	0.14	8.19	0.49	14.40
"	P-115	5.36	0.13	7.68	0.46	13.63
"	P-115	4.63	0.12	6.53	0.39	11.67
"	P-115	7.87	0.20	11.65	0.70	20.42
"	115-139	4.47	0.11	6.27	0.38	11.23
"	115-106	13.30	0.33	20.23	1.21	35.07
"	P-115	0.71	0.02	0.38	0.02	1.13
"	P-118	0.78	0.02	0.51	0.03	1.34
"	P-115, P-117					
"	P-118	253.27	6.33			259.60
"	P-115	262.45	6.56	137.99	8.28	415.28
"	P-115	75.07	1.88	39.93	2.40	119.28
"	115-158	12.93	0.32	6.65	0.40	20.30
"	P-115	11.75	0.29	11.52	0.69	24.25
"	P-115	17.58	0.44	31.23	1.87	51.12
"	115-167	11.00	0.28	10.75	0.65	22.68
"	P-115	85.50	2.14	87.04	5.22	179.90
"	115-138	4.39	0.11	6.15	0.37	11.02
"	115-137	4.39	0.11	6.15	0.37	11.02
"	115-136	4.39	0.11	6.15	0.37	11.02
"	115-135	4.55	0.11	6.40	0.38	11.44
"	115-134	4.55	0.11	6.40	0.38	11.44
"	115-133	4.47	0.11	6.27	0.38	11.23
"	115-132	4.47	10.1	6.27	0.38	11.23
"	115-131	4.47	0.11	6.27	0.38	11.23
Walter L. B. Mme-Mrs	153-78	3.48	0.09	5.50	0.33	9.40
Walsh, John M.	160-307, 160-308, 160-309	19.44	0.49	11.28	1.01	32.22
Wasacz, Michale	65-180	61.56	1.54			63.10
Sadylyk, Peter	154-3	90.07	2.25			92.32
West End Dev. Inc.	226-1210	8.54	0.21	17.00	1.07	26.82
"	226-1211	8.54	0.21	17.00	1.07	26.82
"	226-1108	256.94	6.42	115.29	7.20	385.85
"	226-1205	51.34	1.28	16.97	1.06	70.65
"	226-1204	51.34	1.28	16.97	1.06	70.65
"	226-1072	5.04	0.13	10.03	0.63	15.83
"	226-1073	5.11	0.13	10.17	0.64	16.05
"	226-1133	50.45	1.26	15.89	1.00	68.60
"	226-1184	57.53	1.44	16.87	1.05	76.89
"	226-1160	47.53	1.19	19.37	1.21	69.30
Depositors Mortgage Corp.	248-262	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-264	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-263	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-261	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-260	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-259	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-258	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-257	3.64	0.09	7.22	0.45	11.40
"	248-256	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-255	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-254	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-253	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-252	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-251	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-250	4.41	0.11	8.63	0.53	13.68
West End Dev. Inc.	P-248	0.63	0.01	1.25	0.08	1.97
Depositors Mortgage Corp.	248-280	3.99	0.10	7.95	0.50	12.54
"	248-279	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-278	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-277	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-276	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-275	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-274	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-273	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
West End Dev. Inc.	248-271	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-270	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-269	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-268	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
"	248-267	\$ 3.50	\$ 0.09	\$ 6.97	\$ 0.43	\$ 10.99
"	248-228	4.69	0.12	9.34	0.58	14.73
Depositors Mortgage Corp.	248-227	4.41	0.11	8.78	0.54	13.84
"	248-223	4.41	0.11	8.78	0.54	13.84
"	248-402	3.22	0.08	6.41	0.40	10.11
"	248-403	3.08	0.08	6.13	0.39	9.68
"	248-404	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-405	3.92	0.10	7.81	0.49	12.32
"	248-406	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-407	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-408	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-409	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-410	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-411	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-412	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-413	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	247-414	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-415	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-433	3.57	0.09	7.11	0.44	11.21
West End Dev. Inc.	248-432	3.57	0.09	7.11	0.44	11.21
Depositors Mortgage Corp.	248-431	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-430	3.71	0.09	7.38	0.46	11.64
"	248-401	3.78	0.09	7.53	0.47	11.87
"	248-400	3.64	0.09	7.24	0.45	11.42
"	248-397	3.57	0.09	7.11	0.44	11.21
"	248-398	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-399	3.43	0.09	6.83	0.43	10.78
"	248-396	3.85	0.10	7.68	0.41	12.04
"	248-395	3.99	0.10	7.95	0.50	12.54
"	248-394	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-393	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
Depositors Mortgage Corp.	248-392	3.43	0.09	6.83	0.43	10.78
"	248-391	3.43	0.09	6.83	0.43	10.78
"	248-390	3.43	0.09	6.83	0.43	10.78
"	248-389	3.43	0.09	6.83	0.43	10.78
"	248-388	3.43	0.09	6.83	0.43	10.78
"	248-387	3.22	0.08	6.41	0.40	10.11
"	248-386	3.15	0.08	6.28	0.40	9.91
"	248-385	3.01	0.08	5.99	0.37	9.45
"	248-384	2.80	0.07	5.58	0.35	8.80
"	248-383	2.73	0.07	5.43	0.34	8.57
"	248-382	2.66	0.07	5.30	0.33	8.36
"	248-381	2.73	0.07	5.43	0.34	8.57
"	248-380	2.73	0.07	5.43	0.34	8.57
"	248-379	2.80	0.07	5.58	0.35	8.80
"	248-378	2.80	0.07	5.58	0.35	8.80
"	248-429	2.94	0.07	5.85	0.36	9.22
"	248-428	3.29	0.08	6.56	0.41	10.34
"	248-427	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-426	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-425	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-424	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-423	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-422	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-421	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-420	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-419	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-418	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-417	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-416	3.50	0.09	6.97	0.43	10.99
"	248-210	29.54	0.24	58.82	3.67	92.27
"	248-69	20.16	0.50	40.15	2.51	63.32
Riberdrive Land & Housing.	248-377	10.64	0.27	21.18	1.33	33.42
"	248-376	7.84	0.20	15.61	0.98	24.63
"	248-375	7.84	0.20	15.61	0.98	24.63
"	248-374	7.49	0.19	14.92	0.93	23.53
"	248-373	7.70	0.20	15.33	0.95	24.18
"	248-372	7.49	0.19	14.92	0.93	23.53
West End Dev. Inc.	248-371	7.63	0.19	15.19	0.95	23.96
"	248-P.-172	70.56	1.76	126.58	7.92	206.82
"	248-P.-173	70.56	1.76	126.58	7.92	206.82
Depositors Mortgage Corp.	248-370	7.63	0.19	15.19	0.95	23.96
"	248-369	7.63	0.19	15.19	0.95	23.96
"	248-368	7.77	0.19	15.48	0.96	24.40
West End Dev. Inc.	248-180	10.29	0.26	20.50	1.28	32.33
"	248-181	10.15	0.25	20.22	1.30	31.92
"	248-182	10.15	0.25	20.22	1.30	31.92
"	248-183	10.15	0.25	20.22	1.30	31.92
"	248-184	10.15	0.25	20.22	1.30	31.92
"	248-185	10.15	0.25	20.22	1.30	31.92
"	248-186	9.87	0.25	19.66	1.22	31.00
"	248-187	9.87	0.25	19.66	1.22	31.00
"	248-188	9.87	0.25	19.66	1.22	31.00
"	248-189	9.87	0.25	19.66	1.22	31.00
"	248-190	9.87	0.25	19.66	1.22	31.00
"	248-191	9.87	0.25	19.66	1.22	31.00
"	248-192	10.15	0.25	20.22	1.26	31.88
"	248-193	10.15	0.25	20.22	1.26	31.88
"	248-194	10.29	0.26	20.50	1.28	32.33
"	248-195	10.01	0.25	19.93	1.25	31.44
Depositors Mortgage Corp.	248-224	12.67	0.32	25.23	1.58	39.80
"	248-226	11.69	0.29	23.27	1.45	36.70

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
West End Dev. Inc.	248-231	\$ 12.95	\$ 0.32	\$ 25.80	\$ 1.61	\$ 40.68
Depositors Mortgage Corp.	P-248	18.90	0.47	37.64	2.35	59.36
"	248-196	4.13	0.10	0.67	0.06	4.96
"	248-197	4.62	0.12	0.75	0.07	5.56
"	248-198	4.69	0.12	0.76	0.07	5.64
West End Dev. Inc.	248-266	3.57	0.09	0.58	0.05	4.29
"	248-265	3.71	0.09	0.60	0.05	4.45
"	248-211	5.88	0.15	11.71	0.74	18.48
"	248-212	5.18	0.13	10.31	0.65	16.27
"	248-213	5.88	0.15	11.71	0.74	18.48
"	226-1134	50.45	1.26	14.59	0.87	67.17
Wilson, John Amos	114-29	32.00	0.80			32.80
Wyganowski, Jan.	114-135	4.70	0.12	0.66	0.06	5.54
Yoeiukinis, Vidas	108-270	11.41	0.29	1.86	0.17	13.73
Zemaitaitis, V.	108-39	5.81	0.15			5.96
Ziavras, Georges	154-13	26.37	0.66	42.10	5.19	74.32
Zigmont, Joseph	115-161	4.86	0.12	9.00	0.81	14.79
Zizian, Théodore	119-149	221.27	5.53	10.68	0.96	238.44

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
Archie, Mitchell	P-188	\$ 25.13	\$ 0.63			\$ 25.76
Noark Holdings Ltd.	P-215	533.68	13.34	\$1,058.19	\$66.09	1,671.30
Boileau, Léo	60-61	4.87	0.12	7.53	0.17	12.69
Ruginis, Alfonsas	50-49	20.99	0.52	11.29	0.70	33.50
Bowden, Gérard K.	175-2, 176-2	6.17	0.15	11.29	0.70	18.31
Godbout, Flore Mme.	P-176	6.10	0.15	11.15	0.69	18.09
Mozuras, Bronius	153-44	12.57	0.31	20.77	1.29	34.94
Elliott, Thomas	155-6	7.55	0.19	12.13	0.76	20.63
Kleinman, Herman	169-21	5.26	0.13	9.49	0.59	15.47
Meglich, Frane	169-50	11.91	0.30	22.72	1.41	36.34
Mnohoditnei, Eugene Jr.	155-40, 154-71	4.23	0.11	6.41	0.40	11.15
"	155-41, 154-76	4.23	0.11	6.41	0.40	11.15
Krawee, Gregory	154-94	1.86	0.04	1.17	0.11	3.18
Cortina Dev.	154-93	6.98	0.18			7.16
Dubuc, Gérard	146-134	224.40	5.61	80.58	5.03	315.62
Felder, Sugered	P-146	287.31	7.18	107.20	5.79	407.48
Stanislaw, Topolnicki	P-146, P-147	7.29	0.21			7.50
Stefanow, Wasil	P-147	7.29	0.21			7.50
Anberg, George	P-146	6.40	0.18			6.58
Lucyshyn, Michael	P-146	6.16	0.18			6.34
Mofford, Edmond	P-146	8.58	0.24			8.82
Peltzer, Eddie	226-1345	203.92	5.10	159.90	9.98	378.90
Drouin, Rolland	226-1255	183.15	4.58	133.82	7.35	328.90
Lavoie, Emile	226-1333	187.71	4.69	139.54	8.71	340.65
Jurjonis, Adolf	224-334	10.42	0.26	6.56	0.41	17.65
Caron, Dollard	226-1061					
"	226-P-1062	37.51	0.94			38.55
Tremblay, L. Marie	248-5-15	13.40	0.34	13.94	0.87	28.55
Munk, Ida Eva Mlle-Miss	108-P-95	6.49	0.16	1.76	0.16	8.57
Schurmacher, Horst	108-P-95	6.48	0.16			6.64
Lubinskas, John	108-183					
"	108-P-184	23.00	0.60	1.78	0.16	25.54
Cortina Dev.	108-P-184	12.90	0.31	3.20	0.29	16.70
Lubinskas, John	108-182	21.48	0.54	36.10	2.26	60.38
Peleckas, Petras	108-40	8.27	0.21	15.48	0.96	24.92
Wozakevicz, Eva Mlle-Miss	108-48	25.70	0.64	50.18	3.13	79.75
Szypt, Stanislas	108-20	6.87	0.17	12.60	0.79	20.52
Hillside Const.	121-14	53.14	1.33	1.00	0.09	55.56
Lakeshore Homes	121-25	71.59	1.79	13.53	0.85	87.76
Lakeshore Homes	121-26	58.81	1.47	12.27	0.77	73.32
Lakeshore Homes	121-27	58.81	1.47	12.27	0.77	73.32
Lakeshore Homes	121-28	58.81	1.47	12.27	0.77	73.32
Lakeshore Homes	121-30	58.81	1.47	12.27	0.77	73.32
Carighan, Rodolphe	121-31	58.81	1.47	12.27	0.77	73.32
Thumsun, Edgar	121-32	58.81	1.47	12.27	0.77	73.32
Hillside Const.	121-44	67.75	1.69	13.94	0.87	84.25
Leep, Endel	114-61	32.50	0.81			33.31
Parkview Const.	115-45	4.05	0.10	0.57	0.05	4.77
Parkview Const.	115-46	4.05	0.10	0.57	0.05	4.77
Parkview Const.	115-47	4.05	0.10	0.57	0.05	4.77
Damas Inv. Corp. et-al	121-50	53.28	1.33	1.03	0.09	55.73
Pappin, George	119-170	268.14	6.70	10.88	0.98	286.70
Hanna, James	119-193	167.86	4.20	6.68	0.60	179.34
Ealgesham, Robert	119-191	167.86	4.20			172.06
Fellow, John Boyd	119-183	248.95	6.22			255.17
Karnas, Mary Mlle-Miss	114-174	107.73	2.69			110.42
Unique Dev. Inc.	119-165	261.71	6.54			268.25
Parkview Const.	115-48	4.55	0.11			4.66
Parkview Const.	115-48	4.55	0.11			4.66
Parkview Const.	115-49	4.55	0.11			4.66
Parkview Const.	115-50	4.55	0.11			4.66
Parkview Const.	115-51	4.55	0.11			4.66
Parkview Const.	115-52	6.90	0.17			7.07
Amoyot, Robert	115-190	7.47	0.19	11.01	0.66	19.33

Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêt Interest	Taxes scol. School taxes	Intérêt Interest	Total
Lefebvre, Laurent	115-185					
	115-186	\$9.57	\$0.24	\$14.33	\$0.86	\$25.00
Poissan, Gérard	P-115	5.36	0.13	7.68	0.46	13.63
Newmark, Szlomo	115-193	3.25	0.08	4.35	0.26	7.94
Herbe Const. Ltd.	P-115	1,508.83	37.72	127.87	7.67	1,682.09
Cruikshank, Thomas	114-54	32.50	0.81			33.31
Smith, Katherine Dame	119-227	253.53	6.34	10.93	0.98	271.78
Richard, Claude	P-215	4.70	0.12			4.82
Picotte, Réal	108-123	15.73	0.40	2.14	0.19	18.46
Ritchie, J. Alexander	115-P-59					
	115-P-60	153.50	3.84	11.08	0.99	169.41
Ritchie, William Rennie	115-P-61					
	115-P-62	153.50	3.84	11.08	0.99	169.14
Dion, Jacques	160-57 160-58	7.58	0.19			7.77
Wassiliu, Foutis	120-53	179.21	4.48			183.69
Stanley, Camus	128-9	53.14	1.33	12.27	0.77	67.51
Burchmore, Robert	119-208	75.46	1.89			77.35
Unique Dev. Inc.	115-177 et-and 178, 115-179 et-and 180					
	115-181	30.13	0.75			30.88
Unique Dev. Inc.	115-168	6.16	0.15	0.87	0.08	7.26
Lakeshore Homes	128-7 121-24	53.14	1.33	12.27	0.77	67.51
Lakeshore Homes	128-8	53.14	1.33	12.27	0.77	67.51
Lakeshore Homes	128-10	53.14	1.33	12.27	0.77	67.51
Jackson Dev. Corp.	221-33 128-6	62.86	1.57	12.27	0.77	77.47
Jackson Dev. Corp.	121-22 128-5	53.14	1.33	12.27	0.77	67.51
Jenning, James	120-24	230.34	5.76			236.10
Leduc, Gilles	119-131	24.96	0.62			25.58
Kappas, Anastasius	120-54	177.73	4.44			182.17
Meador, Horace A.	120-23	231.58	5.79			237.37
Beebe, Ritchard Clifford	120-25	257.51	6.44			263.95

Prenez avis que la liste ci-haut contient une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles à être vendus, conformément à une autorisation à cet effet émise par la Commission Municipale de Québec en date du 20 février 1963, portant le numéro 140,249, et modifiée en date du 8 avril, 1963.

Prenez avis de plus que, dans le cas où les immeubles ci-haut mentionnés contiennent des bâtisses ou dépendances dessus construites, la vente de ces immeubles pour taxes aura lieu avec l'ensemble des bâtisses dessus construites et dépendances.

Donné à Châteauguay Centre, ce dix-septième jour du mois d'avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
CLAUDE HURTUBISE, C.A.

2723-17-2-o

Notice is also given that the herein above statement is an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables to be sold, according to an authorization to that effect given by the Quebec Municipal Commission, dated February the 20, 1963, bearing No. 140,249, as amended on April the 8, 1963.

Notice is also given that, in the case the immovables mentioned in the herein above statement have buildings thereon erected, the sale of these immovables for non-payment of taxes shall include the buildings thereon erected.

Given at Châteauguay Centre, this seventeenth day of the month of April, 1963.

CLAUDE HURTUBISE, C.A.,
Secretary-Treasurer.

2723-17-2-o

Ville de Chibougamau

Town of Chibougamau

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après mentionnés seront vendus par enchère publique, dans l'hôtel de ville, à la ville de Chibougamau, LUNDI, le DIXIÈME jour de JUIN, mil neuf cent soixante-trois, à DEUX heures p.m. pour taxes municipales et autres redevances, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins que lesdites taxes et redevances, ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the said municipality, that the immovables hereinafter mentioned shall be sold by public auction, in the Town Hall, at the town of Chibougamau, MONDAY, the TENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-three, at TWO o'clock p.m. for municipal taxes and other dues, on the various lots of land below designated, unless the said taxes and dues be paid, with costs, before the sale, to wit:

Ville de Chibougamau — Town of Chibougamau

Noms Names	Lots	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Total
Ariely, Benjamin	118	D	\$1,324.14	\$1,324.14

Canton MacKenzie — Township MacKenzie

Noms — Names	Lots	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Total
Anfousse, Noël.....	113.....	D.....	\$ 908.99	\$ 908.99
Genest, Daniel et-and Jean.....	119.....	D.....	941.38	941.38
Lavergne, Lucien.....	110.....	D.....	1,082.79	1,082.79

Donné à Chibougamau, ce 25e jour d'avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
GERMAIN-M. JULIEN.
2803-18-2-0

Given at Chibougamau, this 25th day of April, 1963.

GERMAIN-M. JULIEN,
Secretary-Treasurer.
2803-18-2

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Erratum

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 626 (A) du 17 avril 1963, concernant le décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi, est corrigée comme suit:

Les mots « electoral districts » apparaissant au début dudit arrêté en conseil doivent se lire « judicial districts ».

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 mai 1963. 2790-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 651

Québec, le 23 avril 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'application du Code de Plomberie de la province de Québec dans les limites de la Cité de Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 29 de la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie, S.R.Q. 1941, chapitre 173, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour établir, dans les municipalités dont la population excède 5,000 âmes, les règles que tout entrepreneur, compagnon ou apprenti doit suivre pour l'exécution des travaux de plomberie;

ATTENDU QUE le Conseil de la Cité de Québec, à sa séance du 11 avril 1963, a abrogé le règlement No 114 qui constitue le code de plomberie de la Cité, telle abrogation devant entrer en vigueur le 1er mai 1963;

ATTENDU QUE, par une résolution en date du 28 février 1963, le Conseil de Ville de Québec, a prié l'honorable Ministre du Travail de bien vouloir appliquer le Code de Plomberie de la province dans les limites de la Cité de Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu d'acquiescer à la demande de la Cité de Québec,

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le Code de Plomberie de la province de Québec soit applicable dans les limites de la Cité de Québec;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Erratum

The English version of Order in Council number 626 (A) of April 17, 1963, concerning the decree relating to the construction industry in the region of Chicoutimi, is corrected as follows:

The words "electoral districts" mentioned at the beginning of the said Order in Council shall read "judicial districts".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 4, 1963. 2790-0

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 651

Quebec, April 23, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the application of the Plumbing Code of the Province of Quebec within the limits of the City of Quebec.

WHEREAS, in pursuance of section 29 of the Pipe Mechanics Act, R.S.Q. 1941, chapter 173, the Lieutenant-Governor in Council may make by-laws to establish, within the municipalities of more than 5,000 souls, the rules to be observed by every contractor, journeyman or apprentice in the execution of plumbing works;

WHEREAS the Council of the City of Quebec, at its meeting of April 11, 1963, has deleted by-law No. 114 which constitutes the Plumbing Code of the City, such abrogation to become effective on May 1, 1963;

WHEREAS, by a resolution dated February 28, 1963, the Council of the City of Quebec begs the Honourable the Minister of Labour to apply the Plumbing Code of the Province within the limits of the City of Quebec;

WHEREAS it is proper to agree to the petition of the City of Quebec,

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the Plumbing Code of the Province of Quebec be applicable within the limits of the City of Quebec;

QUE l'exemption d'application dudit Code en faveur de la Cité de Québec, prévue par l'arrêté No 816 du 22 mai 1947, soit annulée.

JACQUES PRÉMONT,
2790-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

THAT the exemption in favour of the City of Quebec as regards the application of the said Code, provided for under Order No. 816 of May 22, 1947, be annulled.

JACQUES PRÉMONT,
2790-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 652
Section « D »

Québec, le 23 avril 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire des épiciers et bouchers de Joliette.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire des Épiciers et bouchers de Joliette, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 681 (C) du 17 avril 1962, soit prolongé jusqu'au 23 août 1963, aux mêmes taux et conditions.

JACQUES PRÉMONT,
2790-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 652
Section "D"

Quebec, April 23, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the levy by-law of Le Comité paritaire des Épiciers et Bouchers de Joliette.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the levy by-law of "Le Comité paritaire des Épiciers et Bouchers de Joliette", authorized by a by-law approved by Order in Council number 681 (C) of April 17, 1962, be extended until August 23, 1963, with the same rate and conditions.

JACQUES PRÉMONT,
2790-o Associate Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 613

Québec, le 8 avril 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'institution de la direction générale du Nouveau-Québec au Ministère des richesses naturelles.

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec doit assurer de façon efficace l'administration de son territoire du Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE, présentement, c'est le gouvernement fédéral qui assure, par ses propres services, une large partie de cette administration;

ATTENDU qu'il y a lieu que le gouvernement du Québec remplace dorénavant le gouvernement fédéral pour cette administration.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Richesses naturelles:

QUE soit créée au sein du Ministère des Richesses naturelles du Québec la Direction générale du Nouveau-Québec;

QUE cette direction générale du Nouveau-Québec assume sur le territoire du Nouveau-Québec, à l'exception des parties de ce territoire déjà rattachées au Québec organisé, l'administration de toute l'action gouvernementale provinciale à l'exception de la justice, de la sûreté provinciale, et des services du Ministère des terres et forêts.

JACQUES PRÉMONT,
2804-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 613

Québec, April 8, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the institution of the general direction of New Quebec to the Department of Natural Resources.

WHEREAS the Quebec Government must ensure the administration of its New-Quebec territory in an efficient manner;

WHEREAS, presently, it is the Federal Government that ensures, through its own services, a great part of this administration;

WHEREAS it is deemed expedient that henceforth the Quebec Government shall replace the Federal Government in this administration.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Natural Resources:

THAT a General Direction for New-Quebec be created within the Department of Natural Resources;

THAT the General Direction of New Quebec assumes for the territory of new Quebec, with the exception of that territory already attached to organized Quebec, the administration of any provincial government action, with the exception of Justice, the provincial police and the Department of Lands and Forests.

JACQUES PRÉMONT,
2804 Associate Clerk of the Executive Council.

Avis divers

L'Église Baptiste Évangélique de Verdun

Avis est donné par les présentes que le Révérend William Henri Frey, pasteur, de même que messieurs Gérard Pomerleau et Daniel Lesar,

Miscellaneous notices

L'Église Baptiste Évangélique de Verdun

Notice is hereby given that the Reverend William Henri Frey, pastor, and Messrs. Gérard Pomerleau and Daniel Lesar, deacons, will apply

diacres, s'adresseront au lieutenant gouverneur en conseil pour l'incorporation de « L'Église Baptiste Évangélique de Verdun », membre de l'association des Églises Baptistes Évangéliques du Canada, suivant les dispositions du chapitre 311 des Statuts Révisés de Québec.

Montréal, Québec, le 12 mars, 1963.

Le Procureur des requérants,

2522-14-5-o

E. J. LATTIMER.

to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation of "L'Église Baptiste Évangélique de Verdun", a member of the Fellowship of Baptist Churches of Canada, in accordance with the stipulations of Chapter 311 of the Revised Statutes of Québec.

Montreal, Quebec, March 12, 1963.

E. J. LATTIMER,

2522-14-5-o

Solicitor for Applicants.

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 24 avril 1963.

Aujourd'hui, à cinq heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit :

- 13 Loi des marchés agricoles du Québec.
- 14 Loi modifiant la Loi des produits laitiers.
- 16 Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile.
- 17 Loi modifiant la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation.
- 18 Loi modifiant la Loi de l'Office du crédit agricole du Québec.
- 20 Loi modifiant la Loi de la commission de géographie de Québec.
- 28 Loi modifiant la Loi des pensions.
- 29 Loi modifiant la Loi du conservatoire de la province de Québec.
- 91 Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.
- 93 Loi modifiant la Loi du notariat.
- 100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »
2807-o

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 24th of April 1963.

This day, at fifteen minutes past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 13 Quebec Agricultural Marketing Act.
- 14 An Act to amend the Dairy Products Act.
- 16 An Act to amend the Highway Victims Indemnity Act.
- 17 An Act to amend the Act to improve housing conditions.
- 18 An Act to amend the Act respecting the Quebec Farm Credit Bureau.
- 20 An Act to amend the Quebec Geographical Commission Act.
- 28 An Act to amend the Pension Act.
- 29 An Act to amend the Music and Dramatic Art Institute Act.
- 91 An Act to amend the Quebec Dental Act.
- 93 An Act to amend the Notarial Act.
- 100 An Act to amend the charter of the city of Montreal.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
2807-o

Compagnies autorisées à faire des affaires

Alsop Mines Limited

Avis est donné que « Alsop Mines Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Gerald McCarthy, de 1155 ouest, boulevard Dorchester, en la cité de Montréal.

Companies Licensed to do Business

Alsop Mines Limited

Notice is hereby given that "Alsop Mines Limited", has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Québec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. Gerald McCarthy, of 1155, Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770 6-63 — 1167/96

Commercial Oil and Gas Ltd.

Avis est donné que « Commercial Oil and Gas Ltd. », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Austin Murphy, c.r., en la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 914, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770 5-63 — 1167/107

James Equipment Limited

Avis est donné que « James Equipment Limited », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de la province de la Colombie Britannique, a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Grant, Mitchell, 1151 rue Dominion, en la cité de Sherbrooke.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 124 sud, rue Grandes Fourches, en ladite cité et dans le district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770 13-63 — 1167/114

**McKinney Gold Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « McKinney Gold Mines Limited » (No Personal Liability) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. J. Austin Murphy, c.r., Chambre 914, 1155 ouest, boulevard, Dorchester, en ladite cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 914, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour d'avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2770 12-62 — 1167/118

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1155 Dorchester Boulevard West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770-o 6-63 — 1167-96

Commercial Oil and Gas Ltd.

Notice is hereby given that "Commercial Oil and Gas Ltd.", has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., of the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 914, 1155, Dorchester Boulevard West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770-o 5-63 — 1167/107

James Equipment Limited

Notice is hereby given that "James Equipment Limited", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Laws of the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. J. Grant Mitchell, of 1151 Dominion Street, in the city of Sherbrooke.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 124, Grandes Fourches Street South, in the said city and in the judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770-o 13-63 — 1167/114

**McKinney Gold Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "McKinney Gold Mines Limited" (No Personal Liability), has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debenture and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., of Suite 914, 1155, Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Suite 914, 1155, Dorchester Boulevard West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of April, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2770-o 12-62 — 1167/118

Chartes — Abandon de**Association des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydroélectrique de Québec**

Prenez avis que l'« Association des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydroélectrique de Québec », demandera au Secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

2796-o

Le Secrétaire,
GUY HOGUE.

W. T. Greer Limited

En vertu de l'Acte des Compagnies du Québec et ses amendements, « W. T. Greer Limited », courtier en douanes, de la ville de Rock Island, dits district et province, donne avis qu'elle fera application au Secrétaire Général de Québec, pour l'acceptation de l'abandon de sa charte et sa cancellation, à une date à être établie par lui-même.

Daté à Rock Island, dits district et province, ce 22 avril, 1963.

2808-o

W. T. Greer Limited,
Le Secrétaire-trésorier,
A. J. GREER.

Charters — Surrender of**Association des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydroélectrique de Québec**

Be advised that the "Association des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydroélectrique de Québec", shall request the surrender of the charter from the secretary for the Province of Québec.

2796-o

GUY HOGUE,
Secretary.

W. T. Greer Limited

Under the provisions of the Quebec Companies Act and its amendments, "W. T. Greer Limited", customs brokers, of the town of Rock Island, said district and province, does hereby give notice that it will make application to the Provincial Secretary of the Province of Québec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation, on and from a date to be fixed by him.

Dated at Rock Island, said district and Province, this April 22, 1963.

2808-o

W. T. Greer Limited,
A. J. GREER,
Secretary-Treasurer.

**Divers
Compagnies****Bale-Tie Corp.***Règlement No 1963-A*

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme étant le règlement No 1963-A de « Bale-Tie Corp. », (ici nommée la « Compagnie ») ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4), de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie soit composé de quatre (4) directeurs.

2° Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement. »

Je, soussigné secrétaire-trésorier de « Bale-Tie Corp. », certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme du règlement No 1963-A passé à l'unanimité, le 5 avril 1963, à une assemblée du conseil d'administration de « Bale-Tie Corp. », à laquelle tous les directeurs étaient présents; et de plus, je certifie que ledit règlement No 1963-A fut approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Bale-Tie Corp. », tenue le 5 avril 1963, et à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN RUDENSKY.

2771

12845-62

Les Majorettes de Price

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 4 avril 1963, approuvé les règlements généraux de « Les Majorettes de Price »,

**Miscellaneous
Companies****Bale-Tie Corp.***By-law No. 1963-A*

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 1963-A of "Bale-Tie Corp.", (herein called the "company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4), so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings, of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

I, the undersigned, secretary-treasurer of "Bale-Tie Corp.", certify that the above is a true copy of by-law No. 1963-A, unanimously passed on April 5, 1963, at a meeting of the board of directors of "Bale-Tie Corp.", at which all of the directors were present; and I further certify that the said by-law No. 1963-A was unanimously approved at a special general meeting of the shareholders of "Bale-Tie Corp.", held on April 5, 1963, and at which all of the shareholders were present.

JEAN RUDENSKY,
Secretary-Treasurer.

2771-o

12845-62

Les Majorettes de Price

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, April 4, 1963, approved the general by-laws of "Les Majorettes de Price",

et ce conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2772-o

11-63

Metropolitan Shopping Centre Ltd.
Centre d'Achat Métropolitain Ltée

Règlement No 27

changement du nombre de directeurs.

« Qu'il soit décrété, et il est décrété, comme un règlement de « Metropolitan Shopping Centre Ltd.— Centre d'Achat Métropolitain Ltée », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs du conseil d'administration de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de six (6) à trois (3), dont deux (2) formeront quorum.

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont amendés, pour se conformer au précédent. »

Decrété ce 11e jour d'avril 1963.

(Seau)

Le Secrétaire,
PHILIP F. VINEBERG.

2776

12347-54

1205 Restaurant Inc.

Règlement No XXII

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme étant le règlement No XXII de la compagnie:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois (3) à quatre (4), de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de quatre (4) directeurs.

2° Le quorum pour assemblée des directeurs est établi à quatre (4) directeurs.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui sont amendés, modifiés et révisés, de manière à donner effet à ce règlement. »

Je, soussigné secrétaire de « 1205 Restaurant Inc. », certifie, par les présentes, que le précédent est le règlement No XXII de la compagnie décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 15 avril 1963 et subséquemment ratifié à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée auxdites fins et tenue le 15 avril 1963.

(Seau)

Le Secrétaire,
JONATHAN J. ROBINSON.

2777

14758-62

Association des Constructeurs de Routes du Québec
Quebec Road Builders' Association

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les directeurs, et approuvés par les membres le 4 octobre 1962, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de douze à quinze:

Administrateurs: Article 4. 1° « Un conseil d'administration, formé de quinze directeurs dont cinq forment quorum, administre les affaires de l'Association. »

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
GUY LACHANCE.

2783-o

1809-44

and such, pursuant to the provisions of section 8 of the amendment Club Act and of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 4, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2772

11-63

Metropolitan Shopping Centre Ltd.
Centre d'Achat Métropolitain Ltée

By-law No. 27

change in number of directors.

'Be it enacted, and it is hereby enacted, as a by-law of "Metropolitan Shopping Centre Ltd.— Centre d'Achat Métropolitain Ltée", as follows:

1. The number of the board of directors of the company be, and it is hereby reduced from six (6) to three (3), whereof two (2) of whom shall constitute a quorum.

2. The by-laws of the company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Enacted this 11th day of April, 1963.

(Seal)

PHILIP F. VINEBERG,
Secretary.

2776-o

12347-54

1205 Restaurant Inc.

By-law No. XXII

"Be it enacted and it hereby enacted as by-law No. XXII of the company:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. The quorum for directors' meetings is hereby fixed at four (4) directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

I, the undersigned, secretary of "1205 Restaurant Inc.", hereby certify the foregoing to the by-law No. XXII of the company enacted at a meeting of directors of the company held on April 15, 1963 and subsequently unanimously ratified by the shareholders of the company at a special general meeting called for such purpose and held on April 15, 1963.

(Seal)

JONATHAN J. ROBINSON,
Secretary.

2777-o

14758-62

Association des Constructeurs de Routes du Québec
Quebec Road Builders' Association

Excerpt of the general by-laws of the above mentioned corporation, as adopted by the directors and approved by the members on October 4, 1962, concerning the increase in the number of the directors from twelve to fifteen:

Administrators: Article 4. 1. "An administration council, formed of fifteen directors, five of whom shall form quorum, administrate the affairs of the association."

Certified true copy.

GUY LACHANCE,
Secretary.

2783

1809-44

**Association des Constructeurs de Routes
du Québec**
Quebec Road Builders' Association

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 1er avril 1963, approuvé le refonte des règlements généraux de l'« Association des Constructeurs de Routes du Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2783-o

1809-44

**Association des Constructeurs de Routes
du Québec**
Quebec Road Builders' Association

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, April 1, 1963, approved the revision of general by-laws of "Quebec Road Builders' Association", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 5, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2783

1809-44

Association de la Construction de Montréal
Montreal Construction Association

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 23 avril 1963, approuvé les règlements généraux de l'« Association de la Construction de Montréal — Montreal Construction Association », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2784-o

14637-62

Association de la Construction de Montréal
Montreal Construction Association

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 23, 1963, approved the general by-laws of "Association de la Construction de Montréal — Montreal Construction Association", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 25, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2784

14637-62

Leduc & Leduc, Limitée

Règlement No 5

augmentation du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, porté de cinq (5) à sept (7) de façon à ce que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant formé de sept (7) directeurs, à compter de la publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*. »

Certifié vraie copie.

Montréal, 15 mars 1963.

Le Secrétaire,

FRED V. FARMER.

2788-o

1054-21

Leduc & Leduc, Limitée

By-law No. 5

increasing of the number of directors.

"The number of directors of the company is hereby increased from five (5) to seven (7) in such a way as that the board of directors of the company shall, henceforth, be formed of seven (7) directors, from and after the publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette*."

Certified true copy.

Montreal, March 15, 1963.

FRED V. FARMER,

Secretary.

2788

1054-21

Eco Inc.

Règlement concernant la réduction du nombre des directeurs de treize à cinq.

« 1° *Nombre:* Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé de cinq (5) membres. »

Certifié vraie copie.

Le 4 mars 1963.

Le Secrétaire,

B. BOIVIN.

2791-o

10104-59

Eco Inc.

By-law concerning the reduction in the number of directors from thirteen to five.

"1. *Number:* The affairs of the company are managed by a board of directors composed of five (5) members."

Certified true copy.

March 4, 1963.

B. BOIVIN,

Secretary.

2791

10104-59

**The Lower Ottawa Forest Protective
Association Limited**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 4 avril 1963, approuvé le règlement numéro 15 de « The Lower Ottawa Forest Protective Association Limited », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2797-o

794-14

**The Lower Ottawa Forest Protective
Association Limited**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, April 4, 1963, approved by-law number 15, of "The Lower Ottawa Forest Protective Association Limited", and such, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 9, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2797

794-14

**The German-Canadian Association
«Fortuna» of Rouyn-Noranda**

Une assemblée des directeurs provisoires de « The German-Canadian Association «Fortuna» of Rouyn-Noranda », sera tenue à 49, Avenue Principale, en la cité de Rouyn, P.Q., mercredi le 22 mai 1963, à 5.15 heures de l'après-midi, aux fins d'adopter des règlements, élire des directeurs et admettre des membres.

Le Directeur provisoire,
ROBERT SCHMIDT.

2809-o

**The German-Canadian Association
«Fortuna» of Rouyn-Noranda**

A meeting of the provisional directors of « The German-Canadian Association «Fortuna» of Rouyn-Noranda », will be held at 49, Main Avenue, in the city of Rouyn, P.Q., on Wednesday May 22, 1963, at 5:15 o'clock in the afternoon to pass by-laws, elect directors and to admit members.

ROBERT SCHMIDT,
Provisional Director.

2809-o

Agence France-Presse

Avis est donné que, par une nouvelle procuration en date du 11 mars 1963, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, monsieur Georges Heuze, journaliste, du 1160, chemin Lucerne, en la ville de Mont-Royal, a été nommé, en remplacement de monsieur Jean Grand-Landeau, agent principal de cette province, de l'« Agence France-Presse », compagnie à fonds social étrangère, dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

2814-o

4-61

Agence France-Presse

Notice is given that, by a new power of attorney dated March 11, 1963, copy of which was transferred to the Provincial Secretary, Mr. Georges Heuze, journalist, of 1160, Lucerne Road, in the town of Mount-Royal, was appointed in replacement of Mr. Jean Grand-Landeau, principal agent in this Province, of the «Agence France-Presse», Extra-Provincial Joint Stock Company, duly authorized to carry on business in the Province of Quebec, under the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 30, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2814

4-61

Champlain Heights Ltd.

Règlement No 27

changement du nombre de directeurs.

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Champlain Heights Ltd. », ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de six (6) à trois (3), dont deux (2) d'entre eux formeront quorum.

2° Que les règlements de la compagnie soient, et ils sont, par les présentes, amendés, pour se conformer au précédent. »

Décrétée ce 11e jour d'avril 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
PHILIP F. VINEBERG.

2815

12348-54

Champlain Heights Ltd.

By-law No. 27

change in number of directors.

“Be it enacted, and it is hereby enacted, as a by-law of “Champlain Heights Ltd.”, as follows:

1. The number of directors of the company be, and it is hereby reduced from six (6) to three (3), whereof two (2) of whom shall constitute a quorum.

2. The by-laws of the company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing.”

Enacted, this 11th day of April, 1963.

(Seal) PHILIP F. VINEBERG,
Secretary.

2815-o

12348-54

Delisle Ltée — Delisle Ltd

Règlement spécial « B » (1963)

pour augmenter le nombre des directeurs.

Il est décrété comme règlement spécial de la compagnie que:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à onze (11);

2° Six (6) directeurs formeront le quorum de toute assemblée du Conseil d'Administration;

3° Lorsque ce règlement deviendra valide, les directeurs en fonctions à cette époque pourront nommer parmi les actionnaires dûment qualifiés de la compagnie, huit (8) autres directeurs pour demeurer en fonctions jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Copie fidèle du règlement spécial « B » (1963) de « Delisle Ltée », adopté par les directeurs le 24 avril 1963 et approuvé unanimement par les actionnaires le même jour.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
J. DELISLE.

2823-o

1413-63

Delisle Ltée — Delisle Ltd

Special by-law “P” (1963)

to increase the number of the directors.

It is hereby enacted as a special by-law of the company as follows:

1. The number of the directors of the company is increased from three (3) to eleven (11);

2. Six (6) directors will form the quorum at any meeting of the board of directors;

3. When this by-law shall become effective, the directors then in office shall have the right to elect amongst the duly qualified shareholders, eight (8) other directors to remain in office until the next annual general meeting or until the election of their successors.

True copy of special by-law “B” (1963) of “Delisle Ltd”, adopted by the directors on April 24, 1963 and approved unanimously by the shareholders on the same day.

(Seal) J. DELISLE,
Secretary.

2823-o

1413-63

F. F. Soucy, Inc.*Règlement No 8*

concernant la modification du nombre des directeurs.

« Le nombre des directeurs de la compagnie « F. F. Soucy, Inc. », ayant son siège social à Chemin-du-Lac, comté de Rivière-du-Loup, est changé de cinq (5) qu'il était auparavant à celui de sept (7) et les règlements généraux de la compagnie sont modifiés en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 8 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 22e jour d'avril 1963, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie, tenue le 29e jour d'avril 1963, par les actionnaires, détenant entre eux cent pour cent (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,

JEAN SOUCY.

2832-o

8480-49

F. F. Soucy, Inc.*By-law No. 8*

concerning the altering of the number of directors.

"The number of directors of "F. F. Soucy, Inc.", having its head office at Chemin-du-Lac, county of Rivière-du-Loup, has been changed from five (5) as it formerly was, to seven (7), and the general-by-laws of the company have been amended accordingly.

Certified copy of by-law No. 8 duly adopted at a meeting of the directors held on the 22nd day of April, 1963, and approved at a special general meeting of the company held on the 29th day of April, 1963, by the shareholders holding among themselves one hundred per cent (100%) of the shares represented at this meeting.

JULES SOUCY,

Secretary.

8480-49

2832

Lettres patentes**Les Missionnaires de Notre-Dame-de-la-Salette (Montréal)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5 avril 1963, constituant en corporation « Les Missionnaires de Notre-Dame-de-la-Salette (Montréal) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2816-o

6-63 — 1167/37

Letters Patent**Les Missionnaires de Notre-Dame-de-la-Salette (Montréal)**

Notice is given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor in Council dated April 5, 1963, incorporating "Les Missionnaires de Notre-Dame-de-la-Salette (Montréal)".

The head office of the corporation above mentioned is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 30, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2816

6-63 — 1167/37

Sièges sociaux**Greenfield Park Lumber & Builders' Supply Limited***Avis du changement de bureau principal*

Avis est donné que la compagnie « Greenfield Park Lumber & Builders' Supply Limited », constituée en corporation par lettres patentes émises par la province de Québec en date du 1er février 1956, et ayant son bureau principal dans la cité de Greenfield Park où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 311, Blvd Churchill, l'a transporté au numéro 320, du Blvd Taschereau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Greenfield Park, ce 6e jour de mai 1958.

Le Secrétaire adjoint,

GAÉTAN CHABOT.

2778-o

Head Offices**Greenfield Park Lumber & Builders' Supply Limited***Notice of change of head office*

Notice is given that the company "Greenfield Park Lumber & Builders' Supply Limited", incorporated by letters patent issued by the Province of Quebec on February 1, 1956, and having its head office in the city of Greenfield Park where its office was situated at number 311, Churchill Blvd., has transferred it to number 320, Taschereau Blvd.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Greenfield Park, this 6th day of May, 1958.

GAÉTAN CHABOT,

Assistant Secretary.

2778

**Association des Constructeurs de Routes du Québec
Quebec Road Builders' Association***Règlement No 14*

concernant le changement du bureau principal de la corporation ci-haut mentionnée de Montréal à Québec.

**Association des Constructeurs de Routes du Québec
Quebec Road Builders' Association***By-law No. 14*

concerning the change of the head office of the above mentioned corporation from Montreal to Quebec.

« Dans l'intérêt de l'« Association des Constructeurs de Routes du Québec », et dans le but d'atteindre les objectifs que s'est fixés l'Association, le bureau principal de l'Association des Constructeurs de Routes du Québec sera, à partir, du premier mai 1963, dans la cité de Québec district de Québec, Province de Québec. »

Copie conforme certifiée du règlement No 14 passé et adopté par le bureau de direction, le 6 février 1963, à Québec, et approuvé par les 2/3 des membres présents à une assemblée générale le 7 février 1963.

Le Secrétaire,
GUY LACHANCE.
1809-44

2783-o

The Metal Craft Corporation

Avis est donné que la compagnie « The Metal Craft Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 8e jour de janvier 1962, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 4255, rue Paul-Pau, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22e jour d'avril 1963.

Le Président,
JEAN-FRANÇOIS TREMBLAY.
2785-o

Carlos & Frères Inc.

Avis est donné que la compagnie « Carlos & Frères Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 avril 1963, a établi son bureau à Noranda-Nord, sur le Chemin Macamic.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 20e jour d'avril 1963.

La Secrétaire-trésorière,
JUDITH CARLOS.
2798-o

Les Édifices Champlain Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Édifices Champlain Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 avril 1963, et ayant son bureau principal dans la ville de Québec, a établi son bureau au numéro 1026, de la rue St-Jean.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 22e jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,
Me LAURENT-P. BOLDDUC.
2805-o

Reputation Fabrics Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Reputation Fabrics Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 17e jour de décembre 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 2505, chemin Bates, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, 11 avril 1963.

Le Secrétaire,
GEZA FRIEDMAN.
2810

"In the interest of the "Quebec Road Builders' Association", and for the purpose of attaining the objectives fixed by the Association, the head office of the Quebec Road Builders Association shall be, as from May first, 1963, in the city of Quebec, district of Quebec, Province of Quebec."

Certified copy in conformity with by-law No. 14, passed and approved by the board of directors on February 6, 1963, at Quebec, and approved by 2/3 of the members present at a general meeting on February 7, 1963.

GUY LACHANCE,
Secretary.
1809-44

2783

The Metal Craft Corporation

Notice is hereby given that "The Metal Craft Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Quebec Companies Act, on the 8th day of January 1962 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 4255, Paul-Pau Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 22nd day of April, 1963.

JEAN-FRANÇOIS TREMBLAY,
President.
2785-o

Carlos & Frères Inc.

Notice is hereby given that "Carlos & Frères Inc.", incorporated by letter patent under date of April 19, 1963, has established its head office in Noranda-North, on Macamic Road.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 20th day of April 1963.

JUDITH CARLOS,
Secretary-Treasurer.
2798-o

Les Édifices Champlain Inc.

Notice is hereby given that "Les Édifices Champlain Inc.", incorporated by letters patent dated April 17, 1963, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at number 1026 St. John St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 22nd day of April, 1963.

Me LAURENT-P. BOLDDUC,
Secretary.
2805

Reputation Fabrics Limited

Notice is hereby given that "Reputation Fabrics Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 17th day of December, 1962, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 2505, Bates Road in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, April 11, 1963.

GEZA FRIEDMAN,
Secretary.
2810-o

Bois Inc.*Règlement numéro XVI*

(concernant le changement du bureau principal)

« Le bureau principal de la compagnie « Bois Inc. », est transporté de la cité de Pont-Viau où il était auparavant à la ville de St-Vincent-de-Paul, au numéro 4856, de la rue St-Henri. »

Copie certifiée du règlement numéro XVI dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le huitième jour de mars 1962 et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le neuvième jour de mars 1962 par les actionnaires détenant entre eux cent pour cent des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,

LOUIS-CLAUDE TRUDEL.

2817-o

12544-61

Bois Inc.*By-law number XVI*

(concerning the change of head office)

"The head office of the company "Bois Inc.", is transferred from the city of Pont-Viau where it was heretofore to the town of St-Vincent-de-Paul, at number 4856, St-Henri Street."

Certified copy of by-law number XVI duly adopted at a meeting of the directors held on the eighth day of March, 1962 and unanimously approved at a special general meeting of the company held on the ninth day of March, 1962, by the shareholders holding among themselves one hundred per cent of the shares represented at this meeting.

LOUIS-CLAUDE TRUDEL,

Secretary.

2817

12544-61

Curatelle publique**Georges Butt**

Succession vacante de Georges Butt, en son vivant de Chicoutimi, Qué.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 22 mars 1963 par un juge de la cour supérieure siégeant à Chicoutimi dans le district de Chicoutimi, que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 18.

2806-o

Public Curatorship**Georges Butt**

Vacant estate of the late Georges Butt, in his lifetime of Chicoutimi, Que.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on March 22, 1963 by a judge of the Superior Court, sitting at Chicoutimi in the district of Chicoutimi that, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, c. 62), I am ex officio curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owned this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.

187, St. Catherine St. West,
Montreal 18.

2806-o

Liquidation — Avis de**Surplus Center Inc.**

Veillez prendre avis que le 20 décembre 1962, un ordre de liquidation a été émis contre la compagnie ci-haut mentionnée conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social de la province de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 278, et le soussigné dûment nommé liquidateur.

Le Liquidateur,

S. B. FREED, C.A.

2773

12709-61

Winding up Notices**Surplus Center Inc.**

Please take notice that on December 20, 1962, a Winding-Up Order was issued against the above named Company under the provisions of the Winding-Up Act of the Province of Quebec, R.S.Q. 1941, chapter 278, and the undersigned duly appointed liquidator.

S. B. FREED, C.A.,

Liquidator.

2773-o

12709-61

G. L. Dante Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « G. L. Dante Construction Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 12 octobre 1961, et ayant son siège social en la cité de Saint-Michel, district judiciaire de Montréal, a été dissoute le 24 avril 1963, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

2779-o

14647-61

G. L. Dante Construction Inc.

Notice is given that the company "G. L. Dante Construction Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated October 12, 1961, and having its head office in the city of Saint-Michel, judicial district of Montreal, was dissolved on April 24, 1963, and such pursuant to the provisions of the Winding-up Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 24, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

2779

14647-61

**Ministère des
Affaires municipales**

**Department of
Municipal Affairs**

Cité de Chicoutimi

City of Chicoutimi

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 666 du 23 avril 1963 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 633 du conseil municipal de la cité de Chicoutimi, tel que modifié par le règlement No 645 du 4 mars 1963, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement No 633, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, et annexé à la cité de Chicoutimi.

Notice is hereby given that, by order in council No. 666 of April 23, 1963 and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 633 of the municipal council of the city of Chicoutimi, as amended by by-law No. 645 of March 4, 1963, and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in by-law No. 633, as amended, and below described is detached from the municipality of the village of Rivière-du-Moulin, county of Chicoutimi, and annexed to the city of Chicoutimi.

Ce territoire est le suivant:

This territory is the following:

Un territoire, faisant actuellement partie de la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, les lots ou parties de lots, et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant d'un point sur la ligne séparative des lots 67 et 68 du rang I nord-est Chemin Sydenham à une distance de quinze (15.00) chaînes de la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: ladite ligne séparative des lots 67 et 68 en allant vers le nord-est sur une distance de six chaînes (6.00 chs); une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham distant de neuf chaînes (9.00 chs) de cette dernière et traversant les lots 68, 69 et 70A; partie de la ligne nord-ouest du lot 70A jusqu'à un point sur ladite ligne à une distance de cinq chaînes et soixante mailles (5.60 chs) de la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham; une ligne parallèle à la ligne séparative desdits rangs se maintenant à ladite distance de chaînes et soixante mailles (5.60 chs) et traversant les lots 70A, 69 et 68; une ligne droite de direction sud dans le lot 67 jusqu'à un point sur une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham distante de quinze chaînes (15.00 chs) de cette dernière et située à une distance de cinq chaînes et trente mailles (5.30 chs) de la ligne sud-est du lot 67; partie de ladite ligne parallèle jusqu'au point de départ.

A territory presently forming part of the municipality of the village of Rivière-du-Moulin, county of Chicoutimi, including with reference to the official cadaster of the parish of Chicoutimi, lots or parts of lots, and the present and future subdivisions as well as the roads, streets, lanes, water-courses or parts thereof enclosed within the following limits, to wit: Starting from a point on the dividing line of lots 67 and 68 of range I northeast Sydenham Road at a distance of fifteen (15.00) chains of the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast Sydenham Road; thence, successively, the following lines and demarcations: the said dividing line of lots 67 and 68 going towards the northeast for a distance of six chains (6.00 chs); a parallel line with the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast Sydenham Road distant by nine chains (9.00 chs) from the latter and crossing lots 68, 69 and 70A; part of the northwest line of lot 70A up to a point on the said line for a distance of five chains and sixty links (5.60 chs) of the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast of Sydenham Road; a parallel line with the dividing line of the said ranges maintaining the said distance of five chains and sixty links (5.60 chs) and crossing lots 70A, 69 and 68; a straight line in a southerly direction in lot 67 to a point parallel with the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast Sydenham Road distant by fifteen chains (15.00 chs) from the latter and situated at a distance of five chains and thirty links (5.30 chs) from the southeast line of lot 67; part of the said line parallel to the starting point.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
2799-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
2799-o Deputy Minister of Municipal Affairs.

Cité de Joliette

City of Joliette

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 666 du 23 avril 1963 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 641 du conseil municipal de la cité de Joliette, tel que modifié par des résolutions en date des 25 février et 1er avril 1963, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionnée audit règlement, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, comté de Joliette, et annexé à la cité de Joliette.

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 666, dated April 23, 1963, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve the by-law No. 641 of the municipal Council of the city of Joliette, as amended by the resolutions dated February 25, and April 1, 1963, and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law, as amended, and described below is detached from the municipality of the parish of Saint-Charles-Borromée, county of Joliette, and annexed to the city of Joliette.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, comté de Joliette, comprenant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant d'un point sur la ligne séparative des lots originaires 220 et 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée à une distance de 125' pieds au sud-ouest du Boulevard Sainte-Anne, mesurée le long de ladite ligne; de là, successivement, les lignes suivantes: suivant les limites actuelles de la cité de Joliette, ladite ligne séparative des lots 220 et 222 en allant vers le sud-ouest jusqu'à une ligne séparant le lot 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, du lot 415 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul; puis, laissant les limites actuelles de la cité de Joliette, une ligne allant vers le nord-ouest et une autre ligne allant vers le sud-ouest, séparant le lot 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, du lot 415 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul jusqu'au coté nord de l'emprise du chemin de fer Canadian National; ledit coté nord de ladite emprise jusqu'à une autre ligne séparant le lot 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée du lot 415 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul; cette dernière ligne brisée séparant les lots 223 et 224 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, du lot 413 et d'une partie du lot 412 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul; puis, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, la ligne séparative des lots 224 et 227 jusqu'à un point à une distance de 126.52' pieds au sud-ouest du Boulevard Sainte-Anne; une ligne traversant le lot originaire No 224, une partie du lot originaire No 223, les lots de subdivision 223-100, 222-100 et 222-68 (rues) et passant par les lignes nord-est des lots de subdivision 223-101, 223-114, 222-104, 222-88, 222-81 et 222-55 jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
2799-o **JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.**

Municipalité de Sagouay

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 26 mars 1963, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de canton Boyer en celui de «Municipality of Sagouay».

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Lac Sagouay, 25 avril 1963.

Le Maire,
JEAN DUVAL,
Le Secrétaire-trésorier,
GEORGETTE DUVAL.

2811-o

Cité des Deux-Montagnes

Erratum

Dans l'avis de lettres patentes érigeant en municipalité de cité la municipalité ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 avril 1963, veuillez apporter la correction suivante: dans le texte français, à la page 2053,

The territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of the parish of Saint-Charles-Borromée, county of Joliette, comprising, with reference to the official cadaster of the said parish, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, water courses or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: Starting at a point on the line separating original lots 220 and 222 in the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée, to a distance of 125' feet to the southwest of Sainte-Anne Boulevard, measured along the said line; thence, successively, the following lines: following the present limits of the city of Joliette, the said line separating lots 220 and 222 going towards the southwest as far as a line separating lot 222 in the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée, from lot 415 in the official cadaster of the parish of Saint-Paul; then, leaving the present limits of the city of Joliette, a line going towards the northwest and another line going towards the southwest, separating lot 222 in the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée, from lot 415 in the official cadaster of the parish of Saint-Paul as far as the north side of the Canadian National Railway right-of-way; the said north side of the said right-of-way as far as another line separating lot 222 from the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée from lot 415 in the official cadaster of the parish of Saint-Paul; the latter broken line separating lots 223 and 224 in the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée from lot 413 and a part of lot 412 in the official cadaster of the parish of Saint-Paul; then, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Charles-Borromée, the line separating lots 224 and 227 as far as a point at a distance of 126.52 feet to the southwest of Sainte-Anne Boulevard; a line crossing original lot No. 224, a part of original lot No. 223, the lots of subdivision 223-100, 222-100 and 222-68 (streets) and passing by the northeast lines of lots of subdivision 223-101, 223-114, 222-104, 222-88, 222-81 and 222-55 as far as the starting point.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
2799 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Municipality of Sagouay

Notice is given by these presents by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council had adopted, on March 26, 1963, an order in council to the effect of changing the name of the municipality of the township of Boyer into that of "Municipality of Sagouay".

Pursuant to the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name shall enter into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Lake Sagouay, April 25, 1963.

JEAN DUVAL,
Mayor.
GEORGETTE DUVAL,
Secretary-Treasurer.

2811

Cité des Deux-Montagnes

Erratum

In the notice of letters patent erecting into a City municipality the municipality mentioned above, published in the *Quebec Official Gazette* on April 27, 1963, kindly make the following correction: in the French text, on page 2053,

après la description du territoire, le nom de la nouvelle municipalité devrait se lire « Cité des Deux-Montagnes » au lieu de « Cité des Deux-Montagnes ».

2721-x-o

following the description of the territory, the name of the new municipality should read: "Cité des Deux-Montagnes" in place of "Cité des Deux-Montagnes".

2721-x-o

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurance

L'Universelle, Compagnie d'Assurances
Universal Insurance Company

L'Universelle, Compagnie d'Assurances
Universal Insurance Company

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Notice of formation of an insurance company

Avis est donné, par les présentes, que Messieurs: André Bédard, homme d'affaires, 1950, rue Bonin, Québec, Amédée Demers, Jr., industriel, 1041, chemin St-Louis, Sillery, Jean-H. Gagné, conseiller en loi de la Reine, 506, avenue Montpellier, Ste-Foy, Charles Lagueux, industriel, 2110, rue Brûlart, Sillery, Conrad Leblanc, homme d'affaires, 1580, rue du Verger, Sillery, Clément Renaud, évaluateur conseil, 2397, rue Noury, Sillery, Guy Renaud, comptable général licencié (C.G.A.), 521, avenue Jean-Dequen, Ste-Foy, ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de « L'Universelle, Compagnie d'Assurances » — « Universal Insurance Company » dont le siège social sera dans la cité de Sillery, district judiciaire de Québec, ayant un capital-actions de un million de dollars (\$1,000,000) divisé en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: accident, accidents du travail, agitation civile, automobile, aviation, bétail—animaux domestiques, biens immobiliers, biens mobiliers, bris de glace, bris de machine, chaudière à vapeur, choc d'aéronefs, choc de véhicules, chute d'aéronef, crédit, défectuosité d'extincteurs automatiques, dommage aux biens, explosion, faux, fuite d'eau, garantie — cautionnement et détournement, grêle, incendie, industrielle, intempéries, loyer, maladie, maritime, navigation intérieure et océanique, ouragan, perte de profit, responsabilité civile, responsabilité de l'employeur, tremblement de terre, transport intérieur, vol, et toutes autres opérations d'assurance générale sauf l'assurance-vie et la réassurance sur la vie.

Notice is hereby given that Messrs.: André Bédard, business man, 1950, Bonin Street, Québec, Amédée Demers, Jr., Industrialist, 1041, St. Louis Road, Sillery, Jean-H. Gagné, Queen's Counsel, 506, Montpellier avenue, St. Foy, Charles Lagueux, industrialist, 2110, Brûlart Street, Sillery, Conrad Leblanc, business man, 1580, du Verger Street, Sillery, Clément Renaud, consultant appraiser, 2397, Noury Street, Sillery, Guy Renaud, certified general accountant (C.G.A.), 521, Jean-Dequen, avenue St. Foy, intend to present to the Lieutenant-Governor in council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941) under the name of "L'Universelle, Compagnie d'Assurances" — "Universal Insurance Company", with head office in the city of Sillery, judicial district of Québec, and a share capital of one million dollars (\$1,000,000) divided up into ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: accident, automobile, aviation, boiler, civil commotion, credit, earthquake, employers' liability, explosion, falling aircraft, fire, forgery, guarantee — fidelity and surety, hail, impact by aircraft, impact by vehicles, industrial, inland and ocean marine, inland transportation, live stock — domestic animals, loss of profit, machinery, maritime, personal property, plate glass, property damage, public liability, real property, rent, sickness, sprinkler leakage, theft, water damage, weather, windstorm, workmen's compensation.

Donné à Québec, ce 25e jour de mars 1963.

Given at Québec, this 25th day of March 1963.

Signature des requérants,

Signatures of the petitioners,

ANDRÉ BÉDARD,
AMÉDÉE DEMERS,
JEAN-H. GAGNÉ,
CHARLES LAGUEUX,
CONRAD LEBLANC,
CLÉMENT RENAUD,
GUY RENAUD.

ANDRÉ BÉDARD,
AMÉDÉE DEMERS,
JEAN H. GAGNÉ,
CHARLES LAGUEUX,
CONRAD LEBLANC,
CLÉMENT RENAUD,
GUY RENAUD.

2610-15-4-o

2610-15-4-o

Merchants Fire Insurance Company

Merchants Fire Insurance Company

*Avis d'annulation de permis
et de certificat d'enregistrement*

*Notice of Cancellation of License
and Certificate of Registration*

Attendu que « Merchants Fire Insurance Company », dont le siège social est situé à Toronto, province d'Ontario, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de

Whereas "Merchants Fire Insurance Company", whose head office is situate in Toronto, Province of Ontario, has reinsured all its business in the Province of Québec with "Quebec Fire

« Quebec Fire Assurance Company », dont le siège social est situé à Québec, province de Québec, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 1er jour de janvier 1962;

Attendu que « Quebec Fire Assurance Company », est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Merchants Fire Insurance Company », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Merchants Fire Insurance Company », sont annulés à compter du 31e jour de décembre 1962.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 11e jour d'avril 1963.

*Pour le Ministre des finances
de la province,*

Le Surintendant des assurances,

2722-17-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

**La-Société Provinciale d'Assurances
Générales**
The Provincial General Insurance Society

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « La Société Provinciale d'Assurances Générales — The Provincial General Insurance Society », constituée en corporation par un statut spécial de la Législature de la province de Québec, 13 George VI, chapitre 125, et ses amendements, a changé l'adresse de son siège social du numéro 276 ouest, rue St-Jacques, au numéro 200 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Donné à Montréal, ce 17ème jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,
J. J. MILORD.

2774-o

**L'Équitable, Compagnie d'Assurances
Générales**
**The Equitable General
Insurance Company**

Avis de changement du siège social

Avis est donné, par les présentes, que « L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales — The Equitable General Insurance Company », constituée en corporation conformément aux dispositions de la section 17 du chapitre III, Titre XI (articles 5,264 et suivants) des Statuts Refondus de Québec 1888 et de la Loi 7 Edouard VII, chapitre 112, modifiée par la Loi 3 George VI, chapitre 138, a changé l'adresse de son siège social du numéro 276 ouest, rue St-Jacques, au numéro 200 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Donné à Montréal, ce 17ème jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,
J. J. MILORD.

2818-o

**L'Olympic, Compagnie d'Assurances
Générales**
The Olympic General Insurance Company

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « L'Olympic, Compagnie d'Assurances Générales — The Olympic General Insurance Company », constituée en corporation, le 13 juillet 1959, sous

Assurance Company", whose head office is situate in Quebec, Province of Quebec, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 1st day of January, 1962;

Whereas "Quebec Fire Assurance Company", is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas, "Merchants Fire Insurance Company", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Merchants Fire Insurance Company", are cancelled as from the 31th day of December 1962.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 11th day of April, 1963.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
Superintendent of Insurance.

2722-17-2-o

The Provincial General Insurance Society
**La Société Provinciale d'Assurances
Générales**

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "The Provincial General Insurance Society — La Société Provinciale d'Assurances Générales", incorporated by special statute of the Legislature of the Province of Quebec, 13 George VI, chapter 125, and its amendments, has changed the address of its head office from number 276, St. James Street West, to number 200, St. James Street West, Montreal.

Given at Montreal, this 17th day of April, 1963.

J. J. MILORD,
Secretary.

2774-o

**The Equitable General
Insurance Company**
**L'Équitable, Compagnie d'Assurances
Générales**

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "The Equitable General Insurance Company — L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales", incorporated pursuant to the provisions of section 17 of chapter III, Title XI, (sections 5,264 and following) of the Revised Statutes of Quebec 1888 and by Act 7 Edward VII, chapter 112, modified by Act 3 George VI, chapter 138, has changed the address of its head office from number 276, St. James Street West, to number 200, St. James Street West, Montreal.

Given at Montreal, this 17th day of April, 1963.

J. J. MILORD,
Secretary.

2818-o

The Olympic General Insurance Company
**L'Olympic, Compagnie d'Assurances
Générales**

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "The Olympic General Insurance Company — L'Olympic, Compagnie d'Assurances Générales", incorporated the 13th of July 1959, pursuant to the provisions

l'empire de la section I de la Loi des assurances de Québec (chapitre 299, S.R.Q. 1941), a changé l'adresse de son siège social du numéro 620, rue Cathcart, au numéro 1940 est, boulevard Henri-Bourassa, Montréal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai 1963.

Le Secrétaire,
ANDRÉ BESNARD.

2819-0

**La Progressive Compagnie d'Assurances
The Progressive Insurance Company**

Avis de changement de siège social

Avis est donné, par les présentes, que « La Progressive Compagnie d'Assurance — The Progressive Insurance Company », constituée en corporation le 27 août 1958, sous l'empire de la section I de la Loi des assurances de Québec, (chapitre 299, S.R.Q. 1941), a changé l'adresse de son siège social du numéro 276 ouest, rue St-Jacques, au numéro 200 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Donné à Montréal, ce 17ème jour d'avril 1963.

Le Secrétaire,
J. J. MILORD.

2820-0

of section I of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), has changed the address of its head office from number 620, Cathcart Street, to number 1940, Henri-Bourassa Boulevard East, Montreal.

Given at Montreal, this 1st day of May, 1963.

ANDRÉ BESNARD,
Secretary.

2818-0

**The Progressive Insurance Company
La Progressive Compagnie d'Assurances**

Notice of change of head office

Notice is hereby given that "The Progressive Insurance Company — La Progressive Compagnie d'Assurance", incorporated the 27th of August 1958, pursuant to the provisions of section I of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), has changed the address of its head office from number 276, St. James Street West, to number 200, St. James Street West, Montreal.

Given at Montreal, this 17th day of April, 1963.

J. J. MILORD,
Secretary.

2820-0

**Département de
l'Instruction publique**

McWatters

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B du chapitre 59 des S.R.Q., 1941, l'annexion pour les protestants seulement du territoire actuel de la commission scolaire protestante de McWatters, dans le comté de Rouyn-Noranda, à la municipalité scolaire protestante de Farmborough, dans le même comté.

Québec, le 18 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2736-17-2-0

542-63

Callières

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Callières, dans le comté de Charlevoix, à la municipalité scolaire de St-Siméon, dans le même comté.

Québec, le 23 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2752-17-2-0

131-59

Moisie & Sept-Iles

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Moisie, dans le comté de Duplessis, à la municipalité scolaire de Sept-Iles, dans le même comté et de changer les limites de cette dernière municipalité scolaire, de manière qu'elles comprennent à l'avenir le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Ces nouvelles limites de la municipalité scolaire de Sept-Iles comprennent un territoire situé en partie dans les cantons Moisie, Letellier, Arnaud et en partie dans le Golfe St-Laurent et la Baie des Sept-Iles.

**Department of
Education**

McWatters

Notice is hereby given that I intend to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B of chapter 59 of the R.S.Q. 1941, the annexation for protestants only of the present territory of the Protestant school commission of McWatters, in the county of Rouyn-Noranda, to the Protestant school municipality of Farmborough, in the same county.

Quebec, April 18, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2736-17-2

542-63

Callières

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Callières in the county of Charlevoix, to the school municipality of St-Siméon, in the same county.

Quebec, April 23, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2752-17-2

131-59

Moisie & Sept-Iles

Application is made to annex the present territory of the school commission of Moisie, in the county of Duplessis, to the school municipality of Sept-Iles, in the same county and to change the boundaries of the latter school municipality in such a way as that they include, henceforth, the territory hereinafter described, to wit:

The new boundaries of the school municipality of Sept-Iles include a territory situated partly in the townships of Moisie, Letellier, Arnaud and partly in the Gulf of the St. Lawrence and in Baie des Sept-Iles.

Partant d'un point situé à l'intersection de l'axe central de la rivière Marguerite avec la ligne joignant les côtés sud des blocs M et A situés de part et d'autre de la rivière Marguerite. Ce point, est marqué par la lettre « A » sur le plan accompagnant cette description.

Dudit point de départ « A », suivant une direction générale sud-est, le long de l'axe central de la rivière Marguerite jusqu'au point « B » situé à 2000 pieds au sud de l'extrémité sud-ouest d'une bande de terrain située à l'embouchure et sur la rive gauche de ladite rivière.

Du point « B » suivant une direction générale est, le long d'une parallèle à la rive et distante de 2000 pieds de celle-ci, jusqu'au point « C » situé dans le Golfe St-Laurent à une distance de 2000 pieds au sud du point le plus au sud-est de la Pointe à la Chasse.

De-là, suivant une direction générale sud-est, le long d'une droite jusqu'au point « D » situé à 2000 pieds au sud-ouest de l'extrémité ouest de l'île Carrousel.

De-là, suivant une direction générale est, le long d'une parallèle à la rive de l'île et distante de 2000 pieds de celle-ci, jusqu'au point « E », situé lui aussi dans le golfe à 2000 pieds de l'extrémité est de l'île.

De-là, suivant une direction générale nord-est, le long d'une droite jusqu'au point « F » situé à 2000 pieds au sud de l'extrémité sud de l'île Grande Boule.

De-là, suivant une direction générale nord, le long d'une parallèle à la rive est des îles Grande Boule et Petite Boule et distante de 2000 pieds de celles-ci, jusqu'au point « G » situé à 2000 pieds au nord de l'extrémité nord de l'île Petite Boule.

De-là, suivant une direction générale ouest le long d'une droite, jusqu'au point « H » situé à 2000 pieds au sud-est de la Pointe-au-Basque et à 2000 pieds aussi de l'extrémité nord-est de l'île Grande Basque.

De-là, suivant une direction générale est, le long d'une parallèle à la rive et distante de 2000 pieds de celle-ci, jusqu'au point « I » situé à 2000 pieds à l'est de la pointe du village de Moisie.

De-là, en suivant l'axe de la rivière Moisie, jusqu'au point « J », lequel point est l'intersection dudit axe de la rivière avec le prolongement du côté sud-est de la partie du Bloc E située sur le côté nord de la rivière Moisie, soit dans le canton de Moisie.

De-là, successivement par les points « K », « L », « M », « N » et « O », c'est-à-dire le long du côté sud-est du Bloc E, canton de Moisie, le long des côtés nord-est, est, des blocs E, D, C, B, A, F et G, du même canton de Moisie, le long du côté nord du Bloc G, des cantons de Moisie et Letellier et de la ligne reliant lesdits côtés nord, le long des côtés ouest et sud-ouest du Bloc G, canton Letellier jusqu'au point « O » point d'intersection du côté sud-ouest du bloc « G » avec la limite nord de la Réserve Cantonale Letellier.

De-là, suivant une direction générale ouest, le long du côté nord de la réserve cantonale Letellier jusqu'à son extrémité ouest, soit le point « P » sur le plan accompagnant cette description.

De-là, suivant une direction générale nord-ouest, le long d'une droite jusqu'au point « Q » situé à une distance de 2640 pieds ($\frac{1}{2}$ mille) depuis le point le plus au nord de la rive d'une

Starting at a point situated at the intersection of the center-line of the Marguerite River with the line joining the south sides of blocks M and A situated either on one side or on the other of the Marguerite River. This point is marked by the letter "A" on the plan accompanying this description.

From said starting point "A", following a general south-easterly direction along the center-line of the Marguerite River as far as point "B" situated at 2000 feet to the south of the south-west extremity of a strip of land situated at the mouth of and on the left bank of the said river.

From point "B" following a general easterly direction, along a line parallel to the bank and at a distance of 2000 feet from the latter, as far as point "C" situated in the Gulf of the St. Lawrence at a distance of 2000 feet to the south of the most south-easterly point of Pointe à la Chasse.

Thence, following a general south-easterly direction, along a straight line as far as point "D" situated at 2000 feet to the south-west of the west extremity of Carrousel island.

Thence, following a general easterly direction, along a line parallel to the bank of the island at a distance of 2000 feet from the latter, as far as point "E" situated, also, in the Gulf at a distance of 2000 feet from the eastern end of the island.

Thence, following a general north-easterly direction, along a straight line as far as point "F" situated at 2000 feet to the south of the south end of Grande Boule Island.

Thence, following a general northerly direction, along a line parallel to the east bank of Grande Boule and Petite Boule islands and situated at a distance of 2000 feet from the latter islands, as far as point "G" situated at 2000 feet to the north of the north extremity of Petite Boule Island.

Thence, following a general westerly direction along a straight line, as far as point "H" situated at 2000 feet to the south-east of Pointe-au-Basque and at 2000 feet, also, from the north-east end of Grande Basque Island.

Thence, following a general easterly direction, along a line parallel to the bank and at a distance of 2000 feet from the latter, as far as point "I" situated at 2000 feet to the east of the point of Village of Moisie.

Thence, following the center-line of the Moisie River, as far as point "J", which point is the intersection of the said center-line of the river with the extension of the south-east side of the part of Block E situated on the north side of the Moisie River, that is, in the township of Moisie.

Thence, successively by points "K", "L", "M", "N" and "O", that is, the length of the south-east side of block E, township of Moisie, along the north-east, east sides of blocks E, D, C, B, A, F and G in the same township of Moisie, along the north side of block G, in the townships of Moisie and Letellier, and of the line linking the said north sides, along the west and south-west sides of block G, township of Letellier as far as point "O", point of intersection of the south-west side of block "G" with the north boundary of the Réserve Cantonale Letellier.

Thence, following a general westerly direction, along the north side of the Réserve Cantonale Letellier as far as its west extremity, that is point "P" on the plan accompanying this description.

Thence, following a general north-westerly direction, along a straight line as far as point "Q" situated at a distance of 2640 feet ($\frac{1}{2}$ mile) from the most northerly point on the bank of a

baie, elle-même située à l'extrémité nord du Grand Lac des Rapides, distance mesurée suivant une direction nord.

De-là, suivant une direction générale sud-ouest, le long d'une droite jusqu'au point « R », soit l'encoignure nord du bloc « M » dans le canton Arnaud.

De-là, respectivement par les points « S », « T », « U », « V » et « A », suivant ainsi une partie du côté nord-est du bloc M, les côtés nord-ouest, nord-est, est et sud du bloc N, le côté sud du bloc M ainsi que son prolongement jusqu'au point de départ « A ».

Dans cette description et sur le plan l'accompagnant, les directions sont approximatives ou générales et les distances en pieds anglais.

Québec, le 23 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2753-17-2-o

334-63 — 978-59

Portage du Fort

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Portage du Fort, dans le comté de Pontiac, les lots 24b à 28 inclusivement du rang I et 25 à 28 inclusivement du rang II, du canton Clarendon, pour les annexer pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire de Clarendon, dans le comté de Pontiac.

Québec, le 23 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2754-17-2-o

337-63

Repentigny-les-Bains et Repentigny

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Repentigny-les-Bains et de Repentigny, dans le comté de L'Assomption, et d'ériger ces territoires en municipalité scolaire distincte pour les catholiques seulement sous le nom de Repentigny, dans le même comté.

Québec, le 23 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2755-17-2-o

106-63

St-Gabriel-de-Valcartier & Shannon

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des commissions scolaires de St-Gabriel-de-Valcartier et de Shannon, dans le comté de Portneuf et d'ériger ces territoires en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Valcartier, dans le même comté.

Québec, le 23 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2756-17-2-o

150-63

Sorosto

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Sorosto, dans le comté de Lévis, à celui de la commission scolaire de Lévis, dans le même comté.

Québec, le 23 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2757-17-2-o

19-63

St-Laurent « Cath. »

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de St-Laurent, dans le

bay, its also being situated at the north extremity of Grand Lac des Rapides, the distance measured in a northerly direction.

Thence, following a general south-westerly direction, along a straight line as far as point "R", that is, the north corner of block "M" in the township of Arnaud.

Thence, respectively by points "S", "T", "U", "V" and "A", thus following a part of the north-east side of block M, the north-west, north-east, east and south sides of block N, the south side of block M as well as its extension as far as starting point "A".

In this description and on the plan accompanying it, the direction are approximate or general and the distances in English feet.

Québec, April 23, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2753-17-2

334-63 — 978-59

Portage du Fort

Application is made to detach from the school municipality of Portage du Fort, in the county of Pontiac, lots 24b to 28 inclusively of range I and 25 to 28 inclusively of range II, of the township of Clarendon, to annex them for the Protestants only, to the school municipality of Clarendon, in the county of Pontiac.

Québec, April 23, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2754-17-2

337-63

Repentigny-les-Bains et Repentigny

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Repentigny-les-Bains and of Repentigny, in the county of L'Assomption, and to erect these territories into a separate school municipality for Catholics only under the name of Repentigny in the same county.

Québec, April 23, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2755-17-2

106-63

St-Gabriel-de-Valcartier & Shannon

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of St-Gabriel-de-Valcartier and of Shannon, in the county of Portneuf, and to erect these territories into a separate school municipality for Catholics only, under the name of Valcartier, in the same county.

Québec, April 23, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2756-17-2

150-63

Sorosto

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Sorosto, in the county of Lévis, to that of the school commission of Lévis, in the same county.

Québec, April 23, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2757-17-2

19-63

St-Laurent "Cath."

Application is made to detach from the Catholic school municipality of St-Laurent, in the

comté de Jacques-Cartier, cette partie des lots originaires Nos 12, 19 et 26 du cadastre officiel de St-Laurent, bornée au sud, par les voies ferrées du Canadien National, au nord, à l'est et à l'ouest, par le territoire actuel de La Commission des écoles catholiques de Montréal, pour l'annexer pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de Montréal.

Québec, le 25 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2800-18-2-o 131-63

St-Louis

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de St-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, au territoire de La commission des écoles catholiques de St-Laurent, dans le même comté.

Québec, le 30 avril 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2824-18-2-o 236-63

Ste-Geneviève No 2

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Ste-Geneviève No 2, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire du village de Ste-Anne-de-Bellevue, dans le même comté.

Québec, le 1er mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2830-18-2-o 235-63

Ste-Odile-sur-Rimouski

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de Ste-Odile-sur-Rimouski, dans le comté de Rimouski, à la municipalité scolaire de la ville de Rimouski, dans le même comté.

Québec, le 1er mai 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

2831-18-2-o 455-58

county of Jacques-Cartier, that part of original lots Nos 12, 19 and 26 of the official cadaster of St-Laurent, bounded on the south by the Canadian National Railway, on the north, east and west by the present territory of the Montreal Catholic School Commission to annex it to the Catholic School Municipality of Montreal, for Catholics only.

Quebec, April 25, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2800-18-2 131-63

St-Louis

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Louis, in the county of Jacques-Cartier, to the territory of the Catholic school commission of St-Laurent, in the same county.

Quebec, April 30, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2824-18-2 236-63

Ste-Geneviève No 2

Application is made to annex the present territory of the school of commission of Ste-Geneviève No. 2, in the county of Jacques-Cartier, for the Catholics only, to the school municipality of the village Ste-Anne-de-Bellevue, in the same county.

Quebec, May 1, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2830-18-2 235-63

Ste-Odile-sur-Rimouski

Application is made to annex the present territory of the school commission of Ste-Odile-sur-Rimouski, in the county of Rimouski, to the school municipality of the town of Rimouski, in the same county.

Quebec, May 1, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

2831-18-2 455-58

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Village de Coaticook

Cadastre officiel du Village de Coaticook, municipalité de la Ville de Coaticook, division d'enregistrement de Coaticook.

Avis est par la présente donné que les lots 897, 898, 1060, 1061, 1064-1, 1065-1, 1066-1, 1067, 1068, 1133, 1134, 1135-1, 1147-1, 1148, 1149, 1210, 1211-1, 1223-1, 1224-1, 1225, 1226, 1227, 1923, 1924, 2089 et une partie des lots 1057 à 1059, 1062, 1063, 1069, 1132, 1150, 1208, 1209, 1228, 1918, 1919, 1922, 1945, 2085 sont annulés et le lot 2100 est ajouté en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 16 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2775-o

Department of Lands and Forests Cadastre

Village of Coaticook

Official cadastre of the Village of Coaticook, municipality of the Town of Coaticook, registration division of Coaticook.

Notice is hereby given that lots 897, 898, 1060, 1061, 1064-1, 1065-1, 1066-1, 1067, 1068, 1133, 1134, 1135-1, 1147-1, 1148, 1149, 1210, 1211-1, 1223-1, 1224-1, 1225, 1226, 1227, 1923, 1924, 2089 and a part of lots 1057 to 1059, 1062, 1063, 1069, 1132, 1150, 1208, 1209, 1228, 1918, 1919, 1922, 1945, 2085 are cancelled and lot 2100 is added in virtue of Article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 16, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

2775-o

Paroisse de L'Assomption Notre-Dame

Cadastre officiel de la paroisse de L'Assomption Notre-Dame, municipalité de Les Boules, division d'enregistrement de Matane.

Avis est par la présente donné que le lot 758, rang I, canton McNider est ajouté en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 9 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2775-o

Parish of L'Assomption Notre-Dame

Official cadastre of the parish of L'Assomption Notre-Dame, municipality of Les Boules, registration division of Matane.

Notice is hereby given that lot 758 range I, township of McNider is cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 9, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

2775-o

Paroisse de la Longue-Pointe

Cadastre officiel de la paroisse de la Longue-Pointe, municipalité de Ville d'Anjou, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 424-745 à 424-753, 426-387 et 426-388 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 17 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2775-o

Parish of the Longue-Pointe

Official cadastre of the parish of the Longue-Pointe, municipality of the town of Anjou, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 424-745 to 424-753, 426-387 and 426-388 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 17, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

2775-o

Paroisse de Rimouski

Cadastre officiel de la Paroisse de Rimouski, municipalité de la Ville de Rimouski, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que les lots 229, 234, 235 et 236 sont annulés et les lots 228, 230, 231, 233 et 237 sont amendés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 2 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2775-o

Parish of Rimouski

Official cadastre of the Parish of Rimouski, municipality of the Town of Rimouski, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lots 229, 234, 235 and 236 are cancelled and lots 228, 230, 231, 233 and 237 are amended in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 2, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

2775-o

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la Paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la Ville de St-Léonard, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 419-78 et la partie restante des lots 419-79, 419-91, 419-108, 419-115, 419-209, 419-210 et 419-213 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 10 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2775-o

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the Parish of Sault-au-Récollet, municipality of the Town of St-Léonard, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 419-78 and the remaining part of lots 419-79, 419-91, 419-108, 419-115, 419-209, 419-210 and 419-213 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 10, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

2775-o

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la Paroisse de St-Bruno, municipalité de la Ville de St-Bruno-de-Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 131-170 et 131-171 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 18 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2775-o

Parish of St-Bruno

Official cadastre of the Parish of St-Bruno, municipality of the Town of St-Bruno-de-Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 131-170 and 131-171 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 18, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

2775-o

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la cité de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 82-40-1 et 82-40-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 16 avril 1963.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

2775-o

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the city of Ste-Foy, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 82-40-1 and 82-40-2 are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, April 16, 1963.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

2775-o

Canton de Wentworth

Cadastre officiel du canton de Wentworth, municipalité de Wentworth-Nord, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 9-B-300 à 9-B-302 Rang IX sont annulés en vertu de l'article 2174A, du Code civil.

Québec, le 28 mars 1963.

2775-0

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Township of Wentworth

Official cadastre of the township of Wentworth, municipality of Wentworth-North, registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 9-B-300 to 9-B-302 range IX are cancelled in virtue of article 2174A, of the Civil Code.

Quebec, March 28, 1963.

2775-0

FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

Ministère du Travail**Avis de modification**

*Institutions religieuses
Région de Saint-Hyacinthe*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et maisons d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à la considération et à l'appréciation du lieutenant-gouverneur en conseil des amendements au décret numéro 491 du 10 février 1945, dans sa teneur modifiée.

1° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Termes généraux:* 1° Le terme « salarié régulier » désigne tout salarié ayant quarante-cinq (45) jours et plus de service continu avec l'employeur.

2° Le terme « salarié à temps partiel » désigne tout salarié régulier qui travaille continuellement moins que la semaine régulière de travail; il sera rémunéré pour les vacances et fêtes chômées et payées proportionnellement à sa semaine ou à sa journée travaillée.

3° Le terme « salarié à l'essai » désigne tout salarié ayant moins de quarante-cinq (45) jours de service continu avec l'employeur. Ces salariés n'ont pas droit aux bénéfices du présent décret, sauf pour ce qui a trait aux échelles de salaires et aux heures de travail.

4° Le terme « salarié surnuméraire » désigne tout salarié travaillant occasionnellement ou travaillant moins de la moitié de la semaine régulière de travail de sa catégorie ou travaillant durant les périodes comprises entre le premier mai et le trentième jour de septembre, le quinzième jour de décembre et le quinzième jour de janvier.

5° Dès son embauchage, le salarié sera informé de son statut quant aux définitions ci-haut décrites. »

2° Les paragraphes 1 à 8 inclusivement de l'article V, seront remplacés par les suivants:

« 1° Le terme « sacristain ou bedeau » désigne tout salarié employé par une fabrique, corporation ou ministre du culte en charge d'une église, chapelle paroissiale ou autre immeuble affecté à un culte catholique, soit uniquement pour des fonctions propres au sacristain ou bedeau, soit pour des travaux permis au préposé à l'entretien ou à l'homme de service, soit encore pour d'autres fonctions.

2° Le terme « employé en charge d'un département ou d'un service » désigne tout salarié qui a la responsabilité du personnel d'un département ou du personnel d'un service, soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'institution.

Department of Labour**Notice of amendment**

*Religious Institutions
Region of St. Hyacinthe*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the religious institutions, hospitals and educational establishments of the region of St. Hyacinthe have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 491 of February 10, 1945, as amended.

1. Article IV will be replaced by the following:

« IV. *General terms:* 1. The term "regular employee" means any employee with forty-five (45) days and more of continuous service with the employer.

2. The term "part time employee" means any regular employee who works continuously less than the standard work week. For vacation and holidays with pay, he shall be paid in proportion to his working time in the week or in the day.

3. The term "probationer" means any employee with less than forty-five (45) days of continuous services with the employer. These employees shall not be entitled to the benefits of the present decree, except as regards scales of wages and hours of work.

4. The term "occasional employee" means any employee working occasionally or working less than half the regular work week of his category or working in the periods comprised between May 1 and September 30, December 15 and January 15.

5. At the time of his employment, the employee shall be informed as to his status in respect of the above definitions. »

2. Paragraphs 1 to 8 inclusive of article V will be replaced by the following:

« 1. The words "sexton or verger" mean a person employed by a church council, corporation or clergyman in charge of a church, parochial chapel or other building assigned to catholic worship, either solely for sexton's or verger's duties, either for work permitted maintenance men or service men, or for other duties. »

2. The words "employee in charge of a department or service" mean any employee in charge of the personnel of a department or service, whether inside or outside the institution.

3° Le terme « cuisinier qualifié » désigne tout salarié qui s'occupe de la cuisson des aliments, du dépeçage des viandes et de tous les autres travaux ordinairement exécutés par un cuisinier.

4° Le terme « pâtissier qualifié » désigne tout salarié qui fait les gâteaux et les pâtisseries.

5° Le terme « boucher qualifié » désigne tout salarié employé dans le département où l'on tue, congèle, conserve et coupe les viandes destinées à l'alimentation.

6° Le terme « boulanger qualifié » désigne tout salarié employé à la préparation et à la cuisson du pain.

7° Le terme « buandier qualifié » désigne tout salarié employé à la buanderie.

8° a) Le mot « infirmier » désigne tout salarié employé à la garde, au soin et au traitement des malades, mais non une personne occasionnellement préposée à la surveillance d'un patient.

b) Le terme « infirmier diplômé, cours d'un an et demi » désigne tout salarié qui, après un an et demi d'études et de pratique dans un hôpital reconnu, a obtenu dudit hôpital, le diplôme attestant qu'il possède la compétence requise pour exercer la profession.

c) Le terme « infirmier diplômé, cours de trois ans » désigne tout salarié qui, après trois (3) ans d'études et de pratique dans un hôpital reconnu, a obtenu dudit hôpital, le diplôme attestant qu'il possède la compétence requise pour exercer la profession.

3° Les paragraphes suivants seront ajoutés à l'article V :

« 13° Le terme « aide-technicien » désigne tout salarié employé dans les fonctions suivantes: aide aux travaux de laboratoire, R.X., électroradiologie, physiothérapie, chirurgie et pharmacie.

14° Le mot « magasinier » désigne tout salarié dont l'occupation principale consiste à recevoir la marchandise et la classer, de même qu'à préparer les commandes pour les départements et à en faire la distribution.

15° Le terme « commis masculin » désigne tout salarié employé à l'une ou l'autre des fonctions suivantes: commis, dactylo, téléphoniste, préposé aux renseignements et à l'admission des malades ou tout autre travail ordinairement considéré comme travail de bureau.

16° Le terme « salarié non compris dans les catégories précédentes » désigne tout salarié non compris dans les classifications précédentes.

17° Le terme « mécanicien de machine fixe » désigne toute personne sujette à la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 178).

La classification des machines fixes, les catégories et la classification des mécaniciens de machines fixes se font suivant les dispositions de la Loi des mécaniciens de machines fixes et des règlements pris en son exécution.

18° Le mot « chauffeur » désigne toute personne qui, porteur ou non d'un certificat de mécanicien, n'agit pas comme chef-mécanicien ou mécanicien de classe, mais sert d'aide à un chef-mécanicien ou à un mécanicien de classe et travaille sous la surveillance et la direction immédiate de ces derniers.

La classification des chauffeurs se fait suivant les dispositions de la Loi des mécaniciens de machines fixes et des règlements pris en son exécution.

4° L'article VI sera remplacé par le suivant:
« VI. Salariés du sexe féminin: 1° a) Le mot « infirmière » (en anglais « nurse ») désigne toute personne du sexe féminin possédant les

3. The words "qualified cook" mean any employee whose work is concerned with the cooking of the food, meat carving and all other work ordinarily performed by a cook.

4. The words "qualified pastry-cook" mean any employee whose work is concerned with the cooking of cakes and pastries.

5. The words "qualified butcher" mean any employee of the department where slaughtering is done and where meat intended for food is frozen, preserved and cut.

6. The words "qualified baker" mean any employee whose work is concerned with the preparation and baking of bread.

7. The words "qualified launderer" mean any laundry employee.

8. a) The word "orderly" means any employee whose work is concerned with the custody, care and treatment of patients, but shall not comprise persons occasionally caring for a patient.

b) The words "certificated orderly (course of one year and a half)" mean any employee who, after one year and a half of study and practice in a recognized hospital has obtained, from the said hospital, a diploma acknowledging that he has the competency required to practise the profession.

c) The words "certificated orderly (course of three years)" mean any employee who, after three years of study and practice in a recognized hospital has obtained, from the said hospital, a diploma acknowledging that he has the competency required to practise the profession.

3. The following paragraphs will be added to article V:

"13. The term "assistant technician" means any employee whose work as assistant is concerned with the following: laboratory work, X-Ray, electroradiology, physiotherapy, surgery and pharmacy.

14. The words "store keeper" mean any employee whose main occupation consists in receiving goods and classifying same; it includes the making out of orders for the various departments and the distribution thereof.

15. The term "male clerk" means any employee in anyone of the following functions, clerk, typist, telephone operator, information clerk, sick persons admittance clerk or any other work ordinarily considered as office work.

16. The term "employee not included in the foregoing categories" means any employee not included in the foregoing classifications.

17. The term "stationary engineman" means any person subject to the Stationary Enginemen Act (R.S.Q., 1941, ch. 178).

The classification of stationary engines, the categories and classification of stationary enginemen shall be made according to the provisions of the Stationary Enginemen Act and of the regulations passed under its authority.

18. The word "fireman" means any person, not necessarily holding an engineman's certificate and not acting as chief-engineman or certified engineman but employed as helper to a chief-engineman or to a certified engineman and working under their supervision and direction.

The classification of fireman shall be made according to the provisions of the Stationary Enginemen Act and of the regulations passed under its authority.

4. Article VI will be replaced by the following:
"VI. Female employees: 1. a) The word "Nurse" (in French "Infirmière"), means any female person having the qualifications required by

qualités requises par la Loi 10, George VI, chapitre 88, 1946, et qui est autorisée à rendre, moyennant rémunération, des services touchant le soin des malades et à donner les soins destinés à prévenir les maladies, et toute membre de l'Association des Infirmières de la province de Québec.

b) Le terme « infirmière en charge d'un département ou d'un service » désigne toute infirmière licenciée qui a la responsabilité d'un département ou d'un service, lequel comprend les malades ou le personnel sous ses charges.

c) Le terme « infirmière assistante-hospitalière » désigne toute infirmière qui partage habituellement et régulièrement, durant toute sa semaine de travail, les fonctions de l'hospitalière et la remplace durant son congé hebdomadaire.

d) Le terme « infirmière chef d'équipe » désigne toute infirmière chargée d'établir, de concert avec les membres de l'équipe, les soins infirmiers nécessaires à un groupe de patients confiés à l'équipe, de diriger et surveiller les membres de l'équipe dans l'application du régime des soins; d'adopter les moyens qui permettent à l'équipe de ne cesser d'évaluer le régime et de l'adapter aux besoins du patient.

e) Le terme « infirmière institutrice » désigne toute infirmière chargée de l'enseignement de la théorie et/ou des aspects pratiques de l'art et de la science du nursing.

f) Le terme « infirmière employée de bureau » désigne toute infirmière employée à un travail ordinairement considéré comme travail de bureau.

g) Le terme « infirmière non licenciée » désigne toute infirmière diplômée qui attend l'enregistrement et la licence.

2° Le terme « surveillante en charge d'un département ou d'un service » désigne toute salariée qui a la responsabilité du personnel d'un département ou du personnel d'un service, à l'intérieur de l'institution.

3° Le mot « institutrice » désigne toute salariée qui exerce la profession d'enseigner avec toutes les fonctions que comporte cette charge, dans une institution régie par ce décret et dont le traitement est à la charge de ladite institution.

4° Le terme « employée de bureau » désigne toute salariée employée à l'une ou l'autre des fonctions suivantes: commis, dactylo, téléphoniste, préposée aux renseignements et à l'admission des malades ou à tout autre travail ordinairement considéré comme travail de bureau.

5° Le terme « secrétaire-sténo-dactylo » désigne toute salariée qui est sténo-dactylo et qui fait les travaux ordinairement exécutés par une secrétaire et qui peut prendre certaines responsabilités en l'absence de son patron.

6° Le terme « garde-malade auxiliaire ou garde-bébé graduée et licenciée » désigne toute salariée ayant obtenu un diplôme d'une école reconnue par l'Association des Gardes-malades auxiliaires de la province de Québec.

7° Le terme « aide-maternelle ou aide-infirmière » (avec cours), désigne toute salariée qui travaille sous la direction des gardes-malades religieuses ou laïques et qui donne certains soins aux bébés ou aux malades et qui a suivi un cours à cet effet, mais qui ne détient pas un diplôme d'une école reconnue.

8° Le terme « aide-technicienne » désigne toute salariée employée dans les fonctions suivantes: aide aux travaux techniques de laboratoire, R.X., électroradiologie, physiothérapie, chirurgie et pharmacie.

Act 10 George VI, chapter 88, 1946, and who is authorized to render remunerated services in respect of the care of the sick and to give cares for the prevention of disease, and any member of the Association of Nurses of the Province of Quebec.

b) The words "nurse in charge of a department or service" mean any licensed nurse responsible for a department or a service which includes the patients or the personnel of which she is in charge.

c) The words "nurse assistant hospitalière" mean any nurse who helps ordinarily or regularly, during all her work week, the "hospitalière" and replaces her on her weekly holiday.

d) The words "shift leader nurse" mean any nurse whose work consists in establishing, together with the members of the shift, the nursing cares required by a group of patients entrusted to the shift, in directing and supervising the members of the shift in the application of the various cares, in adopting the means that will permit the constant control of the diet or cares and in adapting same to the patient.

e) The term "teaching nurse" means any nurse entrusted with the teaching of the theory and/or practical aspects of the nursing art and science.

f) The words "office nurse" mean any nurse whose occupation is usually considered as office work.

g) The term "unlicensed nurse" means any certificated nurse before she is registered and before she obtains license.

2. The words "supervisor in charge of a department or service" mean any employee who has the responsibility of the personnel of a department or of the personnel of a service, inside of the institution.

3. The word "teacher" means any person carrying out the teacher's work and all the duties appertaining to this function, in an institution governed by this decree and whose salary is paid by the said institution.

4. The words "female office employee" mean any person holding one of the following functions: clerk, typist, telephone operator, information clerk, sick persons admittance clerk or any other occupation considered as office work.

5. The term "secretary-stenographer-typist" means any female employee who is a stenographer and typist and who does the work ordinarily done by a secretary and who can take some responsibilities in the absence of her employer.

6. The terms "auxiliary nurse" or "certificated and licensed baby nurse" means any female employee who has obtained a diploma from a school recognized by l'Association des Gardes-malades auxiliaires de la province de Québec".

7. The term "maternity ward attendant or nurse assistant" (who has followed a course) means any female employee who works under the direction of sister or lay nurses and who gives some cares to babies and patients and who has followed a course to that effect but who does not hold a diploma from a recognized school.

8. The words "technician's helper" mean any female employee engaged in the following functions: laboratory assistant (technical work), W. Ray, electroradiology, physiotherapy, surgery and pharmacy.

9° Le mot « cuisinière » désigne toute salariée qui a la responsabilité générale de la cuisine d'une institution ou d'une autre partie importante d'une telle cuisine, par exemple: cuisson des viandes, pâtisseries, régimes.

10° Le terme « aide-cuisinière » désigne toute salariée qui aide à la préparation des aliments, mais ne fait pas habituellement la cuisson.

11° Le terme « presseuse » désigne toute salariée qui, durant au moins la moitié de la semaine de travail, presse sur une presse automatique ou non, des uniformes, etc.

12° Le mot « couturière » désigne toute salariée employée à la confection des patrons et de la lingerie, au taillage et à l'ajustage des habits, mais non une personne employée au raccommodage.

13° Le terme « employée junior » désigne toute salariée ayant moins de dix-huit (18) ans.

14° Le terme « employée non comprise dans les catégories précédentes » désigne toute salariée non comprise dans les catégories précédentes.

5° Les articles VII à XXXV inclusivement, seront remplacés par les suivants:

CHAPITRE 3

« VII. Dispositions particulières relatives aux sacristains ou bedeaux.

1° Salaires hebdomadaires:

Zone I: Dans toutes les paroisses . . .	\$60.00
Zone II: Dans toutes les paroisses . . .	55.00
Zone III: Dans les paroisses à population supérieure à 1500 âmes	41.00
Dans les paroisses à population variant entre 1250 à 1500 âmes	37.00
Dans les paroisses à population variant entre 1000 et 1250 âmes	35.00
Dans les paroisses à population inférieure à 1000 âmes.	33.00

2° Salaires horaires:

Zone I: Dans toutes les paroisses . . .	1.25
Zone II: Dans toutes les paroisses . . .	1.15
Zone III: Dans les paroisses à population supérieure à 1500 âmes	0.95
Dans les paroisses à population variant entre 1250 et 1500 âmes	0.85
Dans les paroisses à population variant entre 1000 et 1250 âmes	0.80
Dans les paroisses à population inférieure à 1000 âmes.	0.75

Exception: Le village de Roxton Falls sera compris dans la zone III. Toutefois, dès que sa population sera supérieure à 2000 âmes, il sera compris dans la zone II.

Note: Le mot « paroisse » doit s'entendre de la paroisse au sens religieux et non au sens de municipalité. La population de ces paroisses est celle qui apparaît dans *Le Canada Ecclésiastique* de l'année courante.

3° Heures de travail: Il n'y a pas de détermination des heures de travail. Toutefois, après six (6) heures p.m., le sacristain ou bedeau n'est pas tenu, sauf en cas d'urgence, d'exécuter d'autres travaux que ceux relatifs aux offices religieux, au chauffage, à la fermeture de l'église et tout ce qu'elle comporte.

4° Dans les zones I et II, le sacristain ou bedeau est employé à temps complet et doit recevoir le salaire hebdomadaire fixé au para-

9. The words "female cook" mean any employee who has the general responsibility of the kitchen of an institution or of an important part of such kitchen, as for instance: the cooking of the meat, pastry-making, diets.

10. The words "female cook's helper" mean any female employee who helps in the preparation of the food, but does not ordinarily do the cooking.

11. The word "presser" means any employee whose work, for at least half her work week, is concerned with pressing uniforms, etc., on an automatic or other press.

12. The word "seamstress" means any female employee whose work is concerned with the making of patterns and linen goods, the tailoring and fitting of clothes but does not include persons doing the mending.

13. The words "junior female employee" mean any female employee under 18 years of age.

14. The words "female employee not comprised in the foregoing categories" mean any female employee not comprised in the foregoing categories.

5. Articles VII to XXXV inclusive, will be replaced by the following:

CHAPTER 3

"VII. Special provisions concerning sextons or vergers:

1. Weekly wages:

Zone I: In all parishes	\$60.00
Zone II: In all parishes	55.00
Zone III: In parishes of more than 1,500 souls	41.00
In parishes of from 1,250 to 1,500 souls	37.00
In parishes of from 1,000 to 1,250 souls	35.00
In parishes of less than 1,000 souls	33.00

2. Hourly wages:

Zone I: In all parishes	1.25
Zone II: In all parishes	1.15
Zone III: In parishes of more than 1,500 souls	0.95
In parishes of from 1,250 to 1,500 souls	0.85
In parishes of from 1,000 to 1,250 souls	0.80
In parishes of less than 1,000 souls	0.75

Exception: The village of Roxton Falls will be comprised in zone III. However, when its population will exceed 2000 souls, it will be comprised in zone II.

Note: The word "parish" shall mean a parish in the regions and not in the municipal sense. The population of these parishes is that which appears in *Le Canada Ecclésiastique* for the current year.

3. Hours of work: There shall be no limitation as to working hours. However, after 6:00 p.m. the sexton or the verger shall not be required, except for urgent work, to do work that is not concerned with religious services, heating, the closing of the church and all that it implies.

4. In zones I and II, the sexton of verger shall be employed on a full-time basis and shall receive the weekly wages established in paragraph 1,

graphe 1, sauf dans des cas spéciaux qui doivent être soumis au Comité paritaire et approuvés par ledit Comité et alors, il est rémunéré au taux de \$1.25 l'heure dans la zone I et au taux de \$1.15 l'heure dans la zone II et selon le nombre d'heures de travail qu'il accomplit habituellement par semaine.

5° Dans la zone III, le sacristain ou bedeau qui est requis de travailler moins de trente (30) heures par semaine ou jusqu'à concurrence de trente (30) heures, sera rémunéré au taux horaire fixé au paragraphe 2.

6° Dans la zone III, le sacristain ou bedeau qui est requis de travailler plus de trente (30) heures par semaine ou jusqu'à concurrence de soixante (60) heures, doit être rémunéré, ou au salaire hebdomadaire fixé au paragraphe 1 ou au taux horaire fixé au paragraphe 2 et selon le nombre d'heures de travail qu'il accomplit habituellement par semaine.

7° *Travaux exécutés pour le curé*: Le sacristain ou bedeau qui exécute un travail rapportant un certain revenu au curé, doit être rémunéré pour ce travail, à un taux horaire non inférieur à celui prévu pour sa zone. Cette rémunération doit lui être versée en plus de son salaire régulier comme sacristain ou bedeau.

8° *Enlèvement de la neige*: Dans toutes les zones, chaque fois que le curé le jugera nécessaire, un aide payé par la Fabrique sera fourni au sacristain ou bedeau, pour l'enlèvement de la neige.

9° *Creusage des fosses*: Le creusage des fosses ne relève pas du travail régulier du sacristain ou bedeau. Toutefois, le sacristain ou bedeau aura la préférence d'agir comme fossoyeur, à condition qu'il fasse le travail lui-même, à moins d'entente contraire avec le curé. Le prix du creusage des fosses sera déterminé avec le curé et selon le règlement du cimetière, là où il existe un tel règlement.

10° *Entretien du cimetière*: Dans les zones I et II, l'entretien du cimetière ne relève pas du travail régulier du sacristain ou bedeau. Toutefois, préférence sera accordée au sacristain ou bedeau de faire ledit entretien et la rémunération d'un tel travail, lui sera versée en plus de son salaire régulier comme sacristain ou bedeau et selon le taux horaire de sa zone, tel que fixé au paragraphe 2.

11° *Jours chômés et payés*: Le Premier de l'An, le Lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, le Jour de l'Action de Grâce et Noël, sont des jours chômés et payés, commençant après la ou les messes du matin, les mariages et les sépultures.

S'il est difficile ou impossible d'accorder le congé le jour même de la fête, ce congé doit être accordé au cours de la semaine. Si le congé n'est pas accordé au cours de la semaine, le sacristain ou bedeau doit recevoir une rémunération équivalente à dix (10) heures de travail, au taux horaire fixé au paragraphe 2.

12° *Congé hebdomadaire*: Aux sacristains ou bedeaux, dans toutes les zones, il est accordé une (1) journée de congé par semaine. Une entente, entre le curé et le sacristain, déterminera si tel congé sera en journée complète ou en deux (2) après-midi.

Dans tous les cas où le congé hebdomadaire n'est pas accordé, le sacristain ou bedeau recevra une indemnité équivalente à dix (10) heures de travail pour la journée complète et à cinq (5) heures de travail pour la demi-journée, au taux horaire fixé au paragraphe 2.

13° *Vacances payées*: a) L'employeur doit accorder, chaque année, les vacances payées suivantes

except for special cases which shall be submitted to the Parity Committee and approved by the said Committee; then, he shall be remunerated on an hourly basis of \$1.25 in zone I or \$1.15 in zone II and according to the number of hours worked, habitually, per week.

5. In zone III, the sexton or verger who is required to work less than thirty (30) hours per week, or to the extent of thirty (30) hours, shall be remunerated or on an hourly basis as paragraphe 2.

6. In zone III, the sexton or verger who is required to work more than thirty (30) hours per week, or to the extent of sixty (60) hours, shall be remunerated either on the basis of the weekly wages fixed in paragraph 1 or on an hourly basis as determined in paragraph 2 for the number of hours worked, habitually, per week.

7. *Work done for the parish priest*: The sexton or verger who does work that brings in an income for the parish priest shall be remunerated for that work at a rate not lower than that established for his zone. Such remuneration shall be paid in excess of his regular wages as sexton or verger.

8. *Removal of the snow*: In all zones, whenever the parish priest so decides, a helper paid by the Church Council shall be hired to help the sexton or verger for the removal of the snow.

9. *Digging of graves*: The digging of graves is not included in the regular work of the sexton or verger. However, the sexton or verger, unless otherwise agreed upon with the parish priest, shall have the privilege of acting as grave digger providing he does the work himself. The rate of pay for grave digging shall be determined with the parish priest and according to the cemetery regulations where such regulations exist.

10. *Cemetery maintenance*: In zones I and II, the maintenance of cemeteries is not included in the regular work of the sexton or verger. However, the sexton or verger shall have the privilege of doing the said maintenance work and the remuneration for such work shall be paid to him in excess of his regular wages as sexton or verger and according to the hourly rate established for his zone in paragraph 2 hereof.

11. *Holidays with pay*: New Year's Day, Easter Monday, St-Jean-Baptiste Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay, beginning after morning mass or masses, marriages and funeral services.

Should it be difficult or impossible to give the day off on the very day of the holiday, it will be given in the course of the week. Should the holiday not be given in the course of the week, the sexton or verger shall be paid for ten (10) hours of work at the rates established in paragraph 2.

12. *Weekly holiday*: To sextons or vergers, in all zones, there shall be granted one (1) day off every week. It shall be determined, by agreement between the parish priest and the sexton, whether the day off or holiday shall be a complete day off or two (2) afternoons.

Should the weekly holiday not be granted, the sexton or verger shall receive an indemnity equivalent to ten (10) hours of work for the complete day and to five (5) hours of work for the half day, at the rate fixed in paragraph 2.

13. *Vacation with pay*: a) Every employer shall grant, every year, the following vacation with pay:

i. aux sacristains ou bedeaux ayant quatre (4) ans de service et plus, deux (2) semaines;

ii. aux sacristains ou bedeaux ayant moins de quatre (4) ans de service, une (1) semaine;

iii. Aux sacristains ou bedeaux qui, à la date des vacances, n'ont pas un (1) an de service, un congé payé d'autant de demi-jours qu'ils ont de mois de calendrier de service.

b) Les vacances doivent être données durant les mois de mai, juin, juillet, août et septembre, à moins d'une entente entre l'employeur et le salarié, pour choisir une autre période de l'année.

c) L'employeur peut toutefois donner en salaire les vacances ci-haut établies, au sacristain ou bedeau auquel il lui est difficile, en raison des circonstances, de donner les susdites vacances.

d) L'employeur doit faire connaître quinze (15) jours à l'avance, au sacristain ou bedeau, la date de ses vacances.

e) Période de service continu donnant droit au congé: Pour chaque congé annuel payé, la période de service continu s'établit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente.

14° Jours de congés payés pour cause de maladie: Au sacristain ou bedeau qui a un (1) an de service et plus, l'employeur doit accorder, chaque année, pour cause de maladie, les jours de congés payés suivants:

a) au sacristain ou bedeau ayant cinq (5) ans de service et plus, douze (12) jours;

b) au sacristain ou bedeau ayant moins de cinq (5) ans de service, six (6) jours.

15° Indemnité en cas de renvoi ou de départ: Tout sacristain ou bedeau congédié ou qui quitte son emploi à droit, à son départ, sauf dans les cas prévus au paragraphe 16 ci-après, à une indemnité équivalente à une demi-journée de travail, par mois de calendrier de service, depuis le premier mai précédant la date de son départ.

16° Tout sacristain ou bedeau qui quitte le service de son employeur, sans donner le préavis prévu à l'article XIX, perd ses droits d'indemnité de départ. Il en est de même, pour tout sacristain ou bedeau qui quitte son emploi avant que la période de temps, prévue par ledit préavis donné ou reçu, soit terminée.

CHAPITRE 4

VIII. Dispositions particulières relatives aux infirmières.

1° Salaires hebdomadaires: Zones

	I, II et III
a) Infirmière non licenciée.....	\$59.00
b) Infirmière:	
1ère année.....	65.50
Après un (1) an...	69.50
Après deux (2) ans	72.50
Après trois (3) ans	76.50
c) Infirmière en charge d'un département ou d'un service:	
1ère année.....	73.50
Après un (1) an...	77.50
Après deux (2) ans	80.50
Après trois (3) ans	84.50
d) Infirmière assistante-hospitalière:	
1ère année.....	68.50
Après un (1) an...	72.50
Après deux (2) ans	75.50
Après trois (3) ans	79.50
e) Infirmière chef d'équipe:	
1ère année.....	67.00
Après un (1) an...	71.00

i. to sextons or vergers with four (4) or more years of service, two (2) weeks;

ii. to sextons or vergers with less than four (4) years of service, one (1) week;

iii. to sextons or vergers who, at the time of vacation, have less than one (1) year of service, a holiday with pay consisting of as many half-days as they have calendar months of service;

b) Such vacation shall be given during the months of May, June, July, August and September unless the employer and the employee agree upon another period of the year.

c) The employer may, however, give a wage compensation for the vacations above established, to the sexton or verger to whom it would be difficult, owing to circumstances, to give the said vacations.

d) The employer shall let the sexton or verger know the date of his vacation fifteen (15) days in advance.

e) Period of continuous service which entitles to a vacation: For each annual vacation with pay, the period of continuous service extends from May 1st of one year to April 30th of the following year.

14. Days of absence for illness, with pay: To sextons or vergers with one (1) year of service or more, employers shall grant, each year, the following days off with pay for illness:

a) to sexton or vergers with five (5) years of service or more, twelve (12) days;

b) to sextons or vergers with less than five (5) years of service, six (6) days;

15. Compensation in the event of discharge or departure: Every sexton or verger who is discharged or who leaves his employer is entitled, upon leaving, except for cases provided in paragraph 16 to an indemnity equivalent to one half-day of work per calendar month of service since May 1 preceding the date of departure.

16. Every sexton or verger who leaves his employer without giving the notice referred to in article XIX loses his rights in respect of departure indemnity. The same applies when a sexton or verger employee leaves his employer before the completion of the period of the notice, given or received.

CHAPTER 4

VIII. Special provisions concerning nurses:

1. Weekly wages: Zones

	I, II and III
a) Unlicensed nurse ..	\$59.00
b) Nurse:	
1st year	65.50
after one year	69.50
after two years	72.50
after three years ..	76.50
c) Nurse in charge of a department of service:	
1st year	73.50
after one year	77.50
after two years	80.50
after three years ..	84.50
d) Nurse, assistant "hospitalière":	
1st year	68.50
after one year	72.50
after two years	75.50
after three years ..	79.50
e) Shift leader nurse:	
1st year	67.00
after one year	71.00

	Zones I, II et III		Zones I, II and III
Après deux (2) ans	\$ 74.00	after two years ...	\$ 74.00
Après trois (3) ans	78.00	after three years ...	78.00
f) Infirmière institu- trice:		f) Teaching nurse:	
1ère année	71.50	1st year	71.50
Après un (1) an . . .	75.50	after one year	75.50
Après deux (2) ans	79.50	after two years	79.50
Après trois (3) ans	82.50	after three years . . .	82.50
g) Infirmière employée de bureau:		g) Office nurse:	
1ère année	65.50	1st year	65.50
Après un (1) an	69.50	after one year	69.50
Après deux (2) ans	72.50	after two years	72.50
Après trois (3) ans	76.50	after three years . . .	76.50

2° Heures de travail: La semaine régulière de travail est de trente-sept heures et demie (37½), répartie en cinq (5) jours de sept heures et demie (7½).

3° Temps supplémentaire: a) Tout travail exécuté à la demande expresse de l'hospitalière en chef ou de la surintendante de nuit, en sus de la journée régulière de sept heures et demie (7½) ou de la semaine régulière de travail, sera payé à temps et demi pour toute heure additionnelle de travail.

b) Tout travail exécuté les jours de congés hebdomadaires, à la demande expresse de l'hospitalière en chef ou de la surintendante de nuit, sera payé à temps et demi.

4° Congés hebdomadaires: Toute infirmière travaillant soit de jour, soit de nuit, aura droit à deux (2) journées complètes de congé par semaine, mais ces journées ne seront pas nécessairement consécutives.

5° Jours chômés et payés: a) Le Jour de l'An, l'Épiphanie, le Lundi de Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, l'Action de Grâce, la Toussaint et Noël, sont des jours de fête chômés et payés.

b) Si des infirmières sont tenues de travailler ces jours chômés ci-haut, l'employeur devra leur accorder leur congé, dans les quinze (15) jours qui précèdent ou dans les quinze (15) jours qui suivent le jour de fête chômé et payé ou rémunérer leurs heures de travail à temps double.

c) Pour bénéficier des dispositions du présent paragraphe, l'infirmière devra avoir été à l'emploi de l'employeur depuis trente (30) jours et devra accomplir ses fonctions ordinaires le jour ouvrable précédent et celui suivant la fête, à moins d'absence par maladie acceptée par l'employeur, ou à moins que l'absence n'ait été autorisée, par écrit, à l'avance.

d) Par exemption, les jours chômés et payés qui se présentent durant la période des vacances annuelles payées, sont rémunérés ou payés dans les trente (30) jours de leur occurrence.

6° Vacances: a) Toute infirmière a droit:

i. après un (1) an de service ininterrompu, à deux (2) semaines de calendrier de vacances payées, au taux de son salaire régulier;

ii. après trois (3) ans de service consécutif et ininterrompu, à vingt et un jours de calendrier de vacances payées, au taux de son salaire régulier;

iii. après cinq (5) ans de service consécutif et ininterrompu, à vingt-huit (28) jours de calendrier de vacances payées, au taux du salaire régulier.

iv. toute infirmière qui, au premier mai de chaque année, n'aura pas un (1) an de service continu, aura droit à une (1) journée de vacances payées, pour chaque mois de service, au taux de son salaire régulier.

2. Hours of work: The standard work week shall consist of 37½ hours distributed into 5 days of 7½ hours.

3. Overtime: a) All time worked at the express request of chief "hospitalière" or night superintendent in excess of the regular day of seven and one half (7½) hours or of the regular work week shall be paid at the rate of time and one half for all additional hours worked.

b) All time worked on weekly holidays at the express request of the chief or night superintendent shall be paid at the rate of time and one half.

4. Weekly holidays: Every nurse who works during the day or night shall be entitled to two (2) complete days off per week, but such days need not be continuous.

5. Holidays with pay: a) New Year's Day, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, St-Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day and Christmas Day shall be holidays with pay.

b) Should nurses be required to work on the above mentioned holidays, the employer shall grant either them a holiday in the fifteen (15) days preceding or the fifteen (15) days following the holiday with pay or shall pay double time rates for all time so worked.

c) To benefit by the provisions of the present paragraph, the nurse must have been in the employ of the employer for at least thirty (30) days and must carry out her ordinary functions the working day before and the working day following the holiday unless she has been absent for illness recognised by the employer or unless the absence had been authorized, in writing, in advance.

d) However, holidays with pay falling in the annual vacation with pay period shall be remunerated or paid within the thirty (30) days following their occurrence.

6. Vacation: a) Every nurse shall be entitled: i. after one (1) year of continuous service, to two (2) calendar weeks of vacation with pay, at the rate of straight time;

ii. after three (3) years of consecutive and continuous services, to twenty-one calendar days of vacation with pay, at the rate of straight time;

iii. after five (5) years of consecutive and continuous service, to twenty-eight (28) calendar days of vacation with pay, at the rate of straight time.

iv. every nurse who, on May 1 of each year, has not one (1) year of continuous service, shall be entitled to one (1) day of vacation with pay, for every month of service, at the rate of straight time.

b) La période de service continu, donnant droit à telles vacances, s'établit du premier mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente.

c) La période de prise de vacances sera comprise entre le quinze (15) mai et le quinze (15) octobre de chaque année. L'employeur fixera la date des vacances de chacune des infirmières, les plus anciennes ayant le premier choix, à moins d'entente contraire avec les intéressées.

d) La rémunération des vacances sera remise avant le départ de l'infirmière pour ses vacances.

e) Une absence autorisée par écrit, donné par l'employeur et ne dépassant pas trois (3) mois, ne constituera pas une interruption de service.

f) En quittant le service de son employeur, toute infirmière aura droit au bénéfice des jours de vacances accumulés à la date de son départ.

7° *Congés en cas de décès*: Dans le cas de décès (père, mère, frère, soeur et époux) l'infirmière bénéficiera d'un (1) jour de congé payé, après six (6) mois d'emploi continu; deux (2) jours de congés payés après neuf (9) mois d'emploi continu; trois (3) jours de congés payés après douze (12) mois d'emploi continu. L'infirmière qui bénéficiera de ces congés payés, devra donner la preuve du décès à l'employeur.

8° *Salaires payés en cas de maladie*: a) Toute infirmière ayant au moins six (6) mois de service continu, aura droit à une (1) journée de maladie payée par mois de service et ces congés sont cumulatifs jusqu'à concurrence de vingt-huit (28) jours ouvrables. L'employeur devra lui payer son salaire régulier à partir de la deuxième journée de maladie, toute absence par maladie d'une journée ne devant pas être payée, sauf au cas d'hospitalisation ou malaie d'une durée d'au moins cinq (5) jours.

b) Pour avoir droit aux bénéfices mentionnés, l'infirmière devra aviser l'employeur dès la première journée de la cessation de son travail pour cause de maladie.

c) L'employeur aura le droit de contrôle la maladie et d'exiger un certificat médical. Cette disposition s'applique aussi ans le cas des crédits cumulatifs maladie, prévus au présent paragraphe.

9° *Travail du soir et de nuit*: a) Toute infirmière faisant tout son service entre trois (3) heures p.m. et huit (8) heures a.m., recevra chaque fois, en plus de son salaire régulier, une prime de un dollar et vingt sous (\$1.20) pour service du soir et de quatre-vingts sous (\$0.80) pour service de nuit.

b) Cette prime ne sera pas ajoutée au taux du salaire régulier pour calculer la rémunération du surtemps et tous autres bénéfices d'appoint (vacances, jour chômés et payés, jours de maladie)

10° *Blanchissage*: L'uniforme de coton (robe seulement) sera blanchi et repassé par l'employeur, à raison de deux (2) uniformes par semaine.

CHAPITRE 5

IX. *Dispositions particulières relatives aux salariés d'institutions d'assistance publique (hôpitaux), hospices, institutions religieuses et institutions d'enseignement.*

1° *Salaires hebdomadaires*:

A) *Salariés des institutions d'assistance publique (hôpitaux)*

Zones

i. *Salariés du sexe masculin*: 1, II et III

a) *Employé en charge d'un département ou d'un service*.....

\$5.00 de plus que le taux maximum de sa catégorie

b) The period of continuous service which entitles to the vacation extends from May 1 of one year to April 30 of the following year.

c) The period of vacation shall be comprised between May 15 and October 15 of every year. The employer shall determine the date of vacation for each nurse according to seniority unless otherwise agreed upon between the interested parties.

d) Vacation pay shall be remitted to the nurse before she leaves for her vacation.

e) An absence authorized in writing by the employer which does not exceed three (3) months shall not constitute or be considered as an interruption of the service.

f) When leaving the service of her employer, a nurse shall be entitled to the vacation days accumulated at the date of her departure.

7. *Days off in the event of a decease*: In the event of a decease (father, mother, brother, sister and husband) the nurse shall benefit by one (1) day off with pay after six (6) months of continuous employment; two (2) days off with pay after nine (9) months of continuous employment; three (3) days off with pay after twelve (12) months of continuous employment. The nurse who benefits by these days off with pay shall produce a proof of the decease to her employer.

8. *Wages paid in the event of illness*: a) Every nurse with at least six (6) months of continuous services, shall be entitled to one (1) day of illness with pay per month of service and such days can be accumulated to the extent of twenty-eight (28) work days. The employer shall pay the nurse her regular salary from the second day of illness, every absence for illness of one (1) day not being paid except in the case where the nurse is hospitalized or is ill for a duration exceeding five (5) days.

b) To be entitled to the above mentioned benefits, the nurse shall notify the employer on the very first day of absence through illness.

c) The employer shall have the right to check the illness and to demand a doctor's certificate. This also applies to illness cumulative credits provided for in the present paragraph.

9. *Evening and night work*: a) Any nurse doing all her service between 3:00 p.m. and 8:00 a.m., shall receive in excess of her regular wage a premium of \$1.20 for evening work and \$0.80 for night work.

b) Such premium shall not be added to the regular wage rate to establish the overtime remuneration and any other fringe benefits (vacation, holidays with pay, days of illness).

10. *Laundering*: Cotton uniforms (dress only) shall be laundered and pressed by the employer at the rate of two (2) uniforms per week.

CHAPTER 5

IX. *Special provisions concerning the employees of public charitable institution (hospitals), homes, religious institutions and educational establishments:*

1. *Weekly wages*:

A) *Employees of public charitable institutions (hospitals)*:

Zones

i. *Male employees*:

1, II and III

a) *Employee in charge of a department or service*.....

\$5.00 more than the maximum rate of his category

	Zones I, II et III		Zones I, II and III
b) Mécaniciens de machines fixes:		b) Stationary engine-man:	
1ère classe	\$83.00	1st class	\$83.00
2e classe	78.00	2nd class	78.00
3e classe	73.00	3rd class	73.00
4e classe	68.00	4th class	68.00
c) Chauffeur	63.00	c) Fireman	63.00
d) Cuisinier, pâtissier, boucher, boulanger qualifiés:		d) Qualified cook, pastry-cook, butcher, baker:	
1ère année	63.00	1st year	63.00
2e année	66.00	2nd year	66.00
3e année	69.00	3rd year	69.00
4e année	72.00	4th year	72.00
e) Infirmier, Aide-technicien:		e) Orderly, technician helper:	
1ère année	55.00	1st year	55.00
2e année	59.00	2nd year	59.00
3e année	63.00	3rd year	63.00
4e année	65.00	4th year	65.00
5e année	67.00	5th year	67.00
f) Infirmier diplômé:		f) Certified orderly:	
a) Cours d'un an et demi (1½)	68.00	a) Course of one year and a half (1½)	68.00
b) Cours de trois (3) ans	73.00	b) Course of three (3) years	73.00
g) Préposé à l'entretien qualifié:		g) Qualified maintenance man:	
Classe A-1	73.00	Class A-1	73.00
Classe A-2	66.00	Class A-2	66.00
h) Magasinier, commis masculin:		h) Store keeper, male clerk:	
1ère année	60.00	1st year	60.00
2e année	63.00	2nd year	63.00
3e année	66.00	3rd year	66.00
i) Homme de service:		i) Service man:	
1ère année	57.00	1st year	57.00
2e année	61.00	2nd year	61.00
3e année	63.00	3rd year	63.00
ii. Salariés du sexe féminin:		ii. Female employees:	
a) Surveillante en charge d'un département ou d'un service	\$5.00 de plus que le taux maximum de sa catégorie	a) Supervisor in charge of a department or service	\$5.00 more than the maximum rate of her category
b) Employée de bureau: Admission, information, dactylo, téléphoniste, commis féminin:		b) Office employee: Admission, information, typist, telephone operator, female clerk:	
1ère année	43.00	1st year	43.00
2e année	47.00	2nd year	47.00
3e année	50.00	3rd year	50.00
c) Secrétaire-sténo-dactylo:		c) Secretary, stenographer-typist:	
1ère année	53.00	1st year	53.00
2e année	58.00	2nd year	58.00
3e année	63.00	3rd year	63.00
d) Institutrice:		d) Teacher:	
1ère année	45.00	1st year	45.00
2e année	48.00	2nd year	48.00
3e année	50.00	3rd year	50.00
e) Aide-technicienne:		e) Technician's helper:	
1ère année	42.00	1st year	42.00
2e année	45.00	2nd year	45.00
3e année	47.00	3rd year	47.00
f) Aide-maternelle, aide-infirmière (cours):		f) Maternity ward attendant, nurse assistant (course):	
1ère année	43.00	1st year	43.00
2e année	46.00	2nd year	46.00
3e année	48.00	3rd year	48.00
g) Cuisinière:		g) Female cook:	
1ère année	48.00	1st year	48.00

Zones
I, II et III

2e année	\$ 53.00
3e année	58.00
h) Aide-cuisinière, pres- seuse:	
1ère année	42.00
2e année	45.00
3e année	47.00
i) Couturière:	
1ère année	44.00
2e année	47.00
j) Garde-malade auxi- liaire, garde-bébé gradué et licenciée:	
1ère année	48.00
2e année	51.00
3e année	53.00

Note: La garde-malade auxiliaire ainsi que la garde-bébé graduée et licenciée devra recevoir au moins le salaire minimum décrit ci-haut ou les $\frac{3}{4}$ du salaire de l'infirmière licenciée de l'employeur où elle exerce sa profession, si plus avantageux.

Zones
I, II et III

k) Salariée non com- prise dans les catégories précédentes:	
1ère année	\$40.00
2e année	42.00
3e année	45.00

Exception: Pour les salariés de moins de dix-huit (18) ans d'âge, les années de service seront réduites d'un (1) an, en ce qui concerne l'application des échelles de salaires.

**B) Salariés des hospices, institutions religieuses
et institutions d'enseignement**

	Zones I II III		
i. Salariés du sexe masculin:			
a) Employé en charge d'un département ou d'un service	\$5.00 de plus que le taux maximum de sa catégorie.		
b) Mécanicien de ma- chine fixes:			
1ère classe	\$79.00	\$77.00	\$73.00
2e classe	75.00	73.00	69.00
3e classe	71.00	69.00	65.00
4e classe	67.00	65.00	61.00
c) Chauffeur	63.00	61.00	58.00
d) Cuisinier, boucher, boulangier, buandier (qua- lifiés):			
1ère année	58.00	56.00	51.00
2e année	61.00	59.00	53.00
3e année	64.00	62.00	56.00
4e année	67.00	65.00	59.00
e) Infirmier:			
1ère année	55.00	54.00	51.00
2e année	58.00	57.00	54.00
3e année	62.00	61.00	58.00
4e année	64.00	63.00	60.00
5e année	66.00	65.00	63.00
Infirmier diplômé	70.00	70.00	66.00
f) Préposé à l'entre- tien qualifié:			
Classe A-1	68.00	65.00	58.00
Classe A-2	65.00	61.00	55.00
g) Homme de service:			
1ère année	57.00	55.00	49.00
2e année	60.00	58.00	51.00
3e année	63.00	61.00	53.00

Zones
I, II and III

2nd year	\$ 53.00
3rd year	58.00
h) Cook's helper, pres- ser:	
1st year	42.00
2nd year	45.00
3rd year	47.00
i) Seamstress:	
1st year	44.00
2nd year	47.00
j) Auxiliary nurse, li- censed and certificated baby nurse:	
1st year	48.00
2nd year	51.00
3rd year	53.00

Note: The auxiliary nurse as well as the certified and licensed baby nurse shall receive not less than the minimum rate above mentioned or $\frac{3}{4}$ of the wages of the licensed nurse of the employer where she works, should the latter remuneration be more advantageous.

Zones
I, II and III

k) Employee not in- cluded in the foregoing ca- tegories:	
1st year	\$40.00
2nd year	42.00
3rd year	45.00

Exception: For all employees under eighteen (18) years of age, the years of service shall be reduced by one year as regards the application of the wage scales.

**B) Employees of homes, religious institutions
and educational establishments:**

	Zones I II III		
i. Male employees:			
a) Employee in charge of a department or servi- ce	\$5.00 more than the maximum rate of his category		
b) Stationary engine- man:			
1st class	\$79.00	\$77.00	\$73.00
2nd class	75.00	73.00	69.00
3rd class	71.00	69.00	65.00
4th class	67.00	65.00	61.00
c) Fireman	63.00	61.00	58.00
d) Cook, butcher, bak- er, launderer (qualified):			
1st year	58.00	56.00	51.00
2nd year	61.00	59.00	53.00
3rd year	64.00	62.00	56.00
4th year	67.00	65.00	59.00
e) Orderly:			
1st year	55.00	54.00	51.00
2nd year	58.00	57.00	54.00
3rd year	62.00	61.00	58.00
4th year	64.00	63.00	60.00
5th year	66.00	65.00	63.00
Certificated orderly	70.00	70.00	66.00
f) Qualified mainten- ance man:			
Class A-1	68.00	65.00	58.00
Class A-2	65.00	61.00	55.00
g) Service man:			
1st year	57.00	55.00	49.00
2nd year	60.00	58.00	51.00
3rd year	63.00	61.00	53.00

	Zones				Zones		
	I	II	III		I	II	III
h) Employés junior:				h) Junior employee:			
de 16 à 17 ans	\$39.00	\$38.00	\$33.00	from 16 to 17 years of age	\$39.00	\$38.00	\$33.00
de 17 à 18 ans	43.00	42.00	38.00	from 17 to 18 years of age	43.00	42.00	38.00
i) Salarié non compris dans les catégories précé- dentes:				i) Employees not inclu- ded in the foregoing cate- gories:			
1ère année	53.00	51.00	47.00	1st year	53.00	51.00	47.00
2e année	55.00	53.00	49.00	2nd year	55.00	53.00	49.00
3e année	57.00	55.00	51.00	3rd year	57.00	55.00	51.00
ii. Salariés du sexe féminin:				ii. Female employees:			
a) Surveillante en char- ge d'un département ou d'un service	\$5.00	de plus que le taux maximum de sa catégorie.		a) Supervisor in charge of a department or ser- vice	\$5.00	more than the maximum rate of his factory	
b) Employée de bureau: admission, information, dactylo, téléphone, com- mis féminin:				b) Office employee: Admission, infor- mation, typist, tele- phone operator, fe- male clerk:			
1ère année	\$41.00	\$40.00	\$35.00	1st year	\$41.00	\$40.00	\$35.00
2e année	45.00	43.00	38.00	2nd year	45.00	43.00	38.00
3e année	48.00	45.00	41.00	3rd year	48.00	45.00	41.00
c) Institutrice:				c) Teacher:			
1ère année	43.00	41.00	37.00	1st year	43.00	41.00	37.00
2e année	45.00	43.00	39.00	2nd year	45.00	43.00	39.00
3e année	48.00	46.00	42.00	3rd year	48.00	46.00	42.00
d) Aide-infirmière, aide- maternelle (cours):				d) Nurse helper, mater- nity ward attendant (course):			
1ère année	41.00	39.00	35.00	1st year	41.00	39.00	35.00
2e année	44.00	42.00	38.00	2nd year	44.00	42.00	38.00
3e année	46.00	44.00	40.00	3rd year	46.00	44.00	40.00
e) Garde-malade-auxi- liaire ou garde-bébé gra- duée:				e) Auxiliary nurse or certificated bary nurse:			
1ère année	46.00	45.00	41.00	1st year	46.00	45.00	41.00
2e année	49.00	48.00	44.00	2nd year	49.00	48.00	44.00
3e année	51.00	50.00	46.00	3rd year	51.00	50.00	46.00
f) Aide-technicienne:				f) Technician's helper:			
1ère année	41.00	39.00	35.00	1st year	41.00	39.00	35.00
2e année	44.00	42.00	38.00	2nd year	44.00	42.00	38.00
3e année	46.00	44.00	40.00	3rd year	46.00	44.00	40.00
g) Cuisinière:				g) Female cook:			
1ère année	43.00	41.00	36.00	1st year	43.00	41.00	36.00
2e année	46.00	44.00	39.00	2nd year	46.00	44.00	39.00
3e année	48.00	46.00	43.00	3rd year	48.00	46.00	43.00
h) Aide-cuisinière, pres- seuse:				h) Female cook's hel- per, female presser:			
1ère année	41.00	40.00	36.00	1st year	41.00	40.00	36.00
2e année	44.00	43.00	39.00	2nd year	44.00	43.00	39.00
3e année	46.00	45.00	41.00	3rd year	46.00	45.00	41.00
i) Couturière:				i) Seamstress:			
1ère année	43.00	42.00	38.00	1st year	43.00	42.00	38.00
2e année	45.00	43.00	39.00	2nd year	45.00	43.00	39.00
j) Employés junior (de 16 à 18 ans):				j) Junior employee (from 16 to 18 years of age):			
1ère année	34.00	33.00	28.00	1st year	34.00	33.00	28.00
2e année	36.00	35.00	30.00	2nd year	36.00	35.00	30.00
k) Salariée non comprise dans les catégories précé- dentes:				k) Employee not inclu- ded in the foregoing cate- gories:			
1ère année	38.00	36.00	33.00	1st year	38.00	36.00	33.00
2e année	40.00	38.00	35.00	2nd year	40.00	38.00	35.00
3e année	42.00	40.00	37.00	3rd year	42.00	40.00	37.00

2° Heures de travail et congés hebdomadaires:
a) Les heures de travail seront de quarante (40) heures par semaine, en cinq (5) jours de huit (8) heures, exception faite de la prise des repas et des périodes de repos convenus.

2. Hours of work and weekly holidays: a) There shall be forty (40) hours of work per week, in five (5) days of eight (8) hours, meal and agreed rest periods not included.

Exceptions: i. Dans les hospices, les institutions religieuses et les institutions d'enseignement, durant les mois de décembre, janvier et février, les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs seront tenus de fournir quatre (4) heures supplémentaires pour lesquelles ils seront rémunérés au taux régulier, en plus de leur salaire hebdomadaire.

ii. La semaine normale des cuisiniers et des cuisinières travaillant seuls, dans les institutions d'enseignement, sera sans détermination d'heures de travail, sauf qu'ils auront droit à une (1) journée complète de congé hebdomadaire ou deux (2) demies journées, selon entente entre l'employeur et le salarié.

b) Dans les institutions d'assistance publique (hôpitaux) seulement, une période de repos de dix (10) minutes sera allouée à tous les salariés des deux sexes, l'avant-midi et l'après-midi, aux frais de l'employeur.

c) Les salariés de nuit auront droit de prendre une collation, au milieu de leurs heures de travail, à l'endroit désigné par l'employeur.

d) Les congés seront répartis de telle façon que les salariés auront droit, alternativement, à un nombre égal de congés de fin de semaine. Dans le but de faciliter le calcul de la répartition des congés hebdomadaires, la semaine de travail sera celle apparaissant au calendrier.

e) Les congés devront être fixés au moins cinq (5) jours à l'avance et les cédules desdits congés devront être affichées aux endroits habituels.

f) Les salariés accomplissant leur semaine normale de travail en quarante (40) heures, bénéficieront de deux (2) jours complets de congé.

3° *Temps supplémentaire:* Toute heure ou fraction d'heure dépassant quinze (15) minutes, effectuée en plus de la journée régulière de travail ou de la semaine régulière de travail stipulée à l'alinéa a) du paragraphe 2, sera rémunérée au taux de salaire et demi.

4° Le salarié régulier et le salarié surnuméraire des deux sexes (y compris les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs), exécutant un travail entre 7.30 p.m. et 7.30 a.m., ont droit à un supplément de salaire comme suit: salarié régulier, \$3 par semaine; salarié surnuméraire, \$0.07 l'heure de plus que le taux horaire de son salaire.

5° *Jours chômés et payés:* a) Le Jour de l'An, l'Épiphanie, le Lundi de Pâques, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, l'Action de Grâce, la Toussaint et Noël sont des jours chômés et payés.

Cependant, il sera loisible aux institutions d'enseignement de changer le Lundi de Pâques par le Vendredi-Saint et l'Action de Grâce par l'Immaculée-Conception.

b) Si l'un de ces congés tombe un samedi, un dimanche, un jour de congé hebdomadaire ou pendant la période des vacances, les salariés ne perdent pas ce congé.

c) Si les salariés sont tenus de travailler ces jours de congés, l'employeur devra leur remettre ces jours de congés dans les quinze (15) jours qui précèdent ou qui suivent cesdits congés, à défaut de quoi ils seront rémunérés à taux double du salaire.

d) À l'occasion d'un jour chômé et payé, le nombre d'heures de la semaine régulière du salarié, sera diminuée de huit (8) heures.

e) Pour pouvoir bénéficier des congés ci-haut énumérés, le salarié doit être au travail le jour qui précède et qui suit ce congé, à moins que ledit salarié soit en congé de semaine, en vacances ou que son absence ait été préalablement autorisée.

Exceptions: i. In homes, religious institutions and educational establishments, in the months of December, January and February, stationary enginemen and firemen shall furnish four (4) hours of overtime for which they shall be remunerated at straight time, in excess of their weekly wages.

ii. The standard week for cooks (male and female) working individually, in educational establishments, will be without limitation as to working hours, but, they shall be entitled to one (1) full day of weekly holiday or two (2) half days, after agreement between the employer and the employee.

b) In public charitable institutions (hospitals) only, a rest period of ten (10) minutes shall be allowed to all employees, male and female, in the morning and in the afternoon, at the expenses of the employer.

c) Night working employees may take a lunch in the middle of their working hours, at a place designated by the employer.

d) Holidays shall be distributed in such a way that employees shall be entitled, alternatively, to an equal number of holidays in the week end. In order to facilitate the establishing of the distribution of weekly holidays, the work week shall be the calendar week.

e) Holidays shall be decided at least five (5) days in advance and the schedules of such holidays shall be posted in the usual places.

f) Employees having a standard work week of forty (40) hours shall benefit by two (2) complete days of holiday.

3. *Overtime:* Every hour or fraction thereof exceeding fifteen (15) minutes worked in excess of the standard work day or of the standard work week established in sub-paragraph "a" of paragraph 2, shall be remunerated at the rate of time and one half.

4. Male and female regular and occasional employees (including stationary enginemen and firemen) working between 7:30 p.m. and 7:30 a.m. shall be entitled to an extra pay as follows: regular employee, \$3.00 per week; occasional employee, \$0.07 per hour in excess of the hourly rate of his wages.

5. *Holidays with pay:* a) New Year's Day, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, St-Jean-Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day and Christmas Day shall be holidays with pay.

However, educational establishments may change Easter Monday for Good Friday and Thanksgiving Day for Immaculate Conception Day.

b) If one of these holidays falls on a Saturday, a Sunday a weekly holiday or during the vacation period, employees shall not lose such holiday.

c) Should employees be required to work on such holidays, the employer shall see to it that they benefit by such holidays in the fifteen (15) days preceding or following such holidays; otherwise they shall be paid double time.

d) In the event of a holiday with pay, the number of hours of the regular week of the employee shall be reduced by eight (8) hours.

e) To be entitled to the holidays hereabove enumerated, employees must work the day before and the day following the holiday, unless such employees be on their weekly holiday, on their vacation or unless their absence had been previously authorized.

6° *Vacances*: a) Tout salarié a droit aux vacances payées suivantes:

i. S'il a moins d'une année de service continu, à une demi-journée par mois complet de service, jusqu'à concurrence d'une semaine ouvrable;

ii. S'il a plus d'une année de service continu, à une semaine de vacances;

iii. S'il a plus de trois (3) années de service continu, à deux (2) semaines consécutives de vacances, à moins d'entente contraire entre l'employeur et le salarié;

iv. S'il a plus de huit (8) années de service continu, à trois (3) semaines consécutives de vacances, à moins d'entente contraire entre l'employeur et le salarié.

b) L'employeur doit faire connaître quinze (15) jours à l'avance au salarié, la date de ses vacances.

c) Les vacances doivent être données durant les mois de mai, juin, juillet, août et septembre, à moins d'une entente, entre l'employeur et le salarié, pour choisir une autre période de l'année.

d) Le droit aux vacances est acquis au premier mai de chaque année.

e) Tout salarié régulier qui quitte son emploi ou est congédié avant la période choisie pour ses vacances, a droit de toucher, de son employeur, une indemnité équivalente aux vacances payées qu'il a gagnées jusqu'à telle époque, proportionnellement aux normes établies à l'aliné « a » du présent paragraphe.

f) Si un salarié ne fait pas sa semaine d'avis, l'employeur pourra retenir, de ses payes de vacances, jusqu'à concurrence d'une semaine complète de salaire.

g) L'indemnité des vacances est payée au départ du salarié pour sa vacance.

h) Durant les vacances, aucune charge ne pourra être faite pour la nourriture et la chambre, à moins que le salarié reste chez l'employeur, y couche et y prenne ses repas ou que le salarié spécifie, du consentement de l'employeur, que l'on ne pourra disposer de sa chambre.

7° *Crédit en maladie*: Tout salarié ayant accompli six (6) mois de service régulier et continu pour le même employeur, accumule des jours de maladie, à raison d'une journée par mois travaillé, jusqu'à concurrence de vingt-huit (28) jours ouvrables.

8° *Congés mortalités*: a) Trois (3) jours de congés payés seront accordés au salarié éprouvé par le décès d'un membre de sa famille: père, mère, époux, épouse, enfants. Un (1) jour de congé payé sera accordé au salarié éprouvé par le décès des frères, sœurs, grands-parents, beaux-parents, beaux-frères, belles-sœurs. Ce jour de congé sera accordé le jour des funérailles.

b) Ces congés seront payés si le salarié doit être normalement au travail ces jours-là.

c) Ces congés seront payés si le salarié s'absente en ces occasions et pour ce motif.

9° *Uniforme*: L'uniforme de coton, complet ou non, exigé par la direction de l'institution, sera fourni et entretenu par l'employeur.

10° *Blanchissage*: a) La salariée régulière qui loge chez l'employeur a droit à un blanchissage complet (le repassage était fait par la salariée elle-même), chaque semaine et sans frais.

b) L'uniforme, requis par l'employeur de ses salariés, est blanchi et repassé par l'employeur, à raison de deux (2) uniformes par semaine, sans frais pour le salarié.

c) Si l'employeur ne peut faire le blanchissage de l'uniforme de ses salariés, il doit être accordé, à ces derniers, une compensation de un dollar (\$1.00) par semaine.

6. *Vacation*: a) Every employee shall be entitled to the following vacation with pay:

i. If he has less than one year of continuous service, to a half-day per complete month of service, to the extent of one working week;

ii. If he has more than one year of continuous service, to one week of vacation;

iii. If he has more than three (3) years of continuous services, to two (2) consecutive weeks of vacation, unless otherwise agreed upon between the employer and the employee;

iv. If he has more than eight (8) years of continuous services, to three (3) consecutive weeks of vacation, unless otherwise agreed upon between the employer and the employee.

b) The employer shall let the employee know the date of his vacation fifteen (15) days in advance.

c) Such vacation shall be given during the months of May, June, July, August and September, unless the employer and the employee agree upon another period of the year.

d) The right to the vacation is acquired on May 1 of each year.

e) Every regular employee who is discharged or who leaves his employer before the period of his vacation, is entitled to an indemnity equivalent to the vacation with pay to which he is entitled at the time, in accordance with the provisions of paragraph "a" hereof.

f) If the employee does not work the week's notice, the employer may withhold from his vacation pay amounts to the extent of one complete week's pay.

g) Vacation pay shall be paid at the time the employee leaves for his vacation.

h) In the vacation period, no charge whatever shall be made for food or lodging unless the employee remains and boards and lodges at the employer's or unless the employee requires, with the consent of the employer, that his room shall remain at his disposal.

7. *Illness credit*: Every employee with six (6) months of regular and continuous service for the same employer accumulates illness credit day at the rate of one day per month worked, to the extent of twenty-eight (28) working days.

8. *Days off for mortality*: a) Three (3) days off with pay shall be granted to any employee afflicted by the decease of a member of his family: father, mother, husband, wife, children. One (1) day off with pay shall be granted to an employee in the event of the decease of his brothers, sisters, grand-parents, in-laws (father, mother, brother, sister). Such day off shall be given on the day of the funeral service.

b) Such days off shall be paid if the employee should normally be at work on such days.

c) Such days off shall be paid if the employee is absent on such occasions and for such reason.

9. *Uniforms*: The cotton uniform, complete or not, required by the Management of the Institution, shall be supplied and cleaned by the employer.

10. *Laundry*: a) Female regular employees lodging in the institution are entitled to one complete washing of their clothes, every week and without charge (pressing being done by the employee herself).

b) The uniform required of his employees by the employer shall be washed and pressed, without any charge, to them, by the employer at the rate of two (2) uniforms per week.

c) Should the employer be unable to do the laundering of the employee's uniform, the latter shall receive a compensation of one (\$1.00) dollar per week.

CHAPITRE 6

Dispositions applicables seulement aux institutions d'assistance publique (hôpitaux) et à leurs salariés assujettis au décret, à l'exception des infirmières.

X. *Bénéfices de sécurité sociale:*

1° *Assurance-groupe:* a) Tout salarié a droit aux bénéfices d'une police d'assurance-groupe prévoyant les avantages suivants: assurance-vie, assurance accident et maladie, frais médicaux et d'hospitalisation.

b) Tout salarié, ayant trois (3) mois de service et plus pour le même employeur, est admissible au plan d'assurance-groupe et doit y adhérer.

c) Tout nouveau salarié est admissible au plan et doit y adhérer, quand il a complété trois (3) mois de service pour le même employeur.

d) L'employeur déduira, chaque mois, de la paye du salarié, le montant de la cotisation à l'assurance-groupe.

e) L'employeur doit verser au Comité paritaire, chaque mois de calendrier, une somme équivalente à celle de ses salariés.

f) L'employeur, le ou avant le dix (10) de chaque mois, doit faire remise au Comité paritaire d'un montant d'argent équivalent à la somme des cotisations déduites de ses salariés pendant le mois précédent avec, en plus, sa propre cotisation y correspondant.

g) Ce plan d'assurance groupe est administré par le Comité paritaire, lequel est chargé de percevoir les cotisations et de les verser à la compagnie d'assurances.

h) Le plan d'assurance-groupe doit toujours être négocié dans un contrat unique et être administré par le Comité paritaire.

CHAPITRE 7

Dispositions diverses

XI. *Paiement des salaires:* Le salaire sera distribué, en monnaie légale ou par chèque, chaque semaine, à tous les salariés régis par le décret. Les renseignements suivants devront être inscrits sur le talon du chèque ou sur l'enveloppe de paye: le nom et prénoms du salarié, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires, le salaire brut, les déductions faites, le montant net.

XII. Aucune retenue ne pourra être effectuée sur le salaire d'un salarié pour le bris ou la perte d'un article quelconque à moins qu'il n'y ait eu négligence prouvée de la part du salarié.

XIII. Les salariés qui, durant une semaine, travaillent dans différents emplois, doivent recevoir le salaire de l'emploi le mieux rémunéré, pourvu qu'ils l'aient exercé durant au moins la moitié de la semaine régulière de travail.

XIV. Le salarié pour lequel un salaire hebdomadaire est fixé, s'il n'a pas été requis de travailler ou n'a pas travaillé le nombre d'heures de la semaine régulière de travail est rémunéré, pour chaque heure de travail, au prorata horaire du même salaire.

XV. En ce qui regarde les institutions d'assistance publique, les hospices et les orphelinats, les sanatoriums, les maisons de convalescence et de repos, pour les emplois dont l'échelle des salaires varie suivant l'expérience du salarié, on tient compte de l'expérience que ce dernier a acquise dans d'autres institutions du même genre, à condition toutefois que ce salarié n'ait pas quitté le service hospitalier pour un autre emploi.

CHAPTER 6

Provisions applying only to public charitable institutions (hospitals) and to their employees subject to the decree, with the exception of nurses

X. *Social security benefits:*

1. *Group insurance:* a) Every employee is entitled to the benefits of a group insurance policy providing for the following advantages: life insurance, accident and illness insurance, medical care and hospitalisation.

b) Every employee with three (3) months of service or more for the same employer is entitled to the group insurance plan and shall participate therein.

c) Every new employee is eligible and shall participate therein when he has completed three (3) months of service for the same employer.

d) The employer shall deduct, each month, from the pay of his employee, the amount of the group insurance assessment.

e) The employer shall pay to the Parity Committee, each calendar month, a sum equivalent to that of his employees.

f) The employer, on or before the tenth day of each month, shall remit to the Parity Committee an amount equivalent to the assessments deducted from his employee's wages in the month preceding, including also his own assessments corresponding thereto.

g) This group insurance plan is administered by the Parity Committee whose duty it is to collect the assessments and to remit same to the insurance company.

h) The group insurance plan shall always be negotiated in a sole contract and shall always be administered by the Parity Committee.

CHAPTER 7

Sundry provisions

XI. *Payment of wages:* The wages shall be paid in legal currency or by check, each week, to all employees governed by the decree. The following particulars shall be mentioned on the stub or on the pay envelope: the name in full of the employee, the number of regular and overtime hours worked, the gross wages, the deductions made, the net amount.

XII. No deduction shall be made on the employees' pay for the breaking or loss of any article whatever unless there had been evident negligence on the part of the employee.

XIII. Employees who, in the course of one week, work at various occupations shall be paid the wages of the highest-paid occupation providing they have spent more than half the standard work week at such occupation.

XIV. Employees for which a weekly salary is established and who have not been required to work or who have not worked the number of hours of the standard work week shall be paid, for each hour of work, at the hourly prorata of such salary.

XV. As regards public charitable institutions, homes and orphanages, sanatoriums, convalescent and rest homes, for occupations where the wage scale varies according to the experience of the employee, the experience of the employee acquired in other similar institutions shall be taken into account providing however that such employee had not left the hospital service for another kind of employment.

XVI. Réclamation en maladie: Aucune réclamation n'est acceptée pour le paiement des jours de maladie à moins qu'elle soit accompagnée d'un certificat de maladie du médecin.

XVII. Logement et pension: 1° Lorsque l'employeur, suivant convention, fournit le logement et la pension à son salarié, il peut déduire du salaire de ce dernier, les montants convenus; ces montants ne doivent pas excéder:

	Zones		
	I	II	III
a) <i>pension:</i>			
i. par repas	\$ 0.40	\$ 0.35	\$ 0.35
ii. par semaine	6.50	6.00	5.00
b) <i>Logement:</i>			
i. par jour	0.50	0.50	0.50
ii. par semaine	2.50	2.50	2.50
c) <i>Logement et pension:</i>			
par semaine	8.00	7.00	7.00

2° Lorsque le salarié marié est logé avec sa famille, l'employeur peut déduire du salaire du salarié les montants convenus; ces montants pour le logement mensuel ne peuvent excéder le salaire hebdomadaire du salarié; si le logement est chauffé, l'employeur peut exiger cinq dollars (\$5.00) de plus que le salaire hebdomadaire régulier du salarié.

XVIII. Privilèges existants: Toutes conditions de travail concernant les salaires, la prime de nuit, les heures de travail et les vacances, qui constituent des conditions plus avantageuses que celles mentionnées aux présentes, seront maintenues durant l'existence du présent décret.

XIX. Renvoi et départ: Tout salarié régulier a droit à un pré-avis de sept (7) jours de calendrier quand l'employeur veut le congédier, si ce n'est pour cause. De même, tout salarié qui veut quitter le service de son employeur doit donner un pré-avis couvrant la même période.

CHAPITRE 8

XX. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1963. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 mai 1963.

2790-o

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret

XVI. Claims for days of illness: No claims for the payment of days of illness shall be accepted unless they be accompanied by a doctors' illness certificate.

XVII. Board and lodging: 1. When the employer, pursuant to an agreement, supplies board and lodging to his employee, he may deduct from the latter's wages the amounts agreed upon; such amounts shall not exceed:

	Zones		
	I	II	III
a) <i>a) Board:</i>			
i. per meal	\$0.40	\$0.35	\$0.35
ii. per week	6.50	6.00	5.00
b) <i>lodging:</i>			
i. per day	0.50	0.50	0.50
ii. per week	2.50	2.50	2.50
c) <i>board and lodging:</i>			
per week	8.00	7.00	7.00

2. When married employees are lodged with their family, the employer may deduct from the employee's wages the amounts agreed upon; such amounts for monthly lodging shall not exceed the employee's weekly wages; if the lodging is heated the employer may charge the employees five (\$5.00) dollars more than the employees regular weekly wages.

XVIII. Existing privileges: Any conditions of work concerning wages, night work premium, hours of work and vacation, which constitute conditions more advantageous than those mentioned herein, shall be maintained for the entire duration of the present decree.

XIX. Dismissal and departure: Every regular employee is entitled to seven (7) days' notice in advance when the employer wishes to dismiss him, unless the dismissal be justified by the employee's behaviour. Similarly, any employee who wishes to leave his employer's service shall give his employer seven (7) days' notice in advance.

CHAPTER 8

XX. Duration of the decree: The present decree shall come into force on and from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until the thirty-first day of December 1963. It shall thereafter renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before January 1, of each year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 4, 1963.

2790-o

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163

numéro 2347, du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 652 du 23 avril 1963, Section « A », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1963 au 1er mai 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à 1/4 de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à 1/4 de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à 1/4 de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures régulières et supplémentaires de travail effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et des salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1963 et le 1er mai 1964.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1963 et le 1er mai 1964.

Recettes:

Cotisations (1/4 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$19,500.00
Salariés.....	19,500.00
	<hr/>
	\$39,000.00

and amendments), the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, formed under decree number 2347, of June 27, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 652 of April 23, 1963, section "A", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1963 to May 1, 1964; such levy is applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 2347, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/4 of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 2347 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/4 of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree, number 2347 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/4 of 1% of the lowest wage rate established for the employees of their trade or occupation, as stipulated in the decree number 2347.

2. *Mode of collection*

The assessments are payable, every month, between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the assessments, owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report indicating, in forms supplied by the said Committee, the name in full and address of all his employees, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be accompanied by the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees.

All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee for the period between May 1, 1963 and May 1, 1964.

THE QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE PARITY COMMITTEE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1963 to May 1, 1964.

Receipts:

Assessments (1/4 of 1%):	
Professional employers.....	\$19,500.00
Employees.....	19,500.00
	<hr/>
	\$39,000.00

<i>Débourssés:</i>	
Salaires:	
Secrétariat	\$13,700.00
Inspection	9,010.00
Ameublement	200.00
Papeteries et accessoires	750.00
Loyer et location d'espace pour auto	2,504.00
Frais judiciaires et professionnels	2,100.00
Postes, téléphone	1,400.00
Intérêts et frais bancaires	115.00
Abonnement, souscriptions, publicité	210.00
Jetons de présence et déplacements	3,400.00
Bureau des examinateurs	600.00
Déplacements des inspecteurs	3,350.00
Dépréciation	200.00
Assurance santé et chômage	400.00
Divers	300.00
	\$38,239.00
Surplus prévu	761.00
	\$39,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 mai 1963. 2790-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Coiffeurs de Québec, établi en exécution du décret numéro 44, du 14 janvier 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 652 du 23 avril 1963, section « B », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever les cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1^{er} mai 1963 au 1^{er} mai 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 44, est de plus considéré, aux fins du présent règlement comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary's	\$13,700.00
Inspection	9,010.00
Furniture	200.00
Stationery	750.00
Rent and parking	2,504.00
Legal and professional fees	2,100.00
Postage, telephone	1,400.00
Interest, bank charges	115.00
Subscriptions and publicity	210.00
Attendance fees and travelling expenses	3,400.00
Board of Examiners	600.00
Inspectors' travelling expenses	3,350.00
Depreciation	200.00
Health and unemployment insurance	400.00
Miscellaneous	300.00
	\$38,239.00
Probable surplus	761.00
	\$39,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 4, 1963. 2790-0

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Hairdressers of Quebec, formed under decree number 44 of January 14, 1954, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 652 of April 23, 1963, section "B", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1963, to May 1, 1964; it shall be applied as follows:

a) Professional employers governed by the decree number 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular payroll, and of the commissions, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% based on an average weekly remuneration of \$80.00. Every employer or professional employer who plies one of the trades governed by the decree number 44 is also considered, for the purposes of this regulation, as an artisan.

c) Employees governed by the said decree, number 44 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their commissions, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers

paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire, le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles, les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Coiffeurs de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1963 et le 1er mai 1964.

COMITÉ CONJOINT DES COIFFEURS DE QUÉBEC

Siège social: 108, 13^{ème} Rue, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1963 et le 1er mai 1964.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$11,000.00
Artisans	21,600.00
Salariés	11,000.00
Carnets d'apprentissage	200.00
Pénalités et divers, intérêt-boni	200.00
	<hr/>
	\$44,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Employés de bureau	\$15,600.00
Inspecteurs	12,700.00
Frais de déplacements:	
Inspecteurs	3,528.00
Administration	1,250.00
Loyer du bureau	972.00
Frais judiciaires et professionnels	1,500.00
Papeterie, impression et publicité	1,500.00
Timbres, téléphone et assurance-chômage	1,700.00
Ameublement de bureau et accessoires	1,200.00
Assurance et frais de cautionnement	500.00
Frais de déplacement des membres et du président	950.00

shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report of the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The report shall be forwarded with the assessments of professional employers and of employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Artisans shall also forward every month to the Parity Committee, on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable, the levies owed to the Parity Committee.

The levy enacted by the present by-law is payable every month within the period, above mentioned by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the information required, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Hairdressers of Québec, for the period between May 1, 1963, and May 1, 1964.

THE JOINT COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF QUÉBEC

Head Office: 108, 13th Street, Québec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1963, and May 1, 1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$11,000.00
Artisans	21,600.00
Employees	11,000.00
Apprentice booklets	200.00
Penalties, interest and miscellaneous	200.00
	<hr/>
	\$44,000.00

Disbursements:

Salaries:	
Office employees	\$15,600.00
Inspectors	12,700.00
Travelling expenses:	
Inspectors	3,528.00
Administration	1,250.00
Office rent	972.00
Legal and professional fees	1,500.00
Stationery, printing and publicity	1,500.00
Postage, telephone and unemployment insurance	1,700.00
Furniture and office equipment	1,200.00
Insurance and fidelity bond	500.00
Travelling expenses of chairman and members	950.00

Jetons de présence aux membres du Comité.....	\$ 800.00
Souscriptions et abonnements.....	700.00
Bureau d'examineurs.....	600.00
Dépréciation.....	200.00
Divers et imprévus.....	300.00
	<hr/>
	\$44,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 mai 1963. 2790-0

Avis de prélèvement

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des métiers de la construction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 909 du 25 août 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 652 du 23 avril 1963, section « C », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1963 au 30 avril 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 909 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés de l'industrie de la construction régis par ledit décret numéro 909 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Tous les artisans régis par ledit décret numéro 909 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même un métier ou une occupation visé par le décret est de plus considéré comme un artisan aux fins du présent règlement.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Ledit Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Meeting expenses of committee members.....	\$ 800.00
Subscriptions.....	700.00
Board of examiners.....	600.00
Depreciation.....	200.00
Various and unforeseen expenses.....	300.00
	<hr/>
	\$44,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 4, 1963. 2790-0

Notice of levy

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades, Parity Committee of Saint-Hyacinthe, formed under decree number 909, of August 25, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 652 of April 23, 1963, section "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1963 to April 30, 1964; it is laid as follows:

a) The professional employers of the construction industry governed by the decree number 909, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards their employees governed by the said decree.

b) The employees of the construction industry governed by the decree number 909 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the decree number 909 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for a journeyman of their trade. Any employer or professional employer who plies himself a trade or an occupation subject to the decree, is considered an artisan for the purposes of the present by-law.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments imposed on the employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 1er mai 1963 et le 30 avril 1964.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe for the period between May 1, 1963, and April 30, 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE SAINT-HYACINTHE

THE BUILDING TRADES PARITY COMMITTEE OF ST-HYACINTHE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1963 et le 30 avril 1964.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between May 1, 1963 and April 30, 1964.

Recettes:
Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels	\$15,500.00
Salariés	15,500.00
Artisans	3,000.00
Horaires d'examen	1,200.00
Domages liquidés	1,000.00
Intérêts	1,500.00
Amendes	1,000.00
Loyers	1,800.00
Divers	100.00
	<hr/>
	\$40,600.00

Receipts:
Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers	\$15,500.00
Employees	15,500.00
Artisans	3,000.00
Examination fees	1,200.00
Liquidated damages	1,000.00
Interest	1,500.00
Penalties	1,000.00
Rent	1,800.00
Miscellaneous	100.00
	<hr/>
	\$40,600.00

Déboursés:

Traitement et frais de déplacement et de représentation: Bureau et inspection	\$27,000.00
Jetons de présence et frais de déplacement des membres	1,200.00
Bureau des examinateurs	1,500.00
Impression et papeterie, timbres, téléphone et télégrammes	2,000.00
Assurance-feu, vol et responsabilité publique	100.00
Entretien, éclairage et chauffage	1,500.00
Assurance-santé, chômage et fidéjussion	450.00
Vérification des livres	400.00
Dépréciation (immeuble)	600.00
Taxes	500.00
Formation professionnelle	3,000.00
Frais judiciaires	1,500.00
Frais bancaires	200.00
Intérêts et divers	650.00
	<hr/>
	\$40,600.00

Disbursements:

Salaries and travelling and entertainment expenses: Office and inspection	\$27,000.00
Attendance fees and travelling expenses of members	1,200.00
Board of examiners	1,500.00
Printing and stationery, postage, telephone and telegrams	2,000.00
Fire, theft and public liability insurance	100.00
Maintenance, lighting and heating	1,500.00
Health and unemployment insurance and fidelity bond	450.00
Book auditing	400.00
Depreciation (Building)	600.00
Taxes	500.00
Professional training	3,000.00
Judicial fees	1,500.00
Bank charges	200.00
Interest and miscellaneous	650.00
	<hr/>
	\$40,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 4 mai 1963. 2790-o

Department of Labour,
Quebec, May 4, 1963. 2790-o

Ministère de la Voirie

Department of Roads

Avis

Notice

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

The Department of Roads will cease, henceforth, to maintain the sections of roads herein-after designated, because they have become useless for traffic:

Dans la municipalité de l'Anse-aux-Griffons, comté de Gaspé-Sud:

Route Portage ou Notre-Dame:

Une section de 1,160 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 14C, 14B, 13C, 13B et 13A;

Une section de 2,480 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos Q6, 7A, 7B, 7C et 8.

Dans la municipalité de St-Ambroise, comté de Jonquière-Kénogami:

Chemin St-Léonard:

Une section de 525 pieds, au sud-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 1A, 1B et 1C.

Dans la municipalité de Havre-aux-Maisons, comté des Îles-de-la-Madeleine:

Chemin Principal:

Une section de 460 pieds, à l'est du nouveau chemin aboutissant à l'ancien pont.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Aimé, comté d'Yamaska:

Chemin du Bord de l'eau:

Une section de 910 pieds, au nord-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 974 et 975.

Dans la municipalité de la ville de Repentigny, comté de l'Assomption:

Chemin Petite L'Assomption:

Une section de 300 pieds, au nord-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot No P. 179.

Route No 6 — Tour de la Gaspésie:

Dans la municipalité du canton de Douglas, comté de Gaspé-Sud:

Une section de 1,400 pieds, au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 6A, 6B, 6C et 17;

Une section de 2,150 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. A1 à P. A3 inclusivement.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Pierre-de-la-Malbaie No 2, comté de Gaspé-Sud:

Une section de 1,315 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P. 1A à P. 2A inclusivement.

Une section de 620 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 5C et 6C inclusivement.

Québec, le 23 avril 1963.

Le Ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

2787-o

In the municipality of l'Anse-aux-Griffons, county of Gaspé-South:

Portage or Notre-Dame Highway:

A section of 1,160 feet, north of the new highway, on or facing lots Nos. 14C, 14B, 13C, 13B and 13A;

A section of 2,480 feet, north of the new highway, on or facing lots Nos. Q6, 7A, 7B, 7C and 8.

In the municipality of St-Ambroise, county of Jonquière-Kénogami:

St-Léonard Road:

A section of 525 feet, southwest of the new road, on or facing lots Nos. 1A, 1B and 1C.

In the municipality of Havre-aux-Maisons, county of Îles-de-la-Madeleine:

Principal Road:

A section of 460 feet, east of the new road, ending at the old bridge.

In the municipality of the parish of St-Aimé, county of Yamaska:

Bord de l'eau Road:

A section of 910 feet, northwest of the new road, on or facing lots Nos. 974 and 975.

In the municipality of the town of Repentigny, county of l'Assomption:

Petite L'Assomption Road:

A section of 300 feet, northwest of the new road, on or facing lot No. P. 179.

Route No. 6 — Gaspé Coast Road:

In the municipality of the township of Douglas, county of Gaspé-South:

A section of 1,400 feet, southwest of the new highway, on or facing lots Nos 6A, 6B, 6C and 17;

A section of 2,150 feet, east of the new highway, on or facing lots Nos. P. A1 to P. A3 inclusively.

In the municipality of the parish of St-Pierre-de-la-Malbaie No. 2, county of Gaspé South:

A section of 1,315 feet, east of the new highway, on or facing lots Nos. P. 1A to P. 2A inclusively.

A section of 620 feet, east of the new highway, on or facing lots Nos. 5C to 6C inclusively.

Québec, April 23, 1963.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

2787

Soumissions

Ville de Dorion

Comté de Vaudreuil-Soulanges

Correction

On est prié de noter que les soumissions seront reçues par la ville de Dorion le 13 mai 1963 pour une émission de \$74,000 d'obligations, au lieu de \$82,500. Le montant emprunté sur le règlement No 348 est de \$51,000, et le montant emprunté sur le règlement No 371 est de \$23,000.

Le tableau d'amortissement de l'emprunt de \$74,000 est le suivant:

1er juin 1964	\$2,000
1er juin 1965	2,000
1er juin 1966	2,000
1er juin 1967	2,500
1er juin 1968	3,000
1er juin 1969	3,000
1er juin 1970	3,500
1er juin 1971	3,500

Tenders

Town of Dorion

County of Vaudreuil-Soulanges

Correction

Please note that tenders will be received by the town of Dorion, on May 13, 1963, for a \$74,000 bond issue, and not for a \$82,500 bond issue. The borrowed amount on by-law No. 348 is \$51,000, and the borrowed amount on by-law No. 371 is \$23,000.

The table of redemption of the \$74,000 loan is the following one:

June 1, 1964	\$2,000
June 1, 1965	2,000
June 1, 1966	2,000
June 1, 1967	2,500
June 1, 1968	3,000
June 1, 1969	3,000
June 1, 1970	3,500
June 1, 1971	3,500

1er juin 1972.....	\$3,500
1er juin 1973.....	4,000
1er juin 1974.....	4,000
1er juin 1975.....	4,000
1er juin 1976.....	4,500
1er juin 1977.....	4,500
1er juin 1978.....	4,500
1er juin 1979.....	4,500
1er juin 1980.....	4,500
1er juin 1981.....	4,500
1er juin 1982.....	5,000
1er juin 1983.....	5,000

June 1, 1972.....	\$3,500
June 1, 1973.....	4,000
June 1, 1974.....	4,000
June 1, 1975.....	4,000
June 1, 1976.....	4,500
June 1, 1977.....	4,500
June 1, 1978.....	4,500
June 1, 1979.....	4,500
June 1, 1980.....	4,500
June 1, 1981.....	4,500
June 1, 1982.....	5,000
June 1, 1983.....	5,000

Les autres conditions de l'avis de demande de soumissions demeurent les mêmes.
2825 o

All other conditions mentioned in the notice of call for tenders remain the same.
2825-o

P paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville
Comté de Terrebonne

Parish of Ste-Thérèse-de-Blainville
County of Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné C.-E. Desjardins, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7:30 heures p.m., à 11 rue Blainville-Est, Cité de Ste-Thérèse, ou jusqu'à 8 heures p.m., à l'école St-Edmond, Boulevard Labelle, Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, mari, le 21 mai 1963, pour l'achat de \$103,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned C.-E. Desjardins, secretary-treasurer, until 7:30 at 11 Blainville St. East, city of Ste-Thérèse, or until 8:00 o'clock p.m. in St-Edmond School, Labelle Blvd., Ste-Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne, Tuesday, May 21, 1963, for the purchase of an issue of \$103,000 of bonds for the parish of Ste-Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt No 199, tel que modifié — achat d'immeubles et de systèmes d'égouts et d'aqueduc.

Loan by-law No. 199, as amended — purchase of immoveables and of sewer and aqueduct systems.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1963.

Tableau d'amortissement — \$103,000 — 20 ans

Table of redemption — \$103,000 — 20 years

Année	Capital
1er juin 1964.....	\$ 1,500
1er juin 1965.....	1,500
1er juin 1966.....	1,500
1er juin 1967.....	1,500
1er juin 1968.....	1,500
1er juin 1969.....	1,500
1er juin 1970.....	2,000
1er juin 1971.....	2,000
1er juin 1972.....	2,000
1er juin 1973.....	2,000
1er juin 1974.....	2,500
1er juin 1975.....	2,500
1er juin 1976.....	2,500
1er juin 1977.....	3,000
1er juin 1978.....	3,000
1er juin 1979.....	3,000
1er juin 1980.....	3,500
1er juin 1981.....	3,500
1er juin 1982.....	3,500
1er juin 1983.....	59,000

Year	Capital
June 1, 1964.....	\$ 1,500
June 1, 1965.....	1,500
June 1, 1966.....	1,500
June 1, 1967.....	1,500
June 1, 1968.....	1,500
June 1, 1969.....	1,500
June 1, 1970.....	2,000
June 1, 1971.....	2,000
June 1, 1972.....	2,000
June 1, 1973.....	2,000
June 1, 1974.....	2,500
June 1, 1975.....	2,500
June 1, 1976.....	2,500
June 1, 1977.....	3,000
June 1, 1978.....	3,000
June 1, 1979.....	3,000
June 1, 1980.....	3,500
June 1, 1981.....	3,500
June 1, 1982.....	3,500
June 1, 1983.....	59,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse, county of Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 mai 1963, à 8 heures du soir, en l'école St-Edmond, Boulevard Labelle, Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse, (Comté de Terrebonne), ce 25 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
C.-E. DESJARDINS.

Adresse postale: 11 rue Blainville-Est,

C.P. 337,

Cité de Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.,

Téléphone: 823-3160. 2789-0

Cité de Jacques-Cartier

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et encossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Beauvais, serfrier, Hôtel de Ville, 350 ouest, Boul. Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m. mardi, le 21 mai 1963, pour l'achat de \$2,755,000 d'obligations de la cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 303 — \$971,000, construction d'un égout collecteur; 307 — \$43,000, achat et installation d'enseignes de rues et de circulation; 312 — 2ième tranche de \$1,250,000, construction d'un égout collecteur; 326 — \$475,000, achat de terrains pour fins industrielles; 330 — \$16,000, travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1963.

Tableau d'amortissement — \$2,755,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1964	\$ 31,000
1er juin 1965	33,000
1er juin 1966	35,000
1er juin 1967	38,000
1er juin 1968	39,000
1er juin 1969	41,000
1er juin 1970	44,000
1er juin 1971	46,000
1er juin 1972	48,000
1er juin 1973	52,000
1er juin 1974	49,000
1er juin 1975	53,000
1er juin 1976	56,000
1er juin 1977	59,000
1er juin 1978	62,000
1er juin 1979	66,000
1er juin 1980	71,000
1er juin 1981	75,000
1er juin 1982	79,000
1er juin 1983	1,778,000

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, May 21, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in St-Edmond School, Labelle Blvd., Ste-Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse, (County of Terrebonne), April 25, 1963.

C.-E. DESJARDINS,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 11 Blainville St. East,

P.O. Box 337,

City of Ste-Thérèse, (Terrebonne), P.Q.,

Telephone: 823-3160. 2789

City of Jacques-Cartier

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lucien Beauvais, City Clerk, City Hall, 350, Curé Poirier Blvd. West, Jacques-Cartier, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, May 21, 1963, for the purchase of an issue of \$2,755,000 of bonds for the city of Jacques-Cartier, county of Chambly, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos 303 — \$971,000, construction of a sewage collector; 307 — \$43,000, purchase and installation of street and traffic signs; 312 — 2nd block of \$1,250,000, construction of a sewage collector; 326 — \$475,000, purchase of lands for industrial purposes; 330 — \$16,000, roadwork.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1963.

Table of redemption — \$2,755,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1964	\$ 31,000
June 1, 1965	33,000
June 1, 1966	35,000
June 1, 1967	38,000
June 1, 1968	39,000
June 1, 1969	41,000
June 1, 1970	44,000
June 1, 1971	46,000
June 1, 1972	48,000
June 1, 1973	52,000
June 1, 1974	49,000
June 1, 1975	53,000
June 1, 1976	56,000
June 1, 1977	59,000
June 1, 1978	62,000
June 1, 1979	66,000
June 1, 1980	71,000
June 1, 1981	75,000
June 1, 1982	79,000
June 1, 1983	1,778,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, douze ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des quatre termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Des soumissions seront également reçues pour cette émission de \$2,755,000 d'obligations à fonds d'amortissement. Dans ce cas, les obligations seront datées du 1er juin 1963 et elles échèront soit le 1er juin 1973, soit le 1er juin 1975, soit le 1er juin 1978 ou soit le 1er juin 1983, au choix; cependant, les soumissions devront être envoyées que pour un seul des quatre termes.

Le fonds d'amortissement créé pour le remboursement des \$2,755,000, sera versé entre les mains du Ministère des Finances de la province à une annuité suffisante pour rembourser chacun des montants ci-dessus mentionnés et formant un total de \$2,755,000 durant les termes à courir pour chacun desdits règlements. Le solde renouvelable le 1er juin 1973 sera d'environ \$2,348,000; le solde renouvelable le 1er juin 1975 sera d'environ \$2,246,000; le solde renouvelable le 1er juin 1978 sera d'environ \$2,069,000 et le solde renouvelable le 1er juin 1983 sera d'environ \$1,694,000.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 mai 1963, à 8 heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 350 ouest, Boul. Curé Poirier, Jacques-Cartier, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier, (Comté de Chambly), ce 26 avril 1963.

Le Greffier,
LUCIEN BEAUVAIS.

Hôtel de Ville,
350 ouest, Boul. Curé Poirier,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.,
Téléphone: 677-9451. 2792-0

Ville de Montmorency
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Gaston St-Pierre, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 49 avenue Ruel, Montmorency, comté de Québec, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 21 mai 1963, pour l'achat de \$350,000 d'obligations de la ville de Montmorency, comté de Québec, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year, twelve year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the four terms only. Adjudication shall be made according to law.

Tenders will also be received for this issue of \$2,755,000 in bonds for the sinking-fund. In this case, the bonds will be dated June 1, 1963 and they will mature either on June 1, 1973, June 1, 1975, June 1, 1978 or on June 1, 1983, according to choice; however, the tenders must be sent for only one of the four terms.

The sinking-fund created for the reimbursement of the \$2,755,000, will be paid to the Department of Finance of the Province at an annuity sufficient for the reimbursement of each of the above-mentioned amounts and forming a total of \$2,755,000, during the terms left for each of the said by-laws. The balance renewable on June 1, 1973 will be approximately \$2,348,000; the balance renewable on June 1, 1975 will be approximately \$2,246,000; the balance renewable on June 1, 1978 will be approximately \$2,069,000; and the balance renewable on June 1, 1983 will be approximately \$1,694,000.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, May 21, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 350 Curé Poirier Blvd. West, Jacques-Cartier, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier, (County of Chambly), April 26, 1963.

LUCIEN BEAUVAIS,
City Clerk.

City Hall,
350 Curé Poirier Blvd. West,
Jacques-Cartier, (Chambly), P.Q.,
Téléphone: 677-9451. 2792

Town of Montmorency
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gaston St-Pierre, secretary-treasurer, Town Hall, 49 Ruel Ave., Montmorency, county of Quebec, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, May 21, 1963, for the purchase of an issue of \$350,000 of bonds for the town of Montmorency, county of Quebec, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983, inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest

chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 181, tel que modifié — établissement d'un nouveau système d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1963.

Tableau d'amortissement — \$350,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1964	\$ 4,500
1er juin 1965	4,500
1er juin 1966	5,000
1er juin 1967	5,500
1er juin 1968	5,500
1er juin 1969	6,000
1er juin 1970	6,500
1er juin 1971	6,500
1er juin 1972	7,000
1er juin 1973	7,500
1er juin 1974	8,000
1er juin 1975	8,500
1er juin 1976	9,000
1er juin 1977	9,500
1er juin 1978	10,000
1er juin 1979	10,500
1er juin 1980	11,000
1er juin 1981	12,000
1er juin 1982	12,500
1er juin 1983	200,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montmorency, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 21 mai 1963, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 49 avenue Ruel, Montmorency, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montmorency, (Comté de Québec), ce 25 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON ST-PIERRE.

Hôtel de Ville,
49 avenue Ruel,
Montmorency, (Québec), P.Q.,
Téléphone: 663-3528. 2801-0

Village de McMasterville
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-B.-A. Lanctôt, secrétaire-trésorier,

may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 181 as amended — establishment of a new system for the aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1963.

Table of redemption — \$350,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1964	\$ 4,500
June 1, 1965	4,500
June 1, 1966	5,000
June 1, 1967	5,500
June 1, 1968	5,500
June 1, 1969	6,000
June 1, 1970	6,500
June 1, 1971	6,500
June 1, 1972	7,000
June 1, 1973	7,500
June 1, 1974	8,000
June 1, 1975	8,500
June 1, 1976	9,000
June 1, 1977	9,500
June 1, 1978	10,000
June 1, 1979	10,500
June 1, 1980	11,000
June 1, 1981	12,000
June 1, 1982	12,500
June 1, 1983	200,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montmorency, county of Québec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 21, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 49 Ruel Ave., Montmorency, county of Québec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montmorency, (County of Québec), April 25, 1963.

GASTON ST-PIERRE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
49 Ruel Ave.,
Montmorency, (Québec), P.Q.,
Telephone: 663-3528. 2801

Village of McMasterville
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-B.-A. Lanctôt, secretary-treasurer, P.O.B. 27, Beloeil, county of

C. P. 27, Beloeil, comté de Verchères, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 22 mai 1963, pour l'achat de \$178,500 d'obligations du village de McMasterville, comté de Verchères, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 111 — \$178,500 — construction d'une station de pompe, rues, trottoirs, égouts, achat d'équipement, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1963.

Tableau d'amortissement — \$178,500 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1964	\$ 5,000
1er juin 1965	5,500
1er juin 1966	5,500
1er juin 1967	6,000
1er juin 1968	6,500
1er juin 1969	6,500
1er juin 1970	6,500
1er juin 1971	7,000
1er juin 1972	7,500
1er juin 1973	8,000
1er juin 1974	8,500
1er juin 1975	9,500
1er juin 1976	9,500
1er juin 1977	10,000
1er juin 1978	11,000
1er juin 1979	11,500
1er juin 1980	12,500
1er juin 1981	13,000
1er juin 1982	14,000
1er juin 1983	15,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à McMasterville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 22 mai 1963 à 8 heures du soir, au collège St-Joseph, McMasterville, comté de Verchères.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

McMasterville, (Comté de Verchères), ce 29 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B.-A. LANCTÔT.

C. P. 27,
Beloeil, (Verchères), P.Q.
Téléphone: FO-7-3580, code 514. 2812-o

Verchères, until 8:00 o'clock p.m. Wednesday, May 22, 1963, for the purchase of an issue of \$178,500 of bonds for the village of McMasterville, county of Verchères, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 111 — \$178,500 — construction of pump station, streets, sidewalks, sewers purchase of equipment, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1963.

Table of redemption — \$178,500 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1964	\$ 5,000
June 1, 1965	5,500
June 1, 1966	5,500
June 1, 1967	6,000
June 1, 1968	6,500
June 1, 1969	6,500
June 1, 1970	6,500
June 1, 1971	7,000
June 1, 1972	7,500
June 1, 1973	8,000
June 1, 1974	8,500
June 1, 1975	9,500
June 1, 1976	9,500
June 1, 1977	10,000
June 1, 1978	11,000
June 1, 1979	11,500
June 1, 1980	12,500
June 1, 1981	13,000
June 1, 1982	14,000
June 1, 1983	15,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at McMasterville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 22, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at St-Joseph's College, McMasterville, county of Verchères.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

McMasterville, (County of Verchères), April 29, 1963.

J.-B.-A. LANCTÔT,
Secretary-Treasurer.

B.O.B. 27,
Beloeil, (Verchères), P.Q.
Telephone: FO-7-3580, Code 514. 2812

Ville de Pierrefonds
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Pierre Blais, greffier, Hôtel de Ville, 11,072 Boulevard Gouin Ouest, Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 3 heures p.m., mercredi, le 22 mai 1963, pour l'achat de \$490,000 d'obligations de la ville de Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 273 — \$135,000, travaux d'égouts; 280 — \$112,000, travaux de pavages; 281 — \$31,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 289 — \$7,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 290 — \$104,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 291 — \$12,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 297 — \$20,000, travaux de pavages; et 306 — \$69,000, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1963.

Tableau d'amortissement — \$490,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1964	\$10,500
1er juin 1965	11,000
1er juin 1966	12,000
1er juin 1967	13,000
1er juin 1968	14,000
1er juin 1969	15,000
1er juin 1970	16,000
1er juin 1971	17,000
1er juin 1972	18,500
1er juin 1973	19,000
1er juin 1974	20,500
1er juin 1975	21,500
1er juin 1976	23,000
1er juin 1977	24,000
1er juin 1978	25,500
1er juin 1979	27,500
1er juin 1980	30,000
1er juin 1981	30,500
1er juin 1982	32,500
1er juin 1983	109,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil municipal qui sera tenue

Town of Pierrefonds
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Pierre Blais, town clerk, town hall, 11,072 Gouin Blvd. West, Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, until 3:00 o'clock p.m. on Wednesday, May 22, 1963, for the purchase of an issue of \$490,000 of bonds for the town of Pierrefonds, county of Jacques-Cartier, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 273 — \$135,000. — work in sewers; 280 — \$112,000. — paving; 281 — \$31,000. — work in aqueduct and in sewers; 289 — \$7,000. — work in aqueduct and in sewers; 290 — \$104,000. — work in aqueduct and in sewers; 291 — \$12,000. — work in aqueduct and in sewers; 297 — \$20,000. — paving; and 306 — \$69,000. — work aqueduct and in sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1963.

Table of redemption — \$490,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1964	\$10,500
June 1, 1965	11,000
June 1, 1966	12,000
June 1, 1967	13,000
June 1, 1968	14,000
June 1, 1969	15,000
June 1, 1970	16,000
June 1, 1971	17,000
June 1, 1972	18,500
June 1, 1973	19,000
June 1, 1974	20,500
June 1, 1975	21,500
June 1, 1976	23,000
June 1, 1977	24,000
June 1, 1978	25,500
June 1, 1979	27,500
June 1, 1980	30,000
June 1, 1981	30,500
June 1, 1982	32,500
June 1, 1983	109,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pierrefonds, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council, to be held on

mercredi, le 22 mai 1963, à 3 heures de l'après-midi, en l'Hôtel de Ville, 11,072 Boulevard Gouin Ouest, Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierrefonds, (Comté de Jacques-Cartier), ce 30 avril 1963.

Le Greffier,

JEAN-PIERRE BLAIS,

Hôtel de Ville, 11,072 Boulevard Gouin Ouest, Pierrefonds, (Jacques-Cartier), P.Q.

Téléphone: 684-4480.

2821-0

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny-les-Bains
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Morin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 13 Avenue Bord-de-l'eau, Repentigny, ou jusqu'à 8 heures p.m., en l'École Jean XXIII, Repentigny, comté de L'Assomption, lundi, le 20 mai 1963, pour l'achat de \$50,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny-les-Bains, comté de L'Assomption, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 22 février 1963 — \$50,000 — achat de terrains.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1963.

Tableau d'amortissement — \$50,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1964	\$1,500
1er juin 1965	1,500
1er juin 1966	1,500
1er juin 1967	1,500
1er juin 1968	1,500
1er juin 1969	2,000
1er juin 1970	2,000
1er juin 1971	2,000
1er juin 1972	2,000
1er juin 1973	2,500
1er juin 1974	2,500
1er juin 1975	2,500
1er juin 1976	2,500
1er juin 1977	3,000
1er juin 1978	3,000
1er juin 1979	3,500
1er juin 1980	3,500
1er juin 1981	3,500
1er juin 1982	4,000
1er juin 1983	4,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Wednesday, May 22, 1963, at 3:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 11,072 Gouin Blvd. West, Pierrefonds, county of Jacques-Cartier.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pierrefonds, (County of Jacques-Cartier), April 30, 1963.

JEAN-PIERRE BLAIS,

Town Clerk,

Town Hall, 11,072 Gouin Blvd. West, Pierrefonds, (Jacques-Cartier), P.Q.

Telephone: 684-4480.

2821

The school commissioners for the municipalité de Repentigny-les-Bains
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Morin, secretary-treasurer, until 7:30 p.m., 13 Bord-de-l'Eau Avenue, Repentigny, or until 8:00 o'clock p.m., at the Jean XXIII school, Repentigny, county of L'Assomption, Monday, on May 20, 1963, for the purchase of an issue of \$50,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Repentigny-les-Bains, county of L'Assomption, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated February 22, 1963 — \$50,000 — purchase of lots of land.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1963.

Table of redemption — \$50,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1964	\$1,500
June 1, 1965	1,500
June 1, 1966	1,500
June 1, 1967	1,500
June 1, 1968	1,500
June 1, 1969	2,000
June 1, 1970	2,000
June 1, 1971	2,000
June 1, 1972	2,000
June 1, 1973	2,500
June 1, 1974	2,500
June 1, 1975	2,500
June 1, 1976	2,500
June 1, 1977	3,000
June 1, 1978	3,000
June 1, 1979	3,500
June 1, 1980	3,500
June 1, 1981	3,500
June 1, 1982	4,000
June 1, 1983	4,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 20 mai 1963, à 8 heures du soir, en l'École Jean XXIII, Repentigny, comté de L'Assomption.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny-les-Bains, (Comté de L'Assomption), 29 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND MORIN.

13, Avenue Bord-de-l'Eau,
Repentigny, (L'Assomption), P. Q.
Téléphone: 581-0755. 2822-0

Village de Philipsburg
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Roy, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Philipsburg, comté de Missisquoi, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 22 mai 1963, pour l'achat de \$95,000 d'obligations du village de Philipsburg, comté de Missisquoi, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 144 — tel que modifié — \$95,000, construction d'un système d'aqueduc et de protection contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1963.

Tableau d'amortissement — \$95,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1964	\$ 1,000
1er juin 1965	1,500
1er juin 1966	1,500
1er juin 1967	1,500
1er juin 1968	1,500
1er juin 1969	1,500
1er juin 1970	1,500
1er juin 1971	2,000
1er juin 1972	2,000
1er juin 1973	2,000
1er juin 1974	2,000
1er juin 1975	2,500
1er juin 1976	2,500
1er juin 1977	2,500
1er juin 1978	2,500
1er juin 1979	3,000
1er juin 1980	3,000
1er juin 1981	3,000
1er juin 1982	3,500
1er juin 1983	54,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Philipsburg, comté de Missisquoi.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, May 20, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the Jean XXIII School, Repentigny, county of L'Assomption.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny-les-Bains, (County of L'Assomption), April 29, 1963.

FERNAND MORIN,
Secretary-Treasurer.

13, Bord-de-l'Eau Avenue,
Repentigny, (L'Assomption), P. Q.
Telephone: 581-0755. 2822

Village of Philipsburg
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Roy, secretary-treasurer, Town Hall, Philipsburg, county of Missisquoi, until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, May 22, 1963, for the purchase of an issue of \$95,000 of bonds for the village of Philipsburg, county of Missisquoi, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 144 — as amended — \$95,000, construction of an aqueduct and fire protection system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1963.

Table of redemption — \$95,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1964	\$ 1,000
June 1, 1965	1,500
June 1, 1966	1,500
June 1, 1967	1,500
June 1, 1968	1,500
June 1, 1969	1,500
June 1, 1970	1,500
June 1, 1971	2,000
June 1, 1972	2,000
June 1, 1973	2,000
June 1, 1974	2,000
June 1, 1975	2,500
June 1, 1976	2,500
June 1, 1977	2,500
June 1, 1978	2,500
June 1, 1979	3,000
June 1, 1980	3,000
June 1, 1981	3,000
June 1, 1982	3,500
June 1, 1983	54,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Philipsburg, county of Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 22 mai 1963, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, Philipsburg, comté de Missisquoi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Philipsburg, (Comté de Missisquoi), ce 30 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL ROY.

Hôtel de Ville,
Philipsburg, (Missisquoi), P.Q.,
Téléphone: CH-8-2724 au Bureau,
CH-8-2610 à la maison. 2826-0

Paroisse de Ste-Adèle
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Deschamps, secrétaire-trésorier, Édifice Municipal, Boulevard Ste-Adèle, Ste-Adèle, comté de Terrebonne, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 22 mai 1963, pour l'achat de \$47,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1963 et remboursables par séries du 1er juin 1964 au 1er juin 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 64 — \$10,000 — construction d'un aqueduc; 65 — \$37,000 — construction d'un aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1963.

Tableau d'amortissement — \$47,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1964.....	\$ 500
1er juin 1965.....	500
1er juin 1966.....	500
1er juin 1967.....	500
1er juin 1968.....	500
1er juin 1969.....	500
1er juin 1970.....	500
1er juin 1971.....	500
1er juin 1972.....	1,000
1er juin 1973.....	1,000
1er juin 1974.....	1,000
1er juin 1975.....	1,000
1er juin 1976.....	1,500
1er juin 1977.....	1,500
1er juin 1978.....	1,500
1er juin 1979.....	1,500
1er juin 1980.....	1,500
1er juin 1981.....	1,500
1er juin 1982.....	2,000
1er juin 1983.....	28,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant,

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 22, 1963, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, Philipsburg, county of Missisquoi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Philipsburg, (County of Missisquoi), April 30, 1963.

MARCEL ROY,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Philipsburg, (Missisquoi), P.Q.,
Telephone: CH-8-2724 at the office,
CH-8-2610 at the house. 2826

Parish of Ste-Adèle
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Deschamps, secretary-treasurer, Municipal Building, Ste-Adèle, Blvd, Ste-Adèle, county of Terrebonne, until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, May 22, 1963 for the purchase of an issue of \$47,000 of bonds for the parish of Ste-Adèle, county of Terrebonne, dated June 1, 1963, and redeemable serially from June 1, 1964 to June 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 64 — \$10,000 — construction of an aqueduct; 65 — \$37,000 — construction of an aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1963.

Table of redemption — \$47,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1964.....	\$ 500
June 1, 1965.....	500
June 1, 1966.....	500
June 1, 1967.....	500
June 1, 1968.....	500
June 1, 1969.....	500
June 1, 1970.....	500
June 1, 1971.....	500
June 1, 1972.....	1,000
June 1, 1973.....	1,000
June 1, 1974.....	1,000
June 1, 1975.....	1,000
June 1, 1976.....	1,500
June 1, 1977.....	1,500
June 1, 1978.....	1,500
June 1, 1979.....	1,500
June 1, 1980.....	1,500
June 1, 1981.....	1,500
June 1, 1982.....	2,000
June 1, 1983.....	28,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms

les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 22 mai 1963 à 7.30 heures du soir, Édifice Municipal, Boulevard Ste-Adèle, Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Adèle, (Comté de Terrebonne), ce 30 avril 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON DESCHAMPS.

Édifice Municipal,

Boulevard Ste-Adèle, C.P. 58,

Ste-Adèle, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: CA-9-3092 code 514. 2827-0

only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Adèle-en-Bas, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, May 22, 1963, at 7:30 o'clock p.m., at Municipal Building, Ste-Adèle Blvd, Ste-Adèle, county of Terrebonne.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Adèle, (County of Terrebonne), April 30, 1963.

GASTON DESCHAMPS,
Secretary-Treasurer.

Municipal Building,

Ste-Adèle Blvd., P.O.B. 58,

Ste-Adèle, (Terrebonne), P.Q.

Téléphone: CA-9-3092 code 514. 2827

Syndicats professionnels

L'Association des Employés de Cassidy's Cassidy's Employees' Association

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Employés de Cassidy's — Cassidy's Employees' Association », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 16 avril 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 4517, rue Lise, St-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

— Québec, le 17 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2780-0 RAYMOND DOUVILLE.

L'Association des Employés de Produits Diana Inc.

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Employés de Produits Diana Inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 19 avril 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

— Québec, le 22 avril 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

2781-0 RAYMOND DOUVILLE.

Association des Instituteurs et Institutrices du Témiscouata

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 16 avril 1963, autorisé le change-

Professional Syndicates

L'Association des Employés de Cassidy's Cassidy's Employees' Association

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Employés de Cassidy's — Cassidy's Employees' Association", has been authorized by the Provincial Secretary on April 16, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at 4517, Lise St., St-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

— Québec, April 17, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2780 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Association des Employés de Produits Diana Inc.

(Professional Syndicates' Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Employés de Produits Diana Inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on April 19, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at Québec, judicial district of Québec.

— Québec, April 22, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

2781 *Assistant Secretary of the Province.*

Association des Instituteurs et Institutrices du Témiscouata

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 16, 1963, author-

ment de nom du « Syndicat Régional des Institutrices Catholiques du Témiscouata », dont la constitution a été autorisée le 5 février 1953, et dont le siège social est situé à Cabano, en celui de « Association des Instituteurs et Institutrices du Témiscouata », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 17 avril 1963.

2782-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Association Professionnelle des Instituteurs Laïcs de Grand-Mère

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 26 mars 1963, autorisé le changement de nom de l'« Association Professionnelle des Instituteurs de Grand-Mère », dont la constitution a été autorisée le 20 octobre 1961, et dont le siège social est situé à Grand-Mère, en celui de l'« Association Professionnelle des Instituteurs Laïcs de Grand-Mère », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 28 mars 1963.

2786-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat National des Travailleurs de la Construction et du Bois Ouvré de Roberval Inc.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 28 mars 1963, autorisé le changement de nom du « Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Roberval Inc. », dont la constitution sous le nom originaire de « Le Syndicat National Catholique des Charpentiers-Menusiers de Roberval, Inc. », a été autorisée le 24 avril 1939, et dont le siège social est situé à Roberval, en celui du « Syndicat National des Travailleurs de la Construction et du Bois Ouvré de Roberval Inc. », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 29 mars 1963.

2802-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Fédération des Instituteurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski (F.I.R.)

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 14 mars 1963, autorisé le changement de nom de la « Fédération des Professeurs et Institutrices du diocèse de Rimouski », dont la constitution a été autorisée le 5 novembre 1953, et dont le siège social est situé à Rimouski, en celui de « Fédération des Instituteurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski (F.I.R.) », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 18 mars 1963.

2828-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

ized the change of name of the "Syndicat Régional des Institutrices Catholiques du Témiscouata", constitution of which was authorized on February 5, 1953, and whose head office is situated at Cabano, into that of "Association des Instituteurs et Institutrices du Témiscouata", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, April 17, 1963.

2782 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Association Professionnelle des Instituteurs Laïcs de Grand-Mère

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 26, 1963, authorized the change of name of "Association Professionnelle des Instituteurs de Grand-Mère", the incorporation of which was authorized on October 20, 1961, and the head office of which is situated in Grand-Mère to "Association Professionnelle des Instituteurs Laïcs de Grand-Mère", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, March 28, 1963.

2786 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Syndicat National des Travailleurs de la Construction et du Bois Ouvré de Roberval Inc.

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 28, 1963, authorized the change of name of "Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Construction de Roberval Inc.", the incorporation of which under the original name of "Le Syndicat National Catholique des Charpentiers-Menusiers de Roberval, Inc.", was authorized on April 24, 1939, and the head office of which is situated in Roberval, to "Syndicat National des Travailleurs de la Construction et du Bois Ouvré de Roberval Inc.", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, March 29, 1963.

2802 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Fédération des Instituteurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski (F.I.R.)

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 14, 1963, authorized the change of name of "Fédération des Professeurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski", the incorporation of which was authorized on November 5, 1953, and whose head office is situated at Rimouski, into that of "Fédération des Instituteurs et Institutrices du Diocèse de Rimouski (F.I.R.)", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, March 18, 1963.

2828 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Vente par licitation**Cochrane vs Cochrane***Erratum*

Dans l'avis de vente de licitation ci-haut mentionnée, publié dans les éditions de la *Gazette officielle de Québec* des 13 et 20 avril 1963, aux pages 1876 et 1958, une erreur s'étant glissée dans le texte anglais, veuillez remplacer la description du lot par la suivante:

« Un lot de terre dans la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro 259 de la subdivision officielle du lot originaire 752 (752-259), aux plans et livres de renvois officiels du cadastre de la ville de Lachine, ayant front sur la huitième avenue, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, avec le droit en commun dans la ruelle sise en arrière dudit lot ».

Le Procureur des Demandeurs,
ÉMILE PELLETIER.

2606-x-o

Sale by Licitiation**Cochrane vs Cochrane***Erratum*

In the notice of sale by licitation mentioned above, published in the *Quebec Official Gazette* on April 13 and 20, 1963, on pages 1876 and 1958, an error having been made in the English text, kindly replace the description of the lot by the following:

"A lot of land in the city of Lachine, known and designated as being lot number 259 of the official subdivision of original lot 752 (752-259) in the official plan and book of reference for the cadaster of the town of Lachine, having frontage on Eighth Avenue, measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less, with a common right in the land situated in the rear of the said lot".

ÉMILE PELLETIER,
Attorney for the Plaintiffs.

2606-x-o

Vente — Loi de faillite**Quidoz Pianos Ltd.**

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure en faillite, No 3287 (1962). Dans l'affaire de la faillite de Quidoz Pianos Ltd., corps politique et incorporé ayant son siège social à Ste-Thérèse, Province de Québec, débitrice.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance du Tribunal rendue le 5e jour d'avril 1963, je vendrai l'immeuble ci-après décrit par encan public avec l'effet du décret:

« Un immeuble situé sur la rue Roux, en la ville de Ste-Thérèse, connu et désigné comme étant les lots numéros deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois ainsi qu'une partie du lot numéro deux cent quarante-sept (Nos. 241, 242, 243 et partie 247) des plans et livre de renvoi officiels du village de Ste-Thérèse de Blainville, la partie du lot numéro 247 susmentionnée est à prendre à l'extrémité nord-ouest de ce lot, mesurant quatre-vingts pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: d'un bout au nord par la rivière aux Chiens; de l'autre bout au sud et d'un côté à l'est par le résidu dudit lot No 247; et de l'autre côté par les lots numéros 241 et 242 des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toute les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et avec toutes les bâtisses dessus construites, consistant en une manufacture de pianos. »

Pour être vendus à l'enchère publique à la place d'affaires à Ste-Thérèse, Province de Québec, le SEPTIÈME jour de JUIN 1963, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Conditions: Comptant ou à la satisfaction du syndic.

Pour autres renseignements et cahier de charges, s'adresser aux syndics soussignés.

Montréal, ce 24e jour d'avril 1963.

Les Syndics,
BLAIS, HUARD, MERCURE
& Associés.

2793-18-2-o

Sale — Bankruptcy Act**Quidoz Pianos Ltd.**

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court in bankruptcy, No. 3287 (1962). In the matter of bankruptcy of Quidoz Pianos Ltd., body politic and incorporated, having its head office in Ste-Thérèse, Province of Quebec, debtor.

Public notice is hereby given that, under a ruling of the Tribunal rendered on the 5th day of April, 1963, I will sell the immoveable hereinafter described by public auction, with the effect of a decree:

"An immoveable situated on Roux St. in the town of Ste-Thérèse, known and designated as being lots number two hundred and forty-one, two hundred and forty-two, two hundred and forty-three, as well as a part of lot number two hundred and forty-seven (Nos 241, 242, 243 and part 247) in the official plan and book of reference for the village of Ste-Thérèse de Blainville; the part of lot number 247 mentioned above is to be taken from the northwest end of said lot, measuring eighty feet in width by ninety-two feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: on one end, on the north by Rivière aux Chiens; on the other end, on the south and on one side, on the east, by the remainder of said lot No. 247; and on the other side by lots numbers 241 and 242 in the same official plan and book of reference.

The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to said immoveable with all the buildings thereon constructed, consisting in a piano factory."

To be sold by public auction at its place of business in Ste-Thérèse, Province of Quebec, on the SEVENTH day of JUNE, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

Conditions: Cash or to the satisfaction of the trustee.

For other information and the list of charges, apply to the undersigned trustees.

Montreal, this 24th day of April, 1963.

BLAIS, HUARD, MERCURE
& Associés,
Trustees.

2793-18-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour de Magistrat, { **DR RENÉ JUTRAS,**
No 25,693. { M.D., médecin pédiatre, pratiquant à 1 rue Dubord, Victoriaville, P.Q., demandeur; vs **ANDRÉ BOSSE,** demeurant à R.R. No 4, Danville, P.Q., défendeur.

« Une terre mesurant cent cinquante acres en superficie plus ou moins connue et désignée au cadastre officiel du canton de Tingwick sous les numéros huit cent quarante-sept (847) et huit cent cinquante (850) avec les bâtisses et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Tingwick, comté d'Arthabaska, **SAMEDI** le **DIX-HUITIÈME** jour de **MAI 1963** à **UNE** heure de l'après-midi, heure en vigueur à cette date.

Bureau du Shérif, { *Le Shérif,*
Arthabaska, le 3 avril 1963. { **LÉO FAUCHER,**
2613-15-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **WILLIAM COOPER,**
No 396,960. { marchand de la cité et du district de Montréal, demandeur; vs **AGILE GAUTHIER,** menuisier de la cité et du district de Montréal, défendeur.

« Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro six du rang « A » du canton d'Arthabaska, situé sur le côté sud-est de la route nationale numéro vingt, Victoriaville-Drummondville-Montréal, dans la paroisse de Ste-Victoire d'Arthabaska, à l'ouest de la ville de Victoriaville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Ste-Victoire, comme faisant partie des numéros cinquante et un et cinquante-deux (Pties 51 et Ptie 52), contenant deux cent dix pieds (210) de front sur cent quatre-vingt pieds (180) de profondeur, mesure anglaise; ledit emplacement à prendre à partir de cent pieds (100) à l'ouest de l'ancienne ligne de Rosaire Lajeunesse, et s'étendant vers l'ouest sur ladite largeur de deux cent dix pieds (210) prenant en front, au nord-ouest à la route nationale, en profondeur au sud-est à Donat Houle et Alfred Bourassa; d'un côté nord-est à Mlle Alice Thibodeau, et du côté sud-ouest à Alfred Bourassa; tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et avec possession immédiate. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de l'Assomption, en la ville de Victoriaville, **SAMEDI**, le **DIX-HUITIÈME** jour de **MAI 1963** à **ONZE** heures de l'avant-midi heure en vigueur à cette date.

Bureau du Shérif, { *Le Shérif,*
Arthabaska, 8 avril 1963. { **LÉO FAUCHER,**
2637-15-2-0

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Magistrate's Court, { **DR. RENÉ JUTRAS,**
No. 25,693. { M.D., physician, pediatrician, practising at 1 Dubord Street, Victoriaville, P.Q., plaintiff, vs **ANDRÉ BOSSE,** residing at R.R. No. 4, Danville, P.Q., defendant.

« A farm measuring one hundred and fifty acres in area more or less, known and designated in the official cadaster of the township of Tingwick under numbers eight hundred and forty-seven (847) and eight hundred and fifty (850) with the buildings and with all servitudes, active and passive, apparent or unapparent attached to said immoveable. »

To be sold at the parochial church door of Tingwick, county of Arthabaska, on **SATURDAY**, the **EIGHTEENTH** day of **MAY, 1963**, at **ONE** o'clock in the afternoon, time in force on that date.

Sheriff's Office, { **LÉO FAUCHER,**
Arthabaska, April 3, 1963. { *Sheriff,*
2613-15-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { **WILLIAM COOPER,** mer-
No. 396,960. { chant, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs **AGILE GAUTHIER,** joiner, of the city and district of Montreal, defendant.

« A lot of land or emplacement forming part of lot number six of range "A" of the township of Arthabaska, situated on the southeast side of the national highway number twenty, Victoriaville-Drummondville-Montréal, in the parish of Ste-Victoire d'Arthabaska, west of the town of Victoriaville, known and designated on the official plan and in the book of reference of this part of the township of Arthabaska, forming the parish of Ste-Victoire, as forming part of numbers fifty-one and fifty-two (Pts. 51 and Pt. 52), containing two hundred and ten feet (210) in front by one hundred and eighty feet (180) in depth English measure; the said emplacement to be taken at one hundred feet (100) west of the old line of Rosaire Lajeunesse, and extending toward the west on the said width of two hundred and ten feet (210) taken in front on the northwest on the national highway, in depth, on the southeast, by Donat Houle and Alfred Bourassa; on one said, northeast, by Miss Alice Thibodeau, and on the southwest, by Alfred Bourassa; as the whole is to be found presently, with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable and with immediate possession. »

To be sold at the parochial church door of l'Assomption, in the town of Victoriaville, **SATURDAY**, the **EIGHTEENTH** day of **MAY, 1963** at **ELEVEN** o'clock in the forenoon, at whatever time is in force on this date.

Sheriff's Office, { **LÉO FAUCHER,**
Arthabaska, April 8, 1963. { *Sheriff,*
2637-15-2

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, { ALBÉRIC ARSENAULT,
No 6959. { demandeur; vs JEAN-PAUL BERNIER, défendeur.

Description

« Un certain morceau de terrain situé à Bonaventure, dans le premier rang, étant partie du lot portant le numéro de cadastre trois cent trente-quatre (334) pour le canton Hamilton, mesurant quatre-vingt (80) pieds de front par cent cinquante (150) pieds de profondeur, étant borné comme suit: Au nord par la route nationale, au sud par Félix Cavanagh ainsi qu'à l'ouest et à l'est par le chemin appelé la route des « Caissy » avec bâtisse dessus construite. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Bonaventure, comté et district de Bonaventure, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI mil neuf cent soixante-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, F. J. LEGRÉSLEY,
New-Carlisle, P.Q., le 5 avril 1963. 2638-15-2-0

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court, { ALBÉRIC ARSENAULT,
No. 6959. { plaintiff; vs JEAN-PAUL BERNIER, defendant.

Description

« A certain piece of land situate at Bonaventure, in the first range, being part of lot cadastral number three hundred and thirty-four (334) for the township of Hamilton, measuring eighty feet (80) in frontage by one hundred and fifty feet (150) in depth, and being bounded as follows: On the north by the public highway, on the south by Félix Cavanagh as also toward the west and on the east by the road known as the "Caissy" road with building thereon erected. »

To be sold at the parochial church door of Bonaventure, county and district of Bonaventure, on the TWENTY-NINTH day of MAY one thousand nine hundred and sixty-three at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRÉSLEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, P.Q., April 5, 1963. 2638-15-2-0

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { CHAMPLAIN OIL PRO-
No 32,176. { DUCTS LTD, corpora-
tion légale ayant son siège
social à Montréal, demanderesse vs ZÉPHIR
DESBIENS, St-David de Falardeau, défendeur.

« Lot No 4, rang 4 Ouest, canton Falardeau, comté de Chicoutimi, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-David de Falardeau, le SIXIÈME jour du mois de JUIN 1963, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE,
Chicoutimi, le 26 avril 1963. 2794-18-2-0

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { CHAMPLAIN OIL PRO-
No. 32,176. { DUCTS LTD, body le-
gally incorporated, having its
head office in Montreal, plaintiff, vs ZÉPHIR
DESBIENS, St-David de Falardeau, defendant.

« Lot No. 4, range 4 West, township of Falardeau, county of Chicoutimi, with buildings thereon constructed. »

To be sold at the parochial Church door of St-David de Falardeau, on the SIXTH day of the month of JUNE, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, April 26, 1963. 2794-18-2

GASPÉ

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour de Magistrat, { LA CAISSE POPULAI-
No 6319. { RE STE ANNE DES
MONTS, une corporation

régie par la Loi des syndicats coopératifs de la province de Québec, ayant son siège social à Ste-Anne-des-Monts, district de Gaspé, demanderesse, vs ALBERT DARAI-CHE, de Ste-Anne-des-Monts, district de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

« Un terrain sis et situé en la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, ce terrain est désigné comme étant le lot No trente-huit C (38-C) au premier rang du fief de Ste-Anne-des-Monts Notre-Dame des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Anne-des-Monts. »

GASPÉ

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Magistrate's Court, { LA CAISSE POPULAI-
No. 6319. { RE STE ANNE DES
MONTS, a corporation

governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act, having its head office in Ste-Anne-des-Monts, district of Gaspé, plaintiff, vs ALBERT DARAI-CHE, of Ste-Anne-des-Monts, district of Gaspé, defendant.

The property for sale is the following:

« A terrain situated in the parish of Ste-Anne-des-Monts, with a house thereon constructed, circumstances and dependencies; this lot of land is designated as being lot No. thirty-eight C (38-C) on range one of the fief of Ste-Anne-des-Monts Notre-Dame in the plan and book of reference for the official cadaster of the parish of Ste-Anne-des-Monts. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne-des-Monts, comté et district de Gaspé, LUNDI, le NEUVIÈME jour de JUIN 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ce 16 avril 1963.

Le Shérif,
PERCY BIARD.
2795-18-2-o

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne-des-Monts, county and district of Gaspé, on MONDAY, the NINTH day of JUNE, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
April 16, 1963.

PERCY BIARD,
Sheriff.
2795-18-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME JULIETTE LÉ-
No 546 488. TOURNEAU, ser-
vante, fille majeure usant
de ses droits, demanderesse, vs HASSAN ALI,
défendeur, et ISIDORE COUPAL & THE
TORONTO DOMINION BANK, mis-en-cause,

« Cinq (5) lots de terrain situés en la cité de St-Michel, comté de Laval, P.Q., connus et désignés comme étant les lots numéros sept cent soixante et un, sept cent soixante-deux, sept cent soixante-trois, sept cent quatre-vingt-dix-sept, et sept cent quatre-vingt-dix-huit, subdivisions officielles du lot originaire No trois cent quarante-trois (343-761, 762, 763, 797, 798) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet; lesdits lots Nos 343-761, 762, 763 ayant front sur la 10e avenue (rue Nicolet) et lesdits lots Nos 343-797, 798 ayant front sur le boulevard St-Michel.

Avec les circonstances et dépendances et toutes les bâtisses dessus érigées, à savoir, une maison portant le numéro civique 8606, boulevard St-Michel en la cité de St-Michel.

Avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

À être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de MAI 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Montréal, 8 avril 1963.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.
2633-15-2

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 6394. AGRICOLE DU
QUÉBEC, corps politique et
incorporé, ayant son siège social à Québec,
demandeur; vs CLARENCE DOWNEY, culti-
vateur domicilié à Chichester, comté de Pontiac,
défendeur.

« Toutes ces parcelles ou étendues de terrain sises et situées dans le canton de Chichester, comté de Pontiac, connues et désignées comme étant les lots numéros vingt-neuf-A, trente-A, trente-trois-A, trente-quatre-A, trente-cinq, trente-six et trente-sept, toutes du quatrième rang, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chichester sus-mentionné (29-A, 30-A, 33-A, 34-A, 35, 36 et 37, r. 4). Avec ensemble les bâtisses dessus érigées et tous les membres et dépendances y appartenant.

Sauf et à distraire cependant dudit lot numéro vingt-neuf-A (ptie 29-A), sa portion vendue par

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montréal, to wit : { DAME JULIETTE LÉ-
No. 546 488. TOURNEAU, maid
of full age, using her own
rights, plaintiff, vs HASSAN ALI, defendant, and
ISIDORE COUPAL & THE TORONTO
DOMINION BANK, mis-en-cause,

“Five (5) lots of land situated in the city of St Michel, county of Laval, P.Q., known and designated as being lots nos seven hundred and sixty-one, seven hundred and sixty-two, seven hundred and sixty-three, seven hundred and ninety-seven and seven hundred and ninety-eight, official subdivisions of the original lot No. three hundred and forty-three (343-761, 762, 763, 797, 798) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; the said lots Nos. 343-761, 762, 763 having front on 10th Ave. (Nicolet St.) and the said lots Nos. 343-797, 798 having front on the St-Michel Boulevard.

With circumstances and dependencies and all the buildings thereon erected, namely a house bearing the civic No. 8606 St-Michel Boulevard, in the city of St-Michel.

With all the servitudes active and passive apparent or occult attached to the said immovable property.”

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of the month of MAY 1963, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Montreal, April 8, 1963.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.
2633-15-2-o

PONTIAC

Canada — Province of Québec
District of Pontiac

Superior Court, { QUEBEC FARM CRED-
No. 6394. IT BUREAU, a body
politic and incorporated
having its head office at Québec, plaintiff; vs
CLARENCE DOWNEY, farmer, domiciled at
Chichester, county of Pontiac, defendant.

“All those parcels or tracts of land lying and situate in the township of Chichester, in the county of Pontiac, known and designated as lots numbers twenty-nine-A, thirty-A, thirty-three-A, thirty-four-A, thirty-five, thirty-six and thirty-seven, all in the fourth range, according to the official plan and book of reference of the township of Chichester aforesaid (29-A, 30-A, 33-A, 34-A, 35, 36 and 37, rg. 4) together with the buildings thereon erected and all members and appurtenances thereunto belonging.

Save and except however, from the said lot number twenty-nine-A (pt. 29-A) the portion

John Fleury à Thomas Fleury par un acte de vente, sous seing privé, portant la date du 12 septembre 1939 enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, sous le numéro 46, 902, ladite parcelle de terrain contenant une demi-acre de terrain, plus ou moins et mesurant deux cent dix pieds sur cent cinq pieds. »

Pour être vendue en bloc au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, village de Campbell's Bay, MARDI, le QUATORZIÈME jour de MAI 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Campbell's Bay, Québec,
5 avril 1963.

Le Shérif,
JOS. D. SLOAN.
2621-15-2

thereof sold by John Fleury to Thomas Fleury by deed or sale *sous seing privé* bearing date the September 12, 1939, registered in the Pontiac county registry office under number 46,902, said parcel of land containing one-half acre of land, more or less and measuring two hundred and ten feet by one hundred and five feet." »

To be sold "en bloc" at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay on TUESDAY the FOURTEENTH day of MAY, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Campbell's Bay, Quebec,
April 5, 1963.

JOS. D. SLOAN,
Sheriff.
2621-15-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { J. A. LÉVESQUE, agent
No 118-210. { d'assurance, de la cité
de Québec, contre ISIDORE
GOSSELIN, 1270 Royale, Villeneuve, Québec 5,
et ERNEST GOSSELIN, 337 Ave Royale,
St-Laurent, I.O., comté de Montmorency, Que.
« Une terre à bois, contenant un arpent et
demi de largeur sur trente arpents de profondeur,
et connue comme étant la totalité du lot (824)
huit cent vingt-quatre et la moitié est du lot
(823) huit cent vingt-trois du cadastre officiel de
la paroisse de l'Ancienne-Lorette, le tout borné
au nord et au sud au trait carré à l'est par Dame
David Plamondon et à l'ouest par Léger Beau-
mont. »

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, le SEPTIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Partie du lot numéro (24) vingt-quatre du cadastre officiel pour la paroisse de St-Laurent, I.O., avec bâtisses, côté nord du chemin royal, mesurant un arpent, deux perches de front sur le chemin, sur la profondeur depuis le chemin au sud, jusqu'au haut de la falaise: bornée au sud au chemin, au nord au lot numéro 23 appartenant à Jos. Vaillancourt ou représentants, à l'ouest au lot 25, appartenant à Oscar Lachance ou représentants et à l'est au lot 22, appartenant à Gaudiose Vaillancourt, avec droit de passage pour se rendre au fleuve St-Laurent dans le chemin de Dame Jeanne Toussaint Therrien, situé au sud du chemin sur le même lot. Les bâtisses construites sur lesdits lots comprenant une maison sise au numéro 337 Avenue Royale, St-Laurent et un entrepôt à l'est de la maison.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Laurent, I.O., comté de Montmorency, le SEPTIÈME jour de JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 30 avril 1963. 2829-18-2-o
[Première insertion: 4 mai 1963]
[Deuxième insertion: 25 mai 1963]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris - District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { J. OMER TARDIF, régis-
No 3368. { trateur, domicilié à
Rouyn, district de Rouyn-

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { J. A. LÉVESQUE, insur-
No. 118-210. { ance agent, of the city
of Québec, versus ISIDORE
GOSSELIN, 1270 Royale Villeneuve, Québec 5,
and ERNEST GOSSELIN, 337 Royale Ave.,
St-Laurent, I.O., county of Montmorency, Que.
"A wooded lot of land, measuring one and one-
half arpent in width by thirty arpents in depth,
and known as being the whole of lot (824) eight
hundred and twenty-four and the east half of
lot (823) eight hundred and twenty-three in the
official cadaster of the Parish of l'Ancienne-
Lorette, the whole bounded on the north and
on the south by the trait carré, on the east by
Dame David Plamondon, and on the west by
Léger Beaumont." »

To be sold at the church door of Ancienne-Lorette, county of Québec, on the SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Part of lot number (24) twenty-four in the official cadaster for the parish of St-Laurent, I.O., with buildings, on the north side of Chemin Royal, measuring one arpent, two rods in front on the road, by the depth from the road on the south as far as the top of the cliff: bounded on the south by the road, on the north by lot number 23, belonging to Jos. Vaillancourt or representatives, on the west by lot 25, belonging to Oscar Lachance or representatives, and on the east by lot 22, belonging to Gaudiose Vaillancourt, with a right-of-way leading to the St. Lawrence River, on the road belonging to Dame Jeanne Toussaint Therrien, situated to the south of the road on the same lot. The buildings constructed on the said lots include a house situated at number 337 Royale Ave., St-Laurent, and a warehouse to the east of the house.

To be sold at the church door of St-Laurent, I.O., county of Montmorency, on the SEVENTH day of JUNE next at TWO o'clock in the afternoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, April 30, 1963. 2829-18-2-o
[First insertion: May 4, 1963]
[Second insertion: May 25, 1963]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { J. OMER TARDIF, régis-
No. 3368. { trar, domiciled at Rouyn,
district of Rouyn-Noranda,

Noranda, demandeur-saisissant, vs Dame ERNESTINE PICARD, veuve en première nocces de Édouard Charon, et en secondes nocces épouse séparée de biens de Élisée Levesque, avec lequel elle demeure à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, défenderesse-saisie.

Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot No 174 du bloc 41 au cadastre officiel du canton de Rouyn, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église St. Michel Archange de Rouyn, Québec, MERCREDI, le QUINZIÈME jour de MAI 1963 à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
ce 6 avril 1963.

Le Shérif,
DIANIS LAFRENIÈRE.
2639-15-2-0

seizing-creditor, vs Dame ERNESTINE PICARD, widow by a first marriage of Édouard Charon, and by a second marriage, wife separate as to property of Élisée Levesque, with whom she lives, at Rouyn, district of Rouyn-Noranda, judgment debtor.

A certain lot of land known and designated as being lot No. 174 of block 41 on the official cadaster of the township of Rouyn, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Michel Archange de Rouyn, Que. on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of MAY, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
April 6, 1963.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff.
2639-15-2-0

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province de Québec
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { PAUL MARCEL BEAU-
No 14,397. { REGARD, marchand,
domicilié et résidant à 950
rue St-Pierre, La Providence, district de St-Hyacinthe, demandeur, vs JOSEPH BERTHIAUME, domicilié et résidant à 254 rang St-Édouard, St-Liboire, district de St-Hyacinthe, défendeur.

« Les lots de terre connus et désignés comme étant les lots Nos P-215 et 216 des plans et livres officiels de la paroisse de St-Liboire, du comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Liboire, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, le QUATORZIÈME jour de MAI 1963, à ONZE heures a.m.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, le 8 avril 1963.

Le Shérif,
GÉRARD BEAUDET.
2627-15-2-0

SAINT-HYACINTHE

Canada — Province of Quebec
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { PAUL MARCEL BEAU-
No. 14,397. { REGARD, marchand,
domiciled and residing at 950
St-Pierre St., La Providence, district of St-Hyacinthe plaintiff, vs JOSEPH BERTHIAUME, domiciled at 254, rang St-Édouard, St-Liboire, district of St-Hyacinthe, defendant.

“The lots of land known and designated as being lots Nos. P-215 and 216, of the officials plan and the book of the parish of St-Liboire, Bagot county, district of St-Hyacinthe, with buildings thereon erected.”

To be sold at the parochial church door of St-Liboire, county of Bagot, district of St-Hyacinthe, the FOURTEENTH, day of MAY 1963, at ELEVEN o'clock a.m.

Sheriff's Office,
St-Hyacinthe, April 8, 1963.

GÉRARD BEAUDET,
Sheriff.
2627-15-2-0

TERREBONNE

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { WILLIAM HEVESY,
No 512793. { marchand, et AN-
THONY, retraité, tous deux
des cité et district de Montréal, défendeurs, vs ALPINE CONSTRUCTION LIMITÉE, un corps politique et incorporé, dûment constitué conformément à la Loi, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, défenderesse.

Avis de vente

L'immeuble ci-après décrit en la possession de la défenderesse.

Un morceau de terrain boisé connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur, comté de Terrebonne, comme étant le lot numéro dix du huitième rang du canton d'Abercrombie (10-R. VIII).

Comme ladite propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances.

À distraire de ladite propriété un morceau de terrain au nord du chemin public, dans la partie ouest dudit lot numéro dix, mesurant deux cent dix pieds (210') de largeur sur deux cent

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { WILLIAM HEVESY,
No. 512793. { merchant, and AN-
THONY, pensioner, both
of the city and district of Montreal, plaintiffs vs ALPINE CONSTRUCTION LIMITED, a body politic and corporated, duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

Notice of sale

Immoveable hereinafter described and in the possession of the defendant.

A wooded piece of land known and designated on the official cadastre of the parish of St. Sauveur, county of Terrebonne as being lot number ten in the eighth range of the township of Abercrombie (10-R. VIII).

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances.

To be withdrawn from the said property a piece of land to the north of the public road, in the Western part of the said lot number ten, measuring two hundred and ten feet (210') in

vingt-cinq (225') pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, le tout réservé en faveur d'Ubaldo Gagnon sous les termes d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Terrebonne, sous le numéro 179558.

Moins et à soustraire de ladite propriété et réservé par les vendeurs, comme de leur propre bien, une partie du lot susmentionné et situé au nord dudit chemin public (existant) à l'est et contigu audit morceau de terrain appartenant audit Ubaldo Gagnon, et mesurant deux cent vingt pieds de largeur sur une profondeur de deux cent vingt-cinq pieds, mesure anglaise, et borné au sud par ledit chemin public existant, au nord et à l'est par le résidu de la propriété présentement vendue et à l'ouest par ledit morceau de terrain appartenant audit Ubaldo Gagnon.

Il n'y a pas de bâtisses sur ledit terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Sauveur des Monts, MERCREDI, le CINQUIÈME jour de JUIN 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 29 avril 1963.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.
2813-18-2

width by two hundred and twenty-five feet (225') in depth, English measure and more or less, the whole as reserved on behalf of Ubaldo Gagnon under the terms of a Deed of Sale registered at the registry office for the registration division of the county of Terrebonne, under number 179558.

Less and to be deducted from the said property, and reserved by the vendors as their own property, a part of the aforementioned lot situate to the north of the said-public road (existing) to the east of and contiguous to the said piece of land belonging to the said Ubaldo Gagnon, measuring two hundred and twenty feet in width by a depth of two hundred and twenty-five feet, English measure, and bounded to the south by the said existing public road, to the north and the east by the remainder of the property hereby sold and to the west, by the said piece of land belonging to the said Ubaldo Gagnon.

There are no buildings upon the said land.

To be sold at the door of the church of St. Sauveur des Monts, on WEDNESDAY, the FIFTH day of JUNE 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, April 29, 1963.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.
2813-18-2-o

INDEX No 18

ARRÊTÉS en Conseil

613 - Institution de la direction générale du Nouveau-Québec au Ministère des richesses naturelles	2123
613 - Institution of the general direction of New Quebec to the Department of Natural Resources	2123
626-A - Construction. Chicoutimi (<i>Erratum</i>)	2122
651 - Application du Code de Plomberie de la province de Québec dans les limites de la Cité de Québec	2122
651 - Application of the Plumbing Code of the Province of Quebec within the limits of the City of Quebec	2122
652-D - Épiceries et bouchers. Joliette	2123

AVIS

Église Baptiste Évangélique de Verdun (L') - (<i>Requête - Petition</i>)	2123
--	------

BILLS

Sanctionnés - Sanctioned	2124
--------------------------	------

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des

Autorisées à faire des affaires

Alsof Mines Limited	2124
Commercial Oil and Gas Ltd.	2125
James Equipment Limited	2125
McKinney Gold Mines Limited	2125

Chartes —

Abandon de

Association des Employés de l'Extérieur de la Commission Hydroélectrique de Québec	2126
Greer (W.T.) Limited	2126

Divers

Agence France-Presse (<i>Agent</i>)	2129
Association des Constructeurs de Routes du Québec (<i>Dir.</i>)	2127
Association des Constructeurs de Routes du Québec (<i>Règl.</i>)	2128

ORDERS in Council

Association de la Construction de Montréal (<i>Règl.</i>)	2128
Bale-Tie Corp. (<i>Dir.</i>)	2126
Centre d'Achat Métropolitain Ltée (<i>Dir.</i>)	2127
Champlain Heights Ltd. (<i>Dir.</i>)	2129
Delisle Ltd (<i>Dir.</i>)	2129
Delisle Ltée (<i>Dir.</i>)	2129
Eco Inc. (<i>Dir.</i>)	2128
German-Canadian Association "Fortuna" of Rouyn-Noranda (The) - (<i>Assemblée - Meeting</i>)	2129
Leduc & Leduc, Limitée (<i>Dir.</i>)	2128
Lower Ottawa Forest Protective Association Limited (The) - (<i>Règl.-By-laws</i>)	2128
Majorettes de Price (Les) - (<i>Règl.-By-laws</i>)	2126
Metropolitan Shopping Centre Ltd. (<i>Dir.</i>)	2127
Montreal Construction Association (<i>By-laws</i>)	2128
Quebec Road Builders' Association (<i>Dir.</i>)	2127
Quebec Road Builders' Association (<i>By-laws</i>)	2128
1205 Restaurant Inc. (<i>Dir.</i>)	2127
Soucy (F.F.), Inc. (<i>Dir.</i>)	2130

NOTICES

Association de la Construction de Montréal (<i>Règl.</i>)	2128
Bale-Tie Corp. (<i>Dir.</i>)	2126
Centre d'Achat Métropolitain Ltée (<i>Dir.</i>)	2127
Champlain Heights Ltd. (<i>Dir.</i>)	2129
Delisle Ltd (<i>Dir.</i>)	2129
Delisle Ltée (<i>Dir.</i>)	2129
Eco Inc. (<i>Dir.</i>)	2128
German-Canadian Association "Fortuna" of Rouyn-Noranda (The) - (<i>Assemblée - Meeting</i>)	2129
Leduc & Leduc, Limitée (<i>Dir.</i>)	2128
Lower Ottawa Forest Protective Association Limited (The) - (<i>Règl.-By-laws</i>)	2128
Majorettes de Price (Les) - (<i>Règl.-By-laws</i>)	2126
Metropolitan Shopping Centre Ltd. (<i>Dir.</i>)	2127
Montreal Construction Association (<i>By-laws</i>)	2128
Quebec Road Builders' Association (<i>Dir.</i>)	2127
Quebec Road Builders' Association (<i>By-laws</i>)	2128
1205 Restaurant Inc. (<i>Dir.</i>)	2127
Soucy (F.F.), Inc. (<i>Dir.</i>)	2130

Lettres patentes	Letters Patent	Merchants Fire Insurance Company..	2135
Missionnaires de Notre-Dame-de-la-Salette (Montréal) (Les).....	2130	Progressive Compagnie d'Assurance (La).....	2137
St-Georges Express (1962) Limitée....	2108	Progressive Insurance Company (The). Provincial General Insurance Society (The).....	2137
Service des Loisirs de St-Dominique...	2109	Universal Insurance Company.....	2136
		Universelle (L'), Compagnie d'Assurances.....	2135
Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent	Société Provinciale d'Assurances Générales (La).....	2136
Agence Valois & Roux Inc.....	2109		
Association Canadienne de la Soie et des Textiles Synthétiques, Inc.....	2109	Instruction publique	Education
Brault et Martineau Inc. (Chez).....	2110	<i>Municipalité scolaire de: School Municipality of:</i>	
Brevages Ménard Inc. (Les).....	2110	Callières (Dem.- Appl.).....	2137
Canadian Silk & Synthetic Textiles Association Inc.....	2109	McWatters (Dem.- Appl.).....	2137
Cordon Bleu Limited.....	2110	Moisie & Sept-Iles (Dem.- Appl.).....	2137
Cordon Bleu (Limitée).....	2110	Portage du Fort (Dem.- Appl.).....	2139
Gauthier (Laurent) Limitée.....	2110	Repentigny-les-Bains et - and Repentigny (Dem.- Appl.).....	2139
Groupe Immobilier Incorporée (Le)....	2113	St-Gabriel-de-Valcartier & Shannon (Dem.- Appl.).....	2139
Habitations Brandon Inc. (Les).....	2111	Ste-Genève No 2 (Dem.- Appl.).....	2140
Hôtel Lacerte Incorporé.....	2111	St-Laurent « Cath. » (Dem.- Appl.)....	2139
Hanover Kitchens (Quebec) Limited...	2111	St-Louis (Dem.- Appl.).....	2140
Krainer Sales Company.....	2111	Ste-Odile-sur-Rimouski (Dem.- Appl.)..	2140
Main Plumbing & Heating Supplies Co. (1963) Ltd.....	2111	Sorosto (Dem.- Appl.).....	2139
Maral Holdings Inc.....	2112		
Montmorency Limitée (Le).....	2112	Terres et Forêts	Lands and Forests
Nazair (A.) & Co. Limited.....	2112	<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
Nazair (A.) & Cie Limitée.....	2112	Coaticook, village.....	2140
Plaza St-Hubert Inc.....	2113	L'Assomption Notre-Dame, par.....	2141
Realty Group Incorporated.....	2113	Longue-Pointe, par.....	2141
Reform Association for Retarded Persons of Montreal (The).....	2113	Rimouski, par.....	2141
Service Social pour Personnes Sourdes..	2113	St-Bruno, par.....	2141
Stanley Automatic Parking Inc.....	2113	Ste-Foye, par.....	2141
Trembousy Incorporée.....	2114	Sault-au-Récollet, par.....	2141
		Wentworth, canton - township.....	2142
Sièges sociaux	Head Offices		
Association des Constructeurs de Routes du Québec.....	2130	Travail	Labour
Bois Inc.....	2132	<i>Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:</i>	
Carlos & Frères Inc.....	2131	Alimentation en gros, Québec (Prél.)..	2156
Édifices Champlain Inc. (Les).....	2131	Building, Saint-Hyacinthe (Levy).....	2160
Greenfield Park Lumber & Builders' Supply Limited.....	2130	Coiffeurs, Québec (Prél.).....	2158
Metal Craft Corporation (The).....	2131	Construction, Saint-Hyacinthe (Prél.)..	2160
Quebec Road Builders' Association....	2130	Food, wholesale, Québec (Levy).....	2156
Reputation Fabrics Limited.....	2131	Hairdressers, Québec (Levy).....	2158
		Institutions religieuses, Saint-Hyacinthe (Mod.).....	2142
Curatelle public	Public Curatoship	Religious institutions, St. Hyacinthe (Amend.).....	2142
<i>Succession vacante:</i>	<i>Vacant Estate'</i>		
Butt, Georges.....	2132	Voirie	Roads
		Entretien de routes discontinué.....	2161
Liquidation	Winding	Maintenance of roads discontinued....	2161
Dante (G.L.) Construction Inc.....	2132		
Surplus Center Inc.....	2132	SOUSSIONS	TENDERS
		Dorion, ville - town (Correction).....	2162
MINISTÈRES	DEPARTMENTAL	Jacques-Cartier, cité - city.....	2164
Affaires municipal	Municipal Affairs	McMasterville, village.....	2166
Chicoutimi, cité - city (Annex.).....	2133	Montmorency, ville - town.....	2165
Deux-Montagnes, cité - city (Erratum)	2134	Philipsburg, village.....	2170
Joliette, cité - city (Annex.).....	2133	Pierrefonds, ville - town.....	2168
Saguay, munic. (Nom - Name ch.).....	2134	Repentigny-les-Bains, c.s.- s.c.....	2169
		Ste-Adèle, par.....	2171
Finances	Finance	Ste-Thérèse-de-Blainville, par.....	2163
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>		
Équitable (L'), Compagnie d'Assurances Générales.....	2136	SYNDICATS	SYNDICATES
Equitable General Insurance Company (The).....	2136	Professionnels	Professional
Olympic (L'), Compagnie d'Assurances Générales.....	2136	Association des Employés de Cassidy's (L') - (Const.).....	2172
Olympic General Insurance Company (The).....	2136	Association des Employés de Produits Diana Inc. (L') - (Const.- Inc.).....	2172

SYNDICATS	SYNDICATES	Chicoutimi	Chicoutimi
Professionnels	Professional	ChAMPLAIN Oil Products Ltd vs Desbiens	2176
(suite)	(continued)	Gaspé	Gaspé
Association des Instituteurs et Instituteurices du Témiscouata (Nom - Name ch.)	2172	Caisse Populaire de Ste-Anne des Monts (La) vs Darache	2176
Association Professionnelle des Instituteurs Laïcs de Grand-Mère (Nom - Name ch.)	2173	Montréal	Montreal
Cassidy's Employees' Association (Inc.)	2172	Létourneau vs Ali	2177
Fédération des Instituteurs et Instituteurices du Diocèse de Rimouski (F.I.R.) (Nom - Name ch.)	2173	Pontiac	Pontiac
Syndicat National des Travailleurs de la Construction et du Bois Ouvré de Roberval Inc. (Nom - Name ch.)	2173	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Downey	2177
		Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Downey	2177
VENTES	SALES	Québec	Quebec
Licitation	Licitation	Levesque vs Gosselin et al.	2178
Cochrane vs Cochrane (Erratum)	2174	Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Tardif vs Picard	2178
Quidoz Pianos Ltd.	2174	Saint-Hyacinthe	Saint Hyacinthe
SHÉRIFS	SHERIFFS	Beauregard vs Berthiaume	2179
Arthabaska	Arthabaska	Terrebonne	Terre bonne
Cooper vs Gauthier	2175	Hevesey vs Alpine Construction Limitée	2179
Jutras vs Bossé	2175	Taxes	Taxes
Bonaventure	Bonaventure	Châteauguay Centre, ville - town	2114
Arsenault vs Bernier	2176	Chibougamau, ville - town	2121